

L'entreprise en difficulté en France en 2023

Crise des entreprises en France :
l'impact profond sur l'emploi

Remerciements



Christophe Guerner

Associé responsable de l'offre Distressed M&A au sein de l'activité Restructuring Financier

L'édition 2024 a été enrichie grâce à l'intervention de différents acteurs de la restructuration qui nous ont apporté leur vision. Nous souhaitons remercier chaleureusement tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus et qui nous ont partagé leur connaissance et leur appréciation de la période actuelle. De plus, grâce aux secrétariats de Présidence et greffes des Tribunaux de Commerce, nous avons pu exploiter et analyser des données pertinentes sur les situations dans leurs régions respectives et nous souhaitons remercier notamment ceux d'Aix-en-Provence, Arras, Bobigny, Dijon, Lille, Lyon, Nantes, Nice, Orléans, Poitiers, Paris, Rennes, Rouen et Toulouse pour leur contribution. Nous souhaitons également remercier l'OCED et le CNAJMJ pour les données transmises et leurs disponibilités.



Marie Waechter
Avocat

Nous remercions tout particulièrement **Marie Waechter** – Avocat qui présente dans cette édition une analyse comparée dans 10 Etats membres de l'Union Européenne de l'adoption du concept de classes de parties affectées.

Pour ces travaux, elle s'est appuyée sur la collaboration du réseau Deloitte avec notamment :

- **Bernhard Koeck** et **Andreas Jank** – Avocats (Autriche)
- **Jürgen Egger** et **Glenn Jansen** – Avocats (Belgique)
- **Zvezdelina Filova** et **Konstantin Ivanov** – Avocats (Bulgarie)
- **Andreas Thoma** – Avocat (Chypre)
- **Frank Tschentscher** et **Marcus C. Spangenberg** – Avocats (Allemagne)
- **Péter Göndöcz**, **Linda Al Sallami** et **Diána Takács** – Avocats (Hongrie)
- **Massimo Zamorani** et **Filippo Ghignone** – Avocats (Italie)
- **Catarina Guedes de Carvalho** – Avocat (Portugal)
- **Cruz Amado** et **Carolina Ventura** – Avocats (Espagne)
- **Arnaud Raynouard** – Responsable du comité scientifique juridique de Deloitte Société d'Avocats

Enfin, cette édition n'aurait pas pu voir le jour sans le travail acharné de **Louis Morel**, **Kanjana Khanarin**, **Mohamed Anas Belidan** et **Rania Braikatte** (Deloitte Restructuring Services) que nous remercions chaudement pour leur active contribution.



Louis Morel



Kanjana Khanarin



**Anas Mohamed
Belidan**



Rania Braikatte

Note méthodologique

Sources procédures amiables

Deloitte Finance a analysé les données relatives aux procédures amiables (mandat *ad hoc* et conciliation) ouvertes en 2023 par 21 tribunaux de commerce : Aix-en-Provence, Arras, Dijon, Lille, Lyon, Nantes, Nice, Paris, Orléans, Poitiers, Rennes, Rouen, Toulouse et certains tribunaux d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Meaux, Melun, Nanterre, Pontoise, Versailles). Cet échantillon est réduit pour les analyses relatives aux accords de conciliation et aux dossiers de détection-prévention en fonction des informations disponibles.

Les ouvertures de procédures amiables sont enregistrées par entité juridique tandis que les issues (protocoles de conciliation constatés ou homologués) sont comptabilisées par protocole (susceptible de concerner plusieurs entités juridiques). L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Deloitte Finance a également recueilli les données produites et publiées par l'Observatoire consulaire des entreprises en difficulté (OCED) concernant les neuf tribunaux de commerce d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Meaux, Melun, Nanterre, Pontoise, Paris, et Versailles).

Enfin, Deloitte Finance a analysé les données relatives au nombre de procédures amiables et d'emplois concernés par ces procédures, communiquées par le Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ).

Sources procédures collectives

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro Siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce, un tribunal mixte de commerce, un tribunal judiciaire ou une cour d'appel.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des tribunaux concernés. Altares est également licencié officiel du *BODACC* (*Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales*) depuis 1987. Les données collectées ont été actualisées en février et mars 2024.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au *BODACC*. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au *BODACC*.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activités s'appuient sur la distribution des nomenclatures des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'Insee ou de sources privées.

Ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives au regard du nombre d'entreprises ne publiant pas leurs comptes sociaux. Pour les entreprises mentionnées dans cette étude et dont les comptes sociaux n'ont pas été publiés en 2023, le dernier chiffre d'affaires connu a été indiqué.

Par ailleurs, les tableaux présentant le classement des défaillances les plus importantes (niveau national ou régional) ne présentent que les entreprises publiant leurs comptes de manière non confidentielle.

Analyses

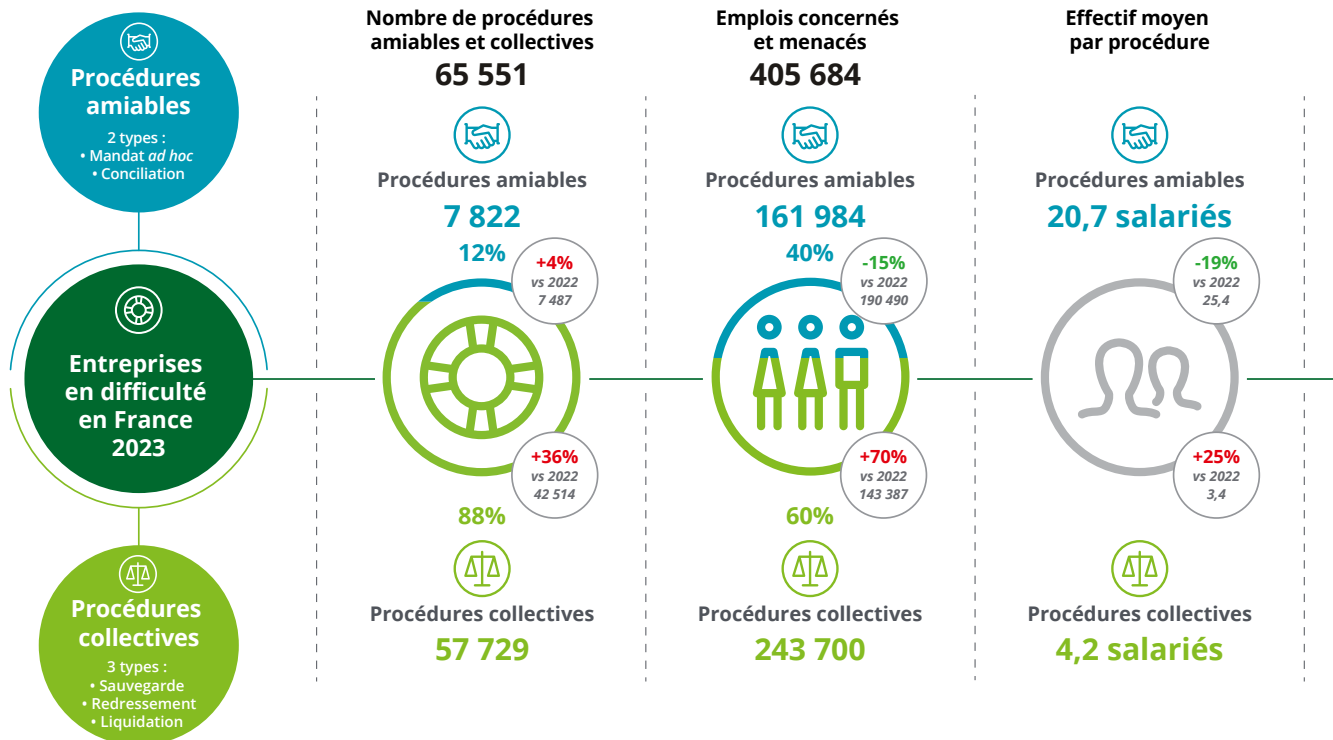
Deloitte Finance a analysé :

- le volume de procédures de prévention instruites par les 21 tribunaux de commerce de l'échantillon entre 2018 et 2023 ;
- les ouvertures de procédures collectives par nombre de salariés, secteur d'activité, âge et situation géographique entre 2018 et 2023. Par hypothèse, ont été retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire, soit :
 - une procédure de sauvegarde incluant la sauvegarde accélérée,
 - un redressement judiciaire, ou une liquidation judiciaire directe (les liquidations judiciaires subséquentes à un redressement judiciaire n'ont pas été comptabilisées comme de nouvelles procédures),
 - les données sont présentées par entité juridique. Aucune analyse des impacts des défaillances sur les groupes concernés n'a pu être menée.

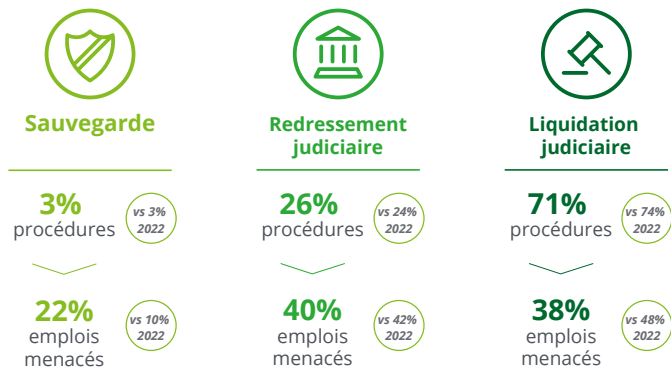
Il est rappelé que dans les statistiques Altares, l'ouverture d'un redressement judiciaire faisant suite à une procédure de sauvegarde est comptabilisée comme une nouvelle procédure.

Panorama des entreprises en difficulté

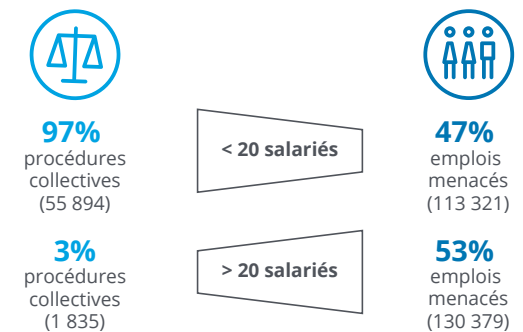
En 2023, le nombre de procédures collectives en France s'élève à 57 729 (soit une augmentation de +36% par rapport à l'année précédente). Sur la même période, le nombre de procédures amiables atteint 7 822 (soit une croissance de +4%). Ces hausses se traduisent par une augmentation du nombre d'emplois concernés pour atteindre 243 700 en procédures collectives (+70%) et 161 984 en procédures amiables (-15%). Il est constaté un accès accru aux procédures collectives par des entreprises de plus grande taille (effectif moyen de 4,2 salariés vs 3,4 salariés en 2022) alors que l'effectif moyen des procédures amiables est en baisse (effectif moyen de 20,7 salariés vs 25,4 salariés en 2022).



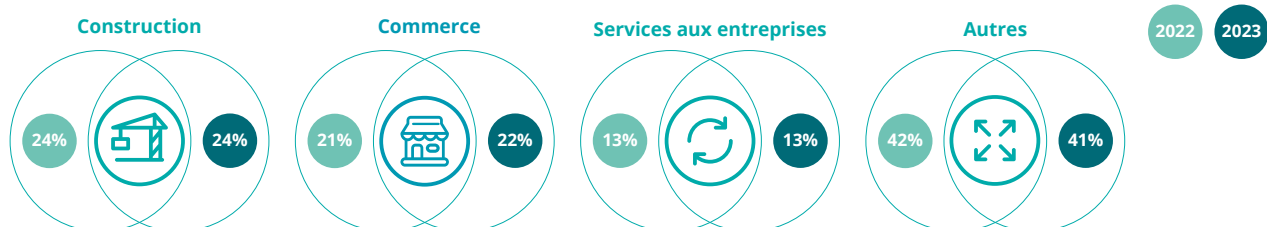
Détail par type de procédure collective



Équilibre



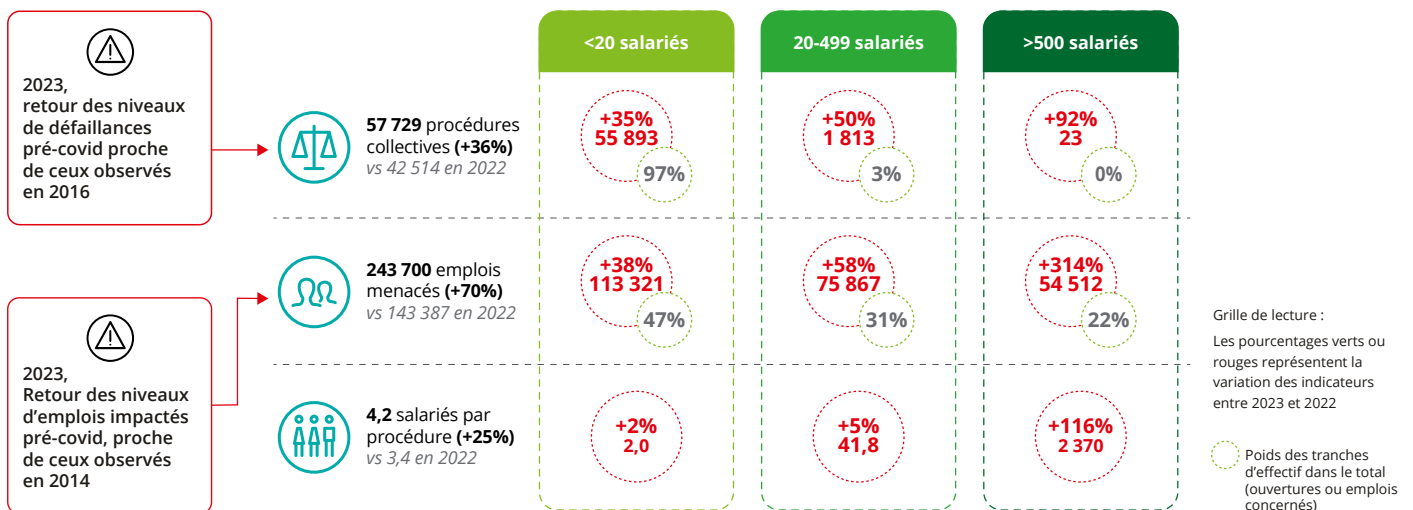
Poids des procédures par secteur d'activité



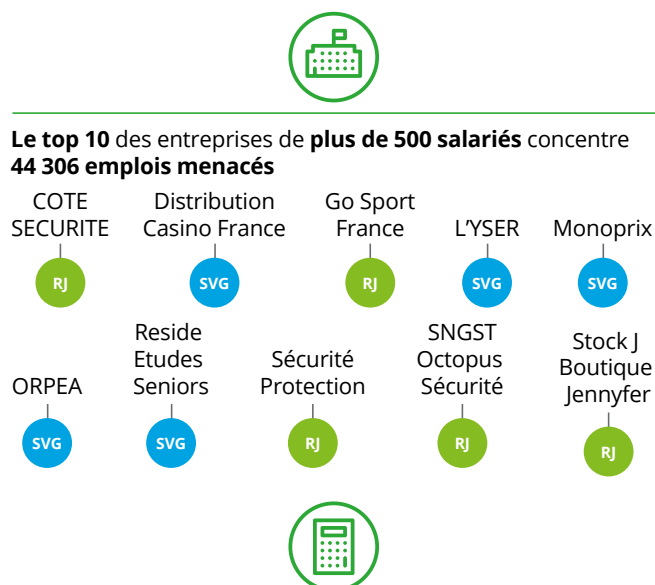
Procédures collectives en 2023

Les entreprises françaises, une augmentation des défaillances généralisée

L'analyse révèle une augmentation généralisée tant dans le nombre de défaillances d'entreprises que dans le nombre d'emplois menacés à l'échelle nationale. Notamment, la proportion d'emplois menacés au sein des entreprises comptant entre 200 et 4 999 employés a connu une croissance marquée, avec une hausse de 15 points entre 2022 et 2023. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le nombre de défaillances enregistrées en 2023, qui s'élève à 57 729 procédures collectives, surpasse les niveaux observés avant la crise sanitaire, avec 52 002 procédures collectives en 2019, représentant ainsi une augmentation de 5 727 procédures. Cette évolution souligne l'ampleur des défis économiques auxquels les entreprises sont confrontées dans le contexte postpandémique soumis à une situation géopolitique explosive.



La hausse du nombre moyen d'emplois menacés (>500 salariés) est portée par des procédures concernant 23 entreprises. Le top 10 est réalisé en fonction du nombre d'emplois menacés.



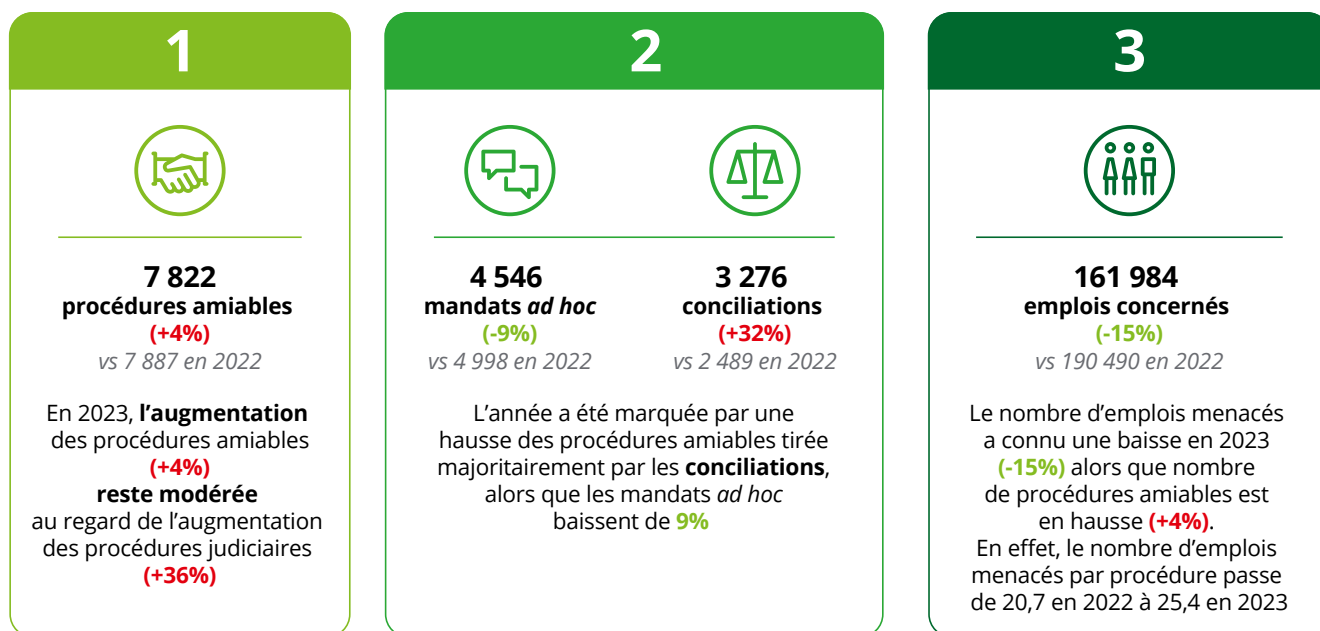
7 057 m€ de chiffre d'affaires (Casino) – défaillance la plus importante de 2023 vs 429m€ en 2022

Notre analyse sur le sort de plans de continuation de 2013 (sauvegarde ou redressement) confirme qu'anticiper le choix de la procédure maximise les chances de retournement.

- **Près de la moitié** des sociétés en **sauvegarde** réussissent à adopter un **plan de sauvegarde** sur la période 2018 à 2022 (2023 n'étant pas concluante du fait du nombre de procédures en cours)
- **1/3 des entreprises** ont connu une sortie positive à l'issue des 10 ans après l'adoption de leur plan de sauvegarde en 2013
- **Près de 1/4** des sociétés en **RJ** réussissent à adopter un **plan de continuation** sur la période 2018 à 2022 (2023 n'étant pas concluante du fait du nombre de procédures en cours)
- **3 entreprises sur 10** ont connu une sortie positive à l'issue des 10 ans après l'adoption de leur plan de continuation en 2013
- **6% des sociétés en RJ** adoptent un **plan de cession** sur la période 2018 à 2022

Procédures amiables au niveau national en 2023 selon le CNAJMJ

L'augmentation du nombre de procédures amiables (+4 %) se caractérise par une hausse significative des conciliations au niveau national (+32 %), compensée par une diminution des mandats *ad hoc* (-9 %). Les acteurs privilégient la conciliation car elle offre de meilleures opportunités de renégocier les dettes et facilite la cession d'entreprises. Elle attire également un privilège de *new money*, avec moins de risques pour les prêteurs comparé au mandat *ad hoc*.



Étude Deloitte – Analyse des plans de cessions entre 2016 et 2021 en France

Objectif

La transposition de la directive du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité des entreprises amène les tribunaux à demander l'évaluation d'une entreprise en plan de cession. Aujourd'hui, nous constatons qu'il n'existe pas de documentation publique et historique analysant l'ensemble des plans de cessions au niveau national avec cet objectif d'avoir et de proposer une logique d'analyse en comparable.

Pour cette raison, notre équipe a réalisé de manière inédite cette analyse, à travers un échantillon à date de 570 jugements (vs 376 jugements en 2021) sur la période de 2016 à 2021, sur l'intégralité des 991 plans de cessions arrêtés par les tribunaux de commerce pour les entreprises de plus de 3m€ de chiffres d'affaires.

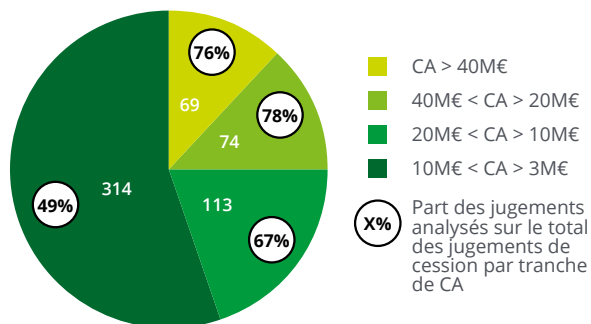
Les conclusions reposent sur les analyses basées sur le chiffre d'affaires des entreprises (i) de plus de 40m€, (ii) entre 40m€ et 20m€, (iii) entre 20m€ et 10m€ et (iv) entre 10m€ et 3m€.

Il est soumis ici les conclusions de cette analyse qui confortent les premières conclusions présentées dans notre étude publiée en 2022.

Présentation de l'échantillon

Ces plans de cession ont été classés en quatre catégories en retenant notamment les seuils de l'ordonnance 2021-1193 de septembre 2021. L'échantillon analysé se décompose de la façon suivante :

Étude plans de cession - Jugements traités notamment selon les seuils de l'ordonnance 2021-1193



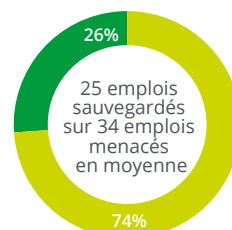
L'analyse de ces différents plans de cession a permis de relever les indicateurs suivants : décomposition du prix de cession, nombre de salariés repris, charges augmentatives du prix, choix du repreneur de reprendre tout ou partie des congés payés et les différents avantages sociaux (RTT, prime de 13^e mois, etc.), passif déclaré (si mentionné dans le jugement), valorisation du commissaire-priseur, nature du repreneur (industriel, fonds d'investissement ou personne physique), nationalité du repreneur.

A noter qu'à date, sur la totalité des jugements existant dans chaque catégorie de chiffre d'affaires, l'analyse a été faite sur 49% des jugements au minimum.

Emplois menacés

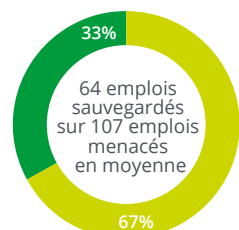
Sur les 570 jugements d'adoption d'un plan de cession analysés, les repreneurs ont repris en moyenne :

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 3m€ et 10m€



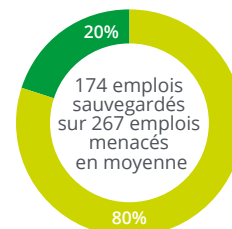
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 10m€ et 20m€



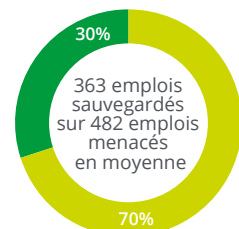
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA est compris entre 20m€ et 40m€



■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

Emplois - Sociétés dont le CA > 40m€



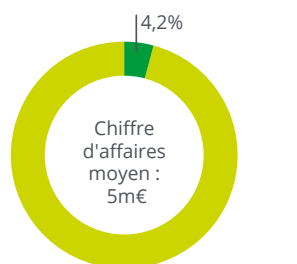
■ Moyenne effectif repris
■ Moyenne effectif non repris

L'analyse de l'échantillon montre que l'effectif repris oscille entre 67% et 80% en fonction de la taille de l'entreprise. Le pic de 80% est observé sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est compris entre 20m€ et 40m€.

Prix de cession rapporté au chiffre d'affaires

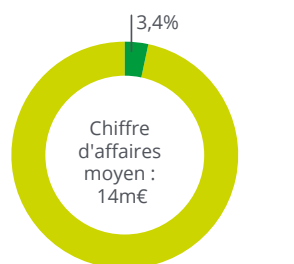
Il ressort de l'analyse des jugements d'adoption de plan de cession que le prix de cession total le plus haut s'élève à 42m€ et le plus bas à 1€ pour des ratios prix de cession sur chiffre d'affaires de l'ordre de 3% à 4% quel que soit le segment d'entreprises retenu :

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 3m€ < CA < 10m€



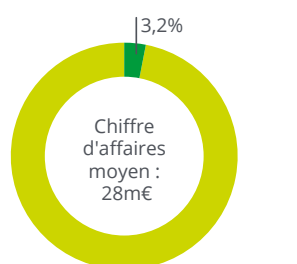
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 10m€ < CA < 20m€



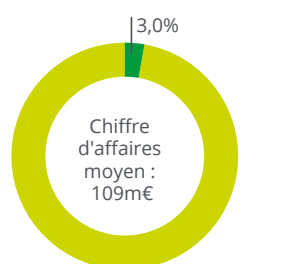
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 20m€ < CA < 40m€



Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - CA > 40m€



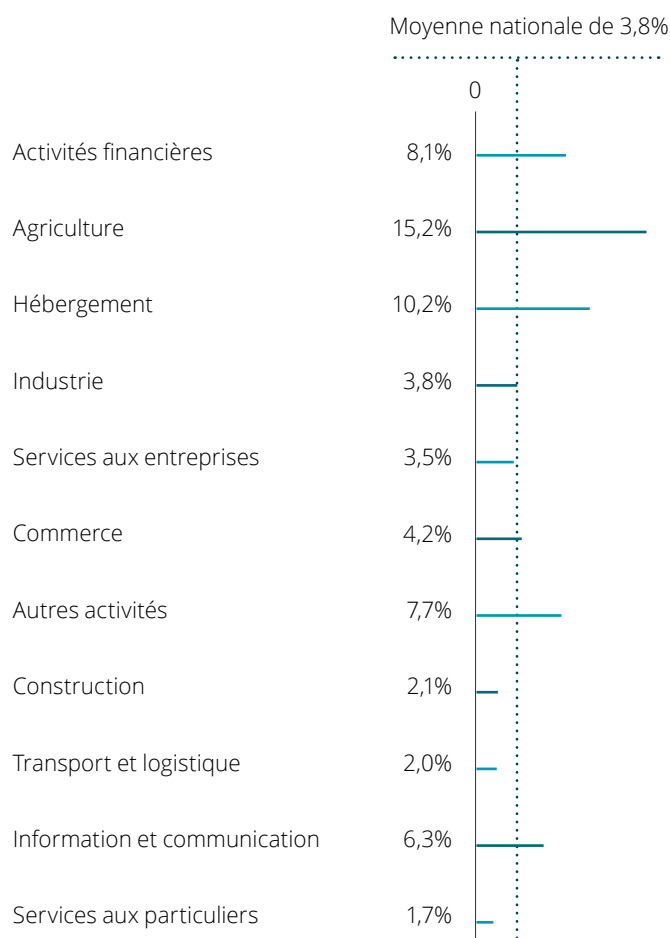
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Le ratio prix de cession/CA diminue légèrement quand la taille de l'entreprise augmente.

Le ratio le plus élevé que nous ayons relevé sur notre échantillon est de 60% pour la reprise de la société Bio C'Bon Nord pour 5m€. A l'inverse, le ratio le plus faible est de 0% pour plusieurs sociétés.

Certains prix offerts sont parfois plus importants que la moyenne observée mais cela reste toutefois résiduel sur l'échantillon analysé.

Analyse par secteur - Prix de cession total moyen rapporté au CA moyen



L'analyse démontre que la moyenne du ratio prix de cession sur chiffre d'affaires avoisine 4%. Toutefois, les secteurs Agriculture (15,2%), Hébergement, restauration et débits de boissons (10,2%) des activités financières & d'assurance (8,1%) se distinguent à la hausse par rapport au ratio moyen. A l'inverse, les secteurs des services aux particuliers (1,7%), du transport & logistique (2,0%) et de la construction (2,1%) se distinguent à la baisse par rapport au ratio moyen.

Conclusion de notre échantillon d'étude :

- en moyenne, le prix de cession offert représente **3% à 4% du CA de la cible** ;
- les secteurs de **l'agriculture (15,2%), de l'hébergement, restauration et débits de boissons (10,2%), des activités financières & d'assurance (8,1%), de l'information et la communication (6,3%)** enregistrent un prix de cession par rapport au chiffre d'affaires **supérieur à la moyenne nationale** ;
- **entre 67% et 80% des effectifs sont repris** en moyenne ;
- **les congés payés et autres avantages acquis** sont repris en tout ou partie dans **87% des cas**.

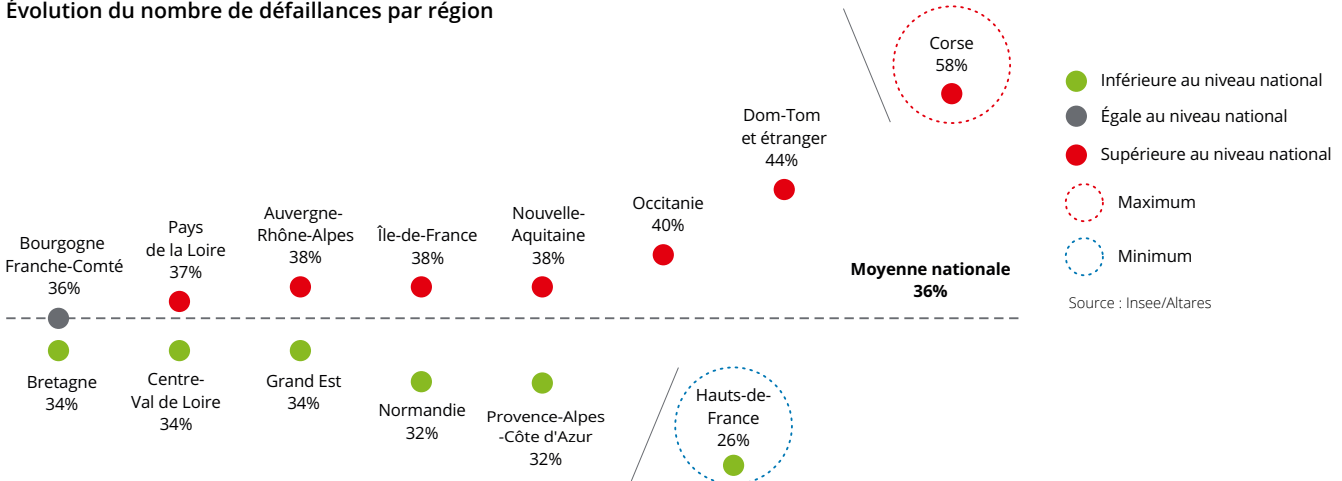
Notre analyse sur les plans de cession sur la période 2016-2021 confirme que les valorisations offertes par les repreneurs sont relativement basses au regard du chiffre d'affaires des cibles avec des variations qui peuvent apparaître significatives notamment en fonction des secteurs retenus.

Les défaillances dans les régions

2023 : une tendance haussière peu volatile par région

L'ensemble des régions enregistre une hausse des défaillances entre les années 2022 et 2023 comprise entre 26% pour les Hauts-de-France et 58% pour la Corse. Au niveau national, une croissance des défaillances de 36% est enregistrée. Sept régions ont une augmentation supérieure à la moyenne nationale et sept ont une tendance inférieure à la moyenne nationale.

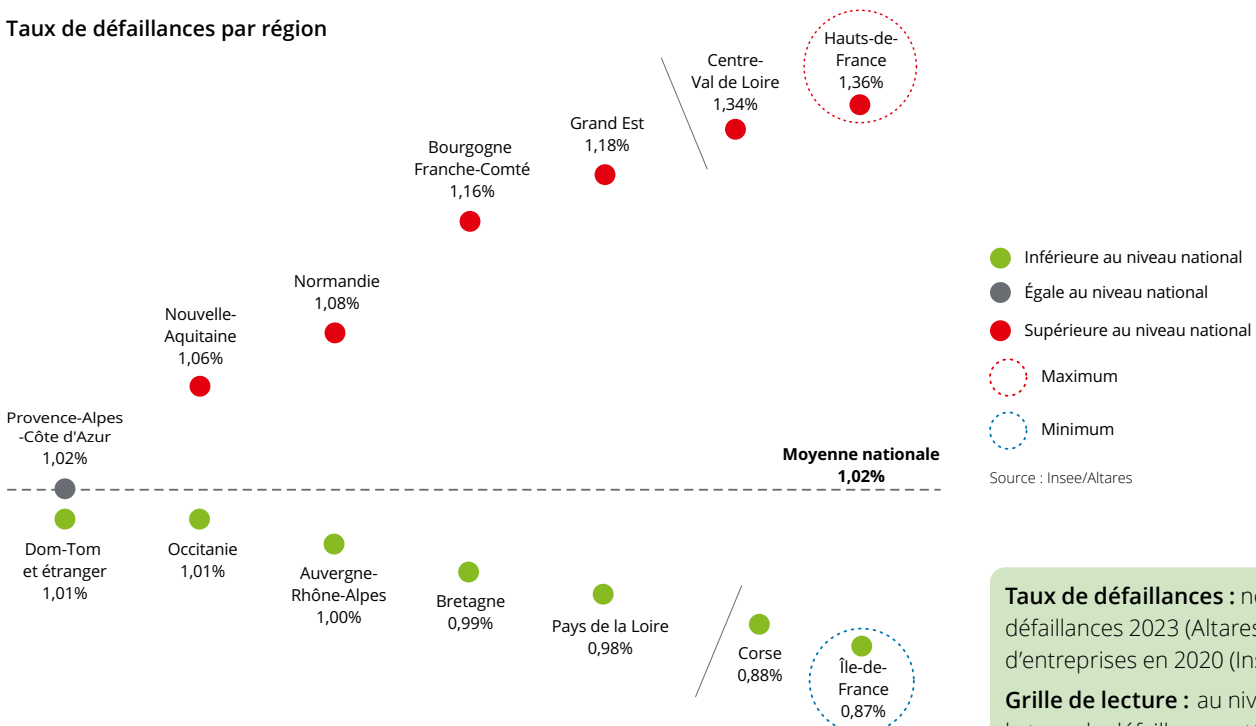
Évolution du nombre de défaillances par région



Grille de lecture : au niveau national, le nombre de défaillances a augmenté de près de 36%. Dans la région Hauts-de-France, le nombre de défaillance a augmenté de 26%, et en Corse le nombre de défaillance a augmenté de près de 58%. La tendance haussière touche aussi notamment les Dom-Tom et étranger avec un nombre de défaillance en augmentation de +44%.

En 2023, le taux de défaillances national est de 1,02%. Le taux dans les régions oscille entre 0,87% pour la région Île-de-France à 1,36% pour la région Hauts-de-France.

Taux de défaillances par région



Taux de défaillances : nombre de défaillances 2023 (Altarea)/stock d'entreprises en 2020 (Insee)

Grille de lecture : au niveau national, le taux de défaillances atteint 1,02% des entreprises. Dans la région Hauts-de-France, le taux de défaillances est de 1,36%.

Deloitte Restructuring Services

Restructuring financier, opérationnel et stratégique

L'équipe Restructuring Services



Sandrine Gril-Prats
Managing Associée
+33 (6) 88 24 19 74
sgrilprats@deloitte.fr



Christophe Guerner
Associé
+33 (6) 31 19 74 15
cguerner@deloitte.fr



Laurent Jehanne
Managing Directeur
+33 (6) 15 71 02 01
ljehanne@deloitte.fr



Maxime Levrouw
Directeur
+33 (0)6 25 91 50 47
mlevrouw@deloitte.fr



Christelle Billoud
Senior Manager
+33 (0)7 50 64 04 35
cbilloud@deloitte.fr



Mohamed Salmy
Senior Manager
+33 (0)7 86 81 66 19
msalmy@deloitte.fr



Delphine Dupuy
Senior Manager
+33 (0)6 47 62 60 73
ddupuy@deloitte.fr



Louis Morel
Senior Manager
+33 (0)7 87 56 26 00
lomorel@deloitte.fr

« Une équipe expérimentée et réactive constituée de 30 professionnels issus de l'entreprise, du monde judiciaire et du conseil financier. »

Les atouts de notre équipe

- un sens de l'urgence démontré et éprouvé ;
- une expertise financière et opérationnelle au service d'une dimension conseil à destination des dirigeants et actionnaires d'entreprises de toutes tailles ;
- des savoir-faire complémentaires : financier, judiciaire, sectoriel, stratégique et opérationnel ;
- une technicité au service d'un accompagnement « sur mesure », rompue aux contingences spécifiques des situations de crise et aux attentes des acteurs ;
- des spécialistes intégrant la dimension humaine (stress, déni, conflit, etc.) des équipes clients dans leurs interventions (accompagnement et pédagogie) ;
- une approche permettant d'assurer l'alignement entre le projet opérationnel et les objectifs stratégiques et financiers de l'entreprise.



+ de
30 professionnels



+ de 70 dossiers
par an



Un ancrage
régional, national
et international



Une forte
technicité des
équipes

Offre Deloitte Restructuring

Des solutions sur mesure pour des améliorations opérationnelles et financières effectives

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants

Offre d'accompagnement Restructuring

Diagnostic flash de trésorerie et cash marathon

- Cash management et mise sous contrôle du cash
- Mise en place ou revue des prévisions de trésorerie
- Identification des leviers d'optimisation court et moyen terme (« cash marathon »)
- Optimisation du cash control
- Instauration d'une culture « cash » dans l'entreprise.

Optimisation du BFR

- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Optimisation du reporting

- Analyse des reporting / KPIs actuels
- Identification des leviers d'amélioration, permettant d'obtenir un reporting et des KPIs capables de (i) suivre la véritable création de valeur et (ii) d'accompagner les parties prenantes interne et externe dans la prise de décision à court, moyen et long terme.
- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants, accélérateur de performance

- Validation et aide à la mise en place des leviers d'optimisation identifiés sur le BFR, cash, reporting/KPIs...
- Construire avec le management et les équipes un plan d'actions viable, à la fois opérationnel et financier
- Assister et accompagner les différentes parties prenantes, dans la mise en œuvre des plans d'actions dans un contexte de transformation ou de de restructuration.

Independent Business Review (IBR)

- Diagnostic opérationnel et financier de l'origine des difficultés
- Fiabilisation de l'information comptable et financière
- Identification/quantification des leviers opérationnels et déclinaison en business plan
- Estimation des besoins de financement/Cash Forecast
- Analyse de scénarios de réaménagement de la dette bancaire
- Contexte de marché et positionnement stratégique
 - Assistance à la négociation avec les partenaires financiers
 - Covid-19 : assistance financière dans l'obtention de PGE/ autres aides

Prévention (mandat *ad hoc*, conciliation)

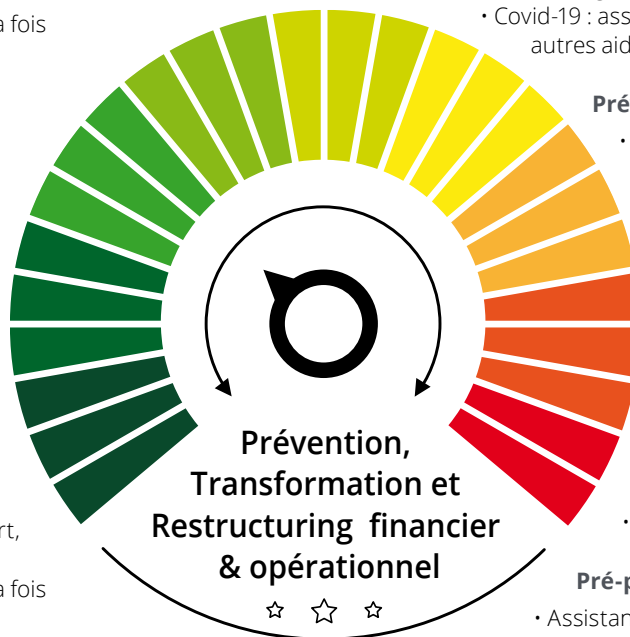
- Appréciation du business model et de la situation financière
- Plan d'amélioration concret et assistance à la mise en œuvre
- BP & prévisions de trésorerie sensibilisées/Test d'insolvabilité
- Simulations de traitement de la dette
- Identification des scénarios de sortie et de la procédure amiable appropriée
- Accompagnement de PSE et cession/ fermeture de sites
- Assistance à la négociation (mandataire, conciliateur, banques, CCSF, CIRI...)
- Recherche de financements

Pré-pack cession - Distressed M&A

- Assistance de l'acquéreur ou du cédant en situation complexe ou à la barre du tribunal
 - Gestion du process (identification cibles, data- rooms, assistance aux négociations)
- Problématique de séparation et mise en œuvre
- Due diligences financières et opérationnelles
- Sécurisation de la responsabilité du cédant ou de l'acquéreur

Insolvabilité (sauvegarde, RJ, LJ) (dont Distressed Valuation)

- Assistance financière à la saisine (DCP, DOPS)
- Business plan & prévisions de trésorerie
- Suivi des réalisations et des engagements durant la période d'observation pour les organes de la procédure
- Elaboration de plans de sauvegarde/de redressement
- Valorisation d'entreprise dans le cadre de l'application des classes de parties affectées
- Cellule liquidative



Altares

Qui est Altares ?

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, premier réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

La vision Altares

Altares a pour vision « Smart insights to shape your future ». Chez Altares, nous sommes convaincus que les données BtoB jouent un rôle majeur dans le développement des entreprises et qu'elles sont source de performance pour l'ensemble des métiers dès lors qu'elles sont fiables et partagées.

La mission Altares

Chez Altares, nous libérons le potentiel de croissance des entreprises et protégeons leur business par une connaissance approfondie de leurs clients, leurs fournisseurs et leurs partenaires actuels et futurs avec des solutions sur mesure intégrées dans leurs processus de décisions stratégiques et opérationnelles, grâce à l'accès au plus grand réseau de données BtoB au monde.

Nos clients

Altares met à disposition des directions générales et des directions métiers opérationnelles (achats, commerce, marketing, finance, export, développement, etc.) pour les entreprises nationales et internationales, ses data et indicateurs prédictifs, ses capacités technologiques et sa compréhension des usages clients pour leur permettre d'accroître leur performance. Nous couvrons les besoins des grands comptes, ETI, PME, TPE et organisations publiques des secteurs de la banque et assurance, de l'industrie et des services. Les ingénieurs d'affaires Altares sont spécialisés par grands secteurs d'activité afin de répondre aux spécificités de chaque marché.

Altares en quelques chiffres

- 180 ans d'expertise
- Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb du leader mondial Dun & Bradstreet
- Présent dans 7 pays : France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Maroc, Algérie, Tunisie
- La base mondiale d'informations BtoB la plus exhaustive :
 - plus de 550 millions d'entreprises ;
 - dans 220 pays.
- 20 000 clients dont :
 - 90% des entreprises du CAC 40
 - 65% du SBF 120
- Effectif : 420 personnes
- Chiffre d'affaires 2023 : + de 130 M€
- Siège social : Colombes (92)
- Président du groupe Altares : Luc Querton
- Directeur Général France : Frédéric Barth

Nous contacter

Altares-D&B
Campus Équilibre
Immeuble Le Yard
52-58, avenue Jean-Jaurès –
92700 Colombes
Tél. : +33 (1) 41 37 50 00
contact@altares.com
www.altares.com



Thierry Millon
Directeur des études Altares



Sebastien Charvet
Directeur Altares

Adoption du concept de classes de parties affectées en Europe : analyse comparée dans 10 États membres

Alors qu'un nouveau projet de directive sur l'insolvabilité est actuellement en discussion¹, les États membres cherchent encore à se familiariser avec les nouveaux concepts introduits dans le cadre de la transposition de la directive n° 2019-1023 du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dette et aux déchéances. Ces nouveaux concepts, et notamment la constitution des classes de parties affectées et la possibilité d'imposer un plan à certaines parties prenantes récalcitrantes *via* le mécanisme d'application forcée interclasse (ou « *cross-class cram down* »), impliquent une évolution significative des pratiques des professionnels et, plus généralement, des entreprises.

Après quelques mois ou années de mise en œuvre, selon les dates de transposition, nous avons décidé de prendre le pouls auprès de dix États membres à travers notre réseau de professionnels Deloitte Legal², afin de mieux cerner l'introduction de ces concepts dans leurs droits nationaux. Même lorsqu'ils étaient déjà présents dans certains droits, ces concepts ont dû être adaptés aux exigences de la directive de 2019.

Après s'être intéressés à la composition des classes des parties affectées (1.), nous tirerons les premiers enseignements de ces quelques mois ou années suivant leur date d'introduction dans chacune des dix législations considérées (2.).

1. Focus sur la composition des classes de parties affectées : l'appropriation des concepts introduits par la directive 2019 au niveau national

Compte tenu de la flexibilité laissée par la directive de 2019, les règles régissant la composition des classes varient sensiblement d'un pays à l'autre.

La protection de certaines parties prenantes

Du fait de la possibilité d'imposer des mesures de restructuration substantielles aux parties affectées par le mécanisme de l'application forcée interclasse, certains pays ont fait usage de l'option offerte par la directive permettant de protéger certaines parties prenantes.

La meilleure modalité de protection consiste à exclure des classes de parties affectées la partie prenante que l'on souhaite protéger, afin qu'aucune mesure de restructuration ne puisse lui être imposée. C'est notamment le cas des salariés (en France, en Autriche, en Espagne et en Allemagne - dans le contexte d'une StaRUG), des créanciers publics (en Espagne) ainsi que des titulaires de droits à pension acquis au titre d'un régime de retraite professionnelle ou de créances alimentaires (en France).

Certaines parties prenantes peuvent également être exclues des classes de parties affectées, non pas dans un but de protection, mais parce qu'elles bénéficient d'une garantie particulière. C'est le cas en France pour les créanciers garantis par une fiducie, pour le montant de leurs créances assorties d'une telle garantie, parce que celle-ci constitue une sûreté reposant sur un transfert de propriété (en conséquence, lorsque le débiteur fait l'objet d'une procédure collective, l'actif concerné a déjà été transféré dans un autre patrimoine et échappe donc à l'application des règles régissant cette procédure, sous réserve des cas de fraude ou de nullité).

La protection de certaines parties prenantes peut également résulter du fait que la procédure impliquant le recours aux classes de parties affectées n'est obligatoire que pour les entreprises excédant certains seuils (en termes de chiffre d'affaires et de nombre de salariés notamment). Au Portugal, en Autriche et, dans une certaine mesure, en France, ces dispositions ne sont pas obligatoires pour les PME, ces dernières pouvant par ailleurs opter pour leur application si elles le souhaitent. Observons que cette option est appréhendée différemment selon les

¹ Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité (n° 2022/0408).

² Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Hongrie, Italie et Portugal.

pays. Au Portugal, la grande majorité des entreprises a fait le choix de ne pas opter pour la composition des classes de parties affectées, contrairement aux PME françaises par exemple.

Certains États membres ont utilisé ce système de seuils pour moduler la protection accordée aux parties prenantes. En Belgique, la composition des classes est obligatoire. Néanmoins lorsque la procédure est ouverte au profit d'une PME (i) le mécanisme d'application forcée interclasse ne peut s'appliquer et (ii) les créanciers dits extraordinaires disposent d'un droit de veto de fait si leurs droits sont affectés par le plan au-delà de la suspension de l'exécution de leurs droits pendant 24 mois suivant l'homologation du plan (dont une extension de 12 mois est possible).

Le législateur peut également moduler la protection des parties prenantes en fonction de la nature de la procédure en cours (procédure préventive versus procédure collective). C'est le cas en Allemagne : lorsque le débiteur bénéficie d'une procédure d'insolvabilité, ses salariés sont membres d'une classe de parties affectées chirographaire alors que, dans le cadre d'une StaRUG, il est interdit de transiger sur les créances des salariés (qui ne sont donc pas considérés comme étant des parties affectées).

Enfin, une dernière forme de protection consiste à regrouper certaines parties affectées, considérées comme plus vulnérables ou que le législateur souhaite protéger davantage pour des considérations sociales voire philosophiques, dans une classe distincte, de sorte que les autres membres de la classe ne puissent pas leur imposer de force des mesures de restructuration. En Autriche, par exemple, l'une des classes est consacrée aux créanciers « nécessitant une protection », regroupant ceux dont les créances sont inférieures à 10 000 euros. En Espagne, si la classe est composée de PME et que le plan de restructuration implique un sacrifice de plus de 50% du montant de leurs créances, ces dernières doivent être constitués en une classe distincte. Selon la même logique, en Bulgarie, une classe est composée des salariés du débiteur.

La définition des parties prenantes nécessitant une protection particulière diffère d'un État membre à un autre. Un exemple parlant concerne le traitement des créances détenues par les détenteurs de capital. Dans certains États, ceux-ci sont particulièrement protégés. En France, par exemple, le législateur a choisi de les regrouper dans une classe distincte et de limiter la possibilité de faire usage de l'application forcée interclasse à leur rencontre en prévoyant des conditions légales supplémentaires dans ce cas. En Bulgarie, au contraire, la classe regroupant tous les créanciers liés au débiteur, en ce compris notamment les détenteurs de capital, ne dispose pas de droits de vote concernant le plan. Ainsi, dès lors que celui-ci est adopté par les autres classes, il sera imposé aux détenteurs de capital. Dans d'autres États membres encore, des mesures de restructuration importantes ont par ailleurs été imposées aux actionnaires (notamment en Espagne et en Allemagne - voir ci-dessous).

Flexibilité ou rigidité dans la composition des classes ?

En ce qui concerne la composition des classes, certains législateurs ont laissé une grande liberté aux débiteurs, ou aux praticiens de l'insolvabilité, selon le cas, tandis que d'autres ont fourni une liste exhaustive de classes devant être constituées. C'est notamment le cas en Autriche, en Hongrie et en Bulgarie. Ces listes de classes font généralement référence aux rangs des parties affectées (sécurisées/non sécurisées). En Belgique, si l'entreprise faisant l'objet d'une procédure est une PME, il n'existe que deux classes (les créanciers dits ordinaires et les créanciers dits extraordinaires - c'est-à-dire garantis par un privilège spécial, un gage ou un nantissement, une hypothèque ou un droit de rétention). Dans tous les cas, l'affectation des parties aux classes définies par la loi doit être objectivement justifiée.

D'autres États membres sont plus souples en ce qui concerne la composition des classes et se réfèrent essentiellement au critère de *l'intérêt commun* qui doit exister entre les membres d'une même classe.



- Au Portugal, les parties affectées doivent être classées en fonction de leur rang/nature (sécurisées/privilégiées/non sécurisées/subordonnées) et de l'existence d'un intérêt commun suffisant, la loi donnant à cet égard à titre d'exemple cinq types de classes (salariés/actionnaires/banques/fournisseurs/créanciers publics).
- En Italie, dans le cadre du « *concordato preventivo* », certains créanciers doivent obligatoirement être regroupés en classes (par exemple les créanciers sociaux et fiscaux dès lors que le plan ne prévoit pas leur désintéressement intégral, ceux bénéficiant de sûretés consentis par un tiers ou encore ceux bénéficiant d'une dation en paiement). Les autres créanciers pourront être regroupés dans une classe unique ou en plusieurs classes s'ils le souhaitent, en appliquant des critères liés à leurs rangs ainsi qu'à l'intérêt économique commun.
- En Espagne, cet intérêt commun peut être caractérisé entre parties affectées bénéficiant du même rang de paiement dans un scénario d'insolvabilité potentiel. Ces parties prenantes, bénéficiant du même rang, peuvent être réparties en différentes classes à condition qu'il existe une justification raisonnable à cela (nature de la créance -financière ou non financière -, existence potentielle d'un conflit d'intérêts entre créanciers ou impact du plan de restructuration sur les créances). À cet égard, les tribunaux ont notamment considéré que (i) la constitution d'une classe particulière de fournisseurs était justifiée dès lors qu'ils bénéficiaient du même rang de paiement (chirographaires) et partageaient un intérêt commun³ et (ii) la constitution de plusieurs classes n'était pas une condition préalable à l'approbation d'un plan de restructuration. Aussi, la création d'une seule classe composée de deux actionnaires était-elle valide⁴. De même, une classe pourrait être composée d'une seule partie affectée.
- En Belgique, lorsque le débiteur n'est pas une PME, la composition des classes dépend de deux critères : (i) les droits prévus par le plan de réorganisation proposé et (ii) les droits que les créanciers détiendraient en cas de faillite/liquidation du débiteur.
- En Allemagne, les classes peuvent regrouper les parties prenantes (i) bénéficiant de certaines sûretés/garanties, (ii) en fonction de leurs droits en cas de procédure d'insolvabilité et (iii), le cas échéant, en fonction de leurs droits sur le capital. Les créanciers bénéficiant de sûretés consenties par des tiers pourraient également être affectés par le plan et regroupés dans une classe distincte.
- En France, les critères de constitution des classes sont limités et confèrent une importante flexibilité à l'administrateur judiciaire à cet égard. Outre le principe selon lequel les membres d'une même classe doivent partager une communauté d'intérêts économiques suffisante, (i) il doit y avoir au moins deux classes de parties affectées (les créanciers bénéficiant de sûretés sur les actifs du débiteur et les créanciers chirographaires), (ii) les détenteurs de capital doivent être regroupés dans une ou des classes distinctes et (iii) la composition des classes doit tenir compte des accords de subordination conclus avant l'ouverture de la procédure. Les tribunaux sont venus préciser certains aspects de la composition des classes. Ainsi, par exemple, en France, le Tribunal de Commerce de Nanterre⁵ a jugé que si un créancier était à la fois membre d'une classe sécurisée et d'une classe chirographaire, il devait appartenir à une classe distincte de celle(s) composée(s) de créanciers bénéficiant d'un rang chirographaire pour le montant total de leurs créances car il avait plus d'intérêt à l'adoption du plan que ces derniers. Autrement dit, l'absence d'intérêt économique commun suffisant doit conduire à la constitution d'une classe distincte de créanciers chirographaires dans ce cas.

3 Tribunal de Gijón n° 3, 16 mars 2023, Cárnicas Hicor, S.L., référence 34/2023.

4 Tribunal de commerce n° 13 de Madrid, 30 mai 2023, Torrejón Salud, S.A., référence 238/2023.

5 Tribunal de commerce de Nanterre, Orpea, 15 mai 2023.

2. Premiers enseignements sur les classes des parties affectées

Aperçu de la jurisprudence limitée

La plupart des professionnels Deloitte consultés pour les besoins de cette étude ont répondu qu'il n'y avait pas, à ce jour, de jurisprudence pertinente mettant en œuvre le concept de classes de parties affectées dans leurs juridictions (Chypre, Portugal, Hongrie, Belgique, Italie, Bulgarie et Autriche).

Ceci est notamment dû à la particulière complexité des nouvelles dispositions, entraînant un risque élevé de contentieux et dissuadant dès lors les professionnels d'y recourir. En Italie, par exemple, ces professionnels préféreront aux nouvelles procédures introduites, les outils de restructuration négociés préexistants ne nécessitant pas d'intervention du tribunal. Le nombre limité de jurisprudence s'explique également par le poids des habitudes. Ces concepts étant nouveaux, les professionnels ont recours à des outils qu'ils maîtrisent mieux et dont ils connaissent l'efficacité. En outre, dans le cadre de la transposition de la directive de 2019, le législateur a parfois choisi d'introduire les classes de parties affectées dans des procédures déjà complexes et/ou peu utilisées par la pratique. C'est notamment le cas de la procédure de stabilisation en Bulgarie. Enfin, et en fonction des référentiels nationaux, ces nouvelles procédures impliquant le recours aux classes de parties affectées peuvent, dans certains cas, être plus coûteuses que d'autres outils de restructuration mis à disposition, notamment en raison du besoin plus important de recourir à des experts en restructuration. La question est donc de savoir si les entreprises en difficulté et leurs parties prenantes auront le temps et les disponibilités financières nécessaires pour s'approprier ces nouveaux outils.

Si ces concepts de classes et d'application forcée interclasse sont nouveaux, certains Etats membres sont en revanche familiers du concept de *cram down* permettant l'application forcée d'un plan à l'ensemble

des créanciers, y compris ceux n'ayant pas pris part aux négociations, dès lors que la majorité requise a été atteinte. C'est le cas notamment au Portugal, dans le cadre du processus de revitalisation des entreprises (appelé le « PER ») introduit en 2012. Le PER permet de présenter un plan de redressement négocié entre le débiteur et certains de ses créanciers et d'obtenir du tribunal qu'il soit imposé à ceux n'ayant pas pris part à l'accord. Le recours à cette procédure est très répandu, en particulier lorsque le débiteur n'a qu'un ou deux créanciers (souvent des banques) représentant la grande majorité des créances.

Dans certains États membres néanmoins, les tribunaux ont déjà eu l'occasion de se prononcer sur des affaires impliquant des classes de parties affectées, s'agissant de la composition de ces dernières ou encore de la vérification des conditions d'une application forcée interclasse. En Espagne, par exemple, la Cour de *Pontevedra*⁶, saisie par des créanciers dissidents, a considéré que les effets d'un plan de restructuration ne devaient pas leur être étendus en ce qu'il prévoyait un traitement inégal de certaines créances, discriminant de manière injustifiée et disproportionnée les créanciers appartenant à différentes classes de même rang (chirographaire) dans un scénario d'insolvabilité potentiel. En Espagne également, l'une des principales discussions entre praticiens a été tranchée par les tribunaux : un plan peut être imposé par une majorité de classes, y compris dans le cas où les parties affectées concernées ne représenteraient pas la majorité du montant du passif.

Les juridictions françaises, espagnoles et allemandes ont également confirmé que des abandons de créance substantiels pouvaient être imposés aux parties affectées par le biais du mécanisme de l'application forcée interclasse. De même, les mesures de restructuration peuvent également impliquer une restructuration de l'actionariat du débiteur. Dans une affaire en Espagne⁷, les créanciers ont proposé un plan et imposé aux actionnaires, après validation de la solution par le tribunal, une restructuration sous la forme d'un *loan-to-own*.

⁶ Cour de Pontevedra, affaire Xeldist, 10 avril 2023, référence 179/2023.

⁷ Tribunal de commerce n° 2 de Barcelone, Groupe Celsa, 4 septembre 2023, référence 26/2023.

En Allemagne, la procédure StaRUG a connu un véritable essor concernant des sociétés retirées de la cote par des personnes physiques ou des groupes d'actionnaires, dans le cadre de restructurations financières conséquentes, sans que les actionnaires minoritaires aient la possibilité de participer à l'opération. La StaRUG a été, par exemple, utilisée pour mettre en œuvre un *debt-to-equity swap*, permettre le retrait de la cote du débiteur et écarter les actionnaires existants⁸. Cette jurisprudence a suscité de vives critiques à l'égard de la StaRUG, considérée comme étant un outil de restructuration permettant d'exproprier les actionnaires injustement et sans compensation adéquate. Il s'agit là d'un des sujets d'actualité en Allemagne en matière de restructuration puisqu'à ce jour, la jurisprudence n'a pas tranché le point de savoir s'il est ou non nécessaire d'obtenir l'autorisation formelle de l'actionnaire pour ouvrir une procédure StaRUG. La Cour d'Hambourg a en effet récemment considéré que l'ouverture d'une telle procédure sans le consentement préalable de l'actionnaire constituait un abus de droit de la part du dirigeant du débiteur compte tenu du fait que la procédure pouvait être de nature à porter atteinte aux droits de cet actionnaire. Cette décision a également suscité des critiques de la part des universitaires et des praticiens.

En France, le concept de classes de parties affectées a été utilisé pour imposer des mesures de restructuration aux créanciers bloquant la mise en œuvre d'une solution parce qu'ils s'opposaient au projet de plan mais également dans l'hypothèse où il était impossible de les identifier et/ou de les contacter. Une décision a été particulièrement discutée et critiquée en

France concernant la société Unhycos⁹ en ce que la procédure a permis d'imposer des efforts très substantiels aux créanciers (abandon de 86% des créances et remboursement du solde sur 10 ans) mais n'a pas impacté les droits des actionnaires dans la société (si ce n'est une renonciation à leurs comptes courants).

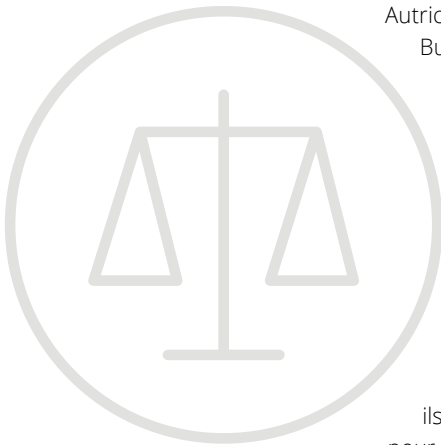
Retours unanimes sur l'impact de ces concepts sur les négociations dans des contextes de restructuration

En fonction des attentes des professionnels et de la culture nationale en matière de restructuration, les avantages identifiés dans le cadre de l'introduction de ces nouveaux concepts diffèrent d'un État membre à l'autre. Certains pays ont souligné qu'ils pouvaient permettre d'empêcher les créanciers récalcitrants d'entraver les restructurations. C'est notamment le cas en Italie ou en Autriche. Au contraire, en Bulgarie, en Belgique et à Chypre, il est souligné que ces concepts s'accompagnent de nouveaux outils permettant aux créanciers de contester les plans de restructuration. En tout état de cause, et dans la mesure où ils pourraient être utilisés pour imposer l'adoption d'un plan de restructuration aux parties

affectées dissidentes, ces nouveaux concepts auront nécessairement un impact sur les négociations entre parties prenantes. Avant l'introduction de ces concepts, par exemple en France, le débiteur utilisait, dans le cadre de ses négociations, la possibilité d'imposer un rééchelonnement de sa dette sur un plan à 10 ans. Il utilise désormais la possibilité d'imposer des abandons de créance substantiels aux parties affectées. En Espagne, la flexibilité accordée par la loi espagnole favorise l'entrée d'investisseurs et la réalisation d'opérations plus proches des fusions-acquisitions dans des scénarios

d'insolvabilité. La possibilité d'imposer un *cram down* voire un *cross class cram down* favorisera la négociation entre les parties prenantes et la recherche d'un consensus afin d'éviter à chacune de se voir imposer un plan. Elle entraînera également des conséquences sur les actionnaires en ce qu'ils seront incités à anticiper la recherche de solutions en cas de difficulté.

Dans certains pays, ces nouveaux concepts ont même un impact sur la culture locale voire la philosophie sous-jacente en matière de restructuration. En France, lorsque les nouveaux concepts ont été introduits en 2021, il a d'abord été souligné que le système de restructuration, plutôt favorable au débiteur, pourrait désormais, au moins légèrement, évoluer vers un système plus favorable aux créanciers, du fait du poids des créanciers dits dans la monnaie. On constate, après quelques années d'utilisation, qu'ils peuvent également servir les intérêts du débiteur. Cela est d'ailleurs confirmé par le fait qu'une part importante de la jurisprudence rendue en la matière résulte d'option volontaire du débiteur pour la constitution de classes. C'est encore plus vrai en Allemagne, où l'introduction du StaRUG, qui offre aux entreprises débitrices un instrument de restructuration confidentiel, flexible et relativement peu coûteux, sans la stigmatisation liée à l'insolvabilité, est en train de transformer la culture allemande des restructurations.



8 LEONI AG, tribunal de restructuration de Nuremberg, RES 397/23, 21 juin 2023.

9 Unhycos, tribunal de commerce de Pontoise, 10 février 2023.

Sommaire

Les procédures amiables	20	• Focus redressement judiciaire	57
• Échantillon Deloitte – Analyse globale	20	• Focus administrateur judiciaire en redressement judiciaire	59
• Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation	22	• Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire	60
• Échantillon Deloitte – Prévention-détection	24	• Focus sort des plans de sauvegarde et de redressement	61
• OCED – Focus Île-de-France	24		
• Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle	26	Présentation des régions	64
• Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse trimestrielle	27	• Analyse par région	65
		• Maillage géographique des défaillances	66
Les procédures judiciaires	28	• Caractéristiques des 10 principales défaillances par région	67
• Entreprises et emplois menacés	28	• Auvergne-Rhône-Alpes	68
• Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2023	29	• Bourgogne-Franche-Comté	71
• Les entreprises de plus de 1 000 salariés	30	• Bretagne	74
• Evolution mensuelle sur 10 ans	31	• Centre-Val de Loire	77
• Evolution par trimestre	32	• Corse	80
• Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés	33	• Grand Est	83
• Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises	37	• Hauts-de-France	86
• Taux de défaillance	38	• Île-de-France	89
• Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif	39	• Normandie	92
• Analyse détaillée par tranche d'effectif	40	• Nouvelle-Aquitaine	95
• Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2023	42	• Occitanie	98
• Analyse détaillée par chiffre d'affaires	44	• Pays de la Loire	101
• Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de chiffre d'affaires	46	• Provence-Alpes-Côte d'Azur	104
• Analyse selon le secteur d'activité	48		
• Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)	50		
• Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise	52		
• Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée	53		
• Focus sauvegarde	54		
• Focus administrateur judiciaire en sauvegarde	56		

Les procédures amiables

Échantillon Deloitte – Analyse globale

Sur notre échantillon de 20 tribunaux de commerce (hors TCS, et représentant 33% des procédures amiables enregistrées au niveau national en 2023 (7 822), cf. infra les données du CNAJMJ), les procédures amiables ont connu leur plus haut niveau depuis 2016 avec 2 515 procédures soit une augmentation de 40% par rapport à 2022.

Cette hausse est conduite par le nombre de procédures de conciliations qui a augmenté de 42% par rapport à 2022 et le nombre de mandats *ad hoc* qui a augmenté de 38% par rapport à 2022.

Ces données mettent en évidence une tendance comparable à l'échelle des conciliations à celle observée au niveau national. D'après les informations fournies par le Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ, cf. données ci-après), on note une hausse de 4% des procédures amiables en France, parmi lesquelles les conciliations ont connu une augmentation significative de 32%. Concernant les mandats *ad hoc*, le CNAJMJ rapporte une diminution de 9%, en contraste avec une augmentation de 38% observée dans notre échantillon.

Dans notre échantillon, le rapport entre les procédures de mandat *ad hoc* et de conciliation est resté assez stable de 2018 à 2019. Néanmoins, cet équilibre a été bouleversé à partir de 2020, où l'on a observé que le nombre de conciliations a presque doublé par rapport à celui des mandats *ad hoc*.

L'année 2022 a été marquée par une importante croissance des mandats *ad hoc*, enregistrant une augmentation de 64%. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie en 2023, avec une progression de 38% pour les mandats *ad hoc*.

Procédures amiables - Échantillon de 21 tribunaux de commerce

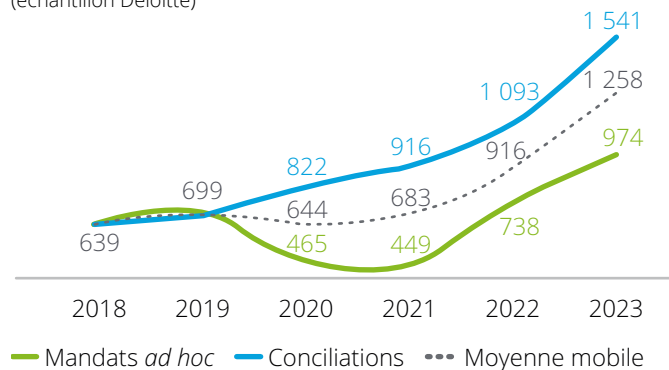
N° Tribunal	2019			2020			2021			2022			2023		
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1 Aix-en-Provence	83	84	167	20	66	86	8	49	57	24	55	79	35	65	100
2 Arras	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	43	14	57
3 Paris	120	161	281	82	200	282	72	240	312	124	277	401	154	378	532
4 Bobigny	13	18	31	24	39	63	30	85	115	40	44	84	36	69	105
5 Dijon	22	3	25	10	6	16	12	3	15	30	15	45	34	44	78
6 Evry	60	15	75	40	18	58	66	19	85	73	66	139	50	18	68
7 Nanterre	22	28	50	41	72	113	16	72	88	41	85	126	67	173	240
8 Rennes	68	15	83	7	87	94	26	75	101	27	72	99	51	126	177
9 Lille	42	27	69	40	36	76	26	50	76	64	37	101	61	47	108
10 Lyon	56	110	166	46	83	129	39	75	114	84	111	195	148	201	349
11 Meaux	8	14	22	16	9	25	-	8	8	16	17	33	2	19	21
12 Melun	1	4	5	2	5	7	-	8	8	-	13	13	-	14	14
13 Nantes	54	59	113	29	68	97	31	39	70	39	69	108	85	92	177
14 Toulouse	41	33	74	25	26	51	7	60	67	32	65	97	33	63	96
15 Nice	49	17	66	21	18	39	43	24	67	5	32	37	45	75	120
16 Orléans	28	31	59	26	40	66	21	28	49	51	25	76	29	28	57
17 Poitiers	13	14	27	10	7	17	12	12	24	24	18	42	14	14	28
18 Rouen	5	5	10	7	7	14	7	6	13	5	14	19	3	17	20
19 Créteil	13	17	30	6	17	23	8	33	41	12	27	39	80	32	112
20 Versailles	13	19	32	7	11	18	10	20	30	17	29	46	26	50	76
21 Pontoise	4	8	12	6	7	13	15	10	25	30	22	52	21	16	37
Total	715	682	1 397	465	822	1 287	449	916	1 365	738	1 093	1 831	1 017	1 555	2 572
Poids	51%	49%	100%	36%	64%	100%	33%	67%	100%	40%	60%	100%	40%	60%	100%
Evolution N-1	11%	8%	9%	(35%)	21%	(8%)	(3%)	11%	6%	64%	19%	34%	38%	42%	40%

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

Mais l'année 2023 a surtout été caractérisée par une nette prédominance des procédures de conciliation, lesquelles ont connu une augmentation significative de 42%. Cette dynamique souligne une orientation générale vers une amplification des procédures amiables, qui s'est nettement consolidée en 2023 avec une croissance globale de 40% pour ces procédures.

L'examen de la tendance des procédures amiables entre 2018 et 2023 montre une nette augmentation de ces procédures à partir de 2022, succédant à une phase de stabilité observée de 2018 à 2021.

Evolution du nombre de procédures amiables par type entre 2018 et 2023 (échantillon Deloitte)



Note : moyenne mobile des mandats *ad hoc* et des procédures de conciliations entre 2018 et 2023
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce

Procédures amiables - Échantillon de 21 tribunaux de commerce, suite

N° Tribunal	2022			2023			Var.23/22 (MAH)		VVar.23/22 (CC)		Var.23/22 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1 Aix-en-Provence	24	55	79	35	65	100	11	46%	10	18%	21	27%
2 Arras	nc	nc	nc	43	14	57	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
3 Paris	124	277	401	154	378	532	30	24%	101	36%	131	33%
4 Bobigny	40	44	84	36	69	105	(4)	(10%)	25	57%	21	25%
5 Dijon	30	15	45	34	44	78	4	13%	29	193%	33	73%
6 Evry	73	66	139	50	18	68	(23)	(32%)	(48)	(73%)	(71)	(51%)
7 Nanterre	41	85	126	67	173	240	26	63%	88	104%	114	90%
8 Rennes	27	72	99	51	126	177	24	89%	54	75%	78	79%
9 Lille	64	37	101	61	47	108	(3)	(5%)	10	27%	7	7%
10 Lyon	84	111	195	148	201	349	64	76%	90	81%	154	79%
11 Meaux	16	17	33	2	19	21	(14)	(88%)	2	12%	(12)	(36%)
12 Melun	-	13	13	-	14	14	-	n/a	1	8%	1	8%
13 Nantes	39	69	108	85	92	177	46	118%	23	33%	69	64%
14 Toulouse	32	65	97	33	63	96	1	3%	(2)	(3%)	(1)	(1%)
15 Nice	5	32	37	45	75	120	40	800%	43	134%	83	224%
16 Orléans	51	25	76	29	28	57	(22)	(43%)	3	12%	(19)	(25%)
17 Poitiers	24	18	42	14	14	28	(10)	(42%)	(4)	(22%)	(14)	(33%)
18 Rouen	5	14	19	3	17	20	(2)	(40%)	3	21%	1	5%
19 Créteil	12	27	39	80	32	112	68	567%	5	19%	73	187%
20 Versailles	17	29	46	26	50	76	9	53%	21	72%	30	65%
21 Pontoise	30	22	52	21	16	37	(9)	(30%)	(6)	(27%)	(15)	(29%)
Total	738	1 093	1 831	1 017	1 555	2 572	236	38%	462	42%	741	40%
Poids	40%	60%	100%	40%	60%	100%	n/a	(1%)	n/a	1%	n/a	-
Evolution N-1	64%	19%	34%	38%	42%	40%						

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation

Sur notre échantillon, les issues favorables des procédures de conciliation (accords constatés ou homologués) ont connu une hausse importante en 2023 par rapport à 2022 (+74%), résultant de la hausse des constatés (+75%) et des homologations (+68%).

L'année 2023 comme 2022 marque une rupture par rapport à 2020 et 2021, deux années caractérisées par un relatif équilibre entre les constatés et les homologations d'accord de conciliation. Désormais les constatés d'accord de conciliation représentent une part de 82% des accords de conciliation en 2022 et 2023, soit un retour à la tendance observée en 2019.

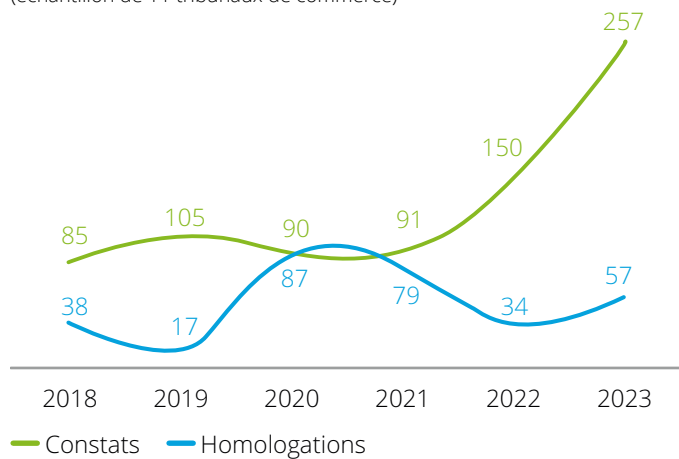
Note : il est rappelé (cf. notre note méthodologique supra) que le nombre d'ouvertures de conciliation est enregistré par les greffes par entité juridique, alors que le nombre d'accords constatés ou homologués est enregistré par accord pouvant concerner plusieurs entités juridiques. L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Procédures amiables - Échantillon de 11 tribunaux - Accords de conciliation par type

N° Tribunal	2018			2019			2020			2021			2022			2023		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Rennes	9	3	12	7	5	12	15	29	44	12	35	47	11	2	13	13	3	16
2 Toulouse	8	2	10	3	3	6	4	4	8	10	9	19	12	11	23	29	2	31
3 Lyon	39	16	55	40	4	44	38	5	43	29	13	42	51	6	57	79	25	104
4 Aix-en-Provence	3	3	6	10	1	11	1	18	19	6	9	15	32	6	38	16	3	19
5 Orléans	7	-	7	13	1	14	7	5	12	12	2	14	nc	nc	nc	14	-	14
6 Nantes	16	3	19	22	-	22	20	4	24	10	1	11	20	-	20	37	10	47
7 Lille	-	-	-	-	-	-	1	17	18	3	8	11	1	4	5	26	9	35
8 Dijon	-	-	-	2	-	2	2	1	3	7	-	7	12	1	13	36	3	39
9 Rouen	3	10	13	8	-	8	2	4	6	2	2	4	7	3	10	7	-	7
10 Nice	-	1	1	-	3	3	-	-	-	-	-	-	4	1	5	-	2	2
11 Evry	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	6	-	6
Total	85	38	123	105	17	122	90	87	177	91	79	170	150	34	184	257	57	314
Poids	69%	31%	100%	86%	14%	100%	51%	49%	100%	54%	46%	100%	82%	18%	100%	82%	18%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.
Source : Greffes des tribunaux de commerce

Evolution des issues favorables des conciliations par type (2018-2023) (échantillon de 11 tribunaux de commerce)



Source : Greffes des tribunaux de commerce

Procédures amiables - Échantillon de 11 tribunaux - Accords de conciliation par type, suite

N° Tribunal	2022			2023			Var. 2023/2022			Var. 2023/2022		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Rennes	11	2	13	13	3	16	18%	50%	23%	67	77	144
2 Toulouse	12	11	23	29	2	31	142%	(82%)	35%	66	31	97
3 Lyon	51	6	57	79	25	104	55%	317%	82%	276	69	345
4 Aix-en-Provence	32	6	38	16	3	19	(50%)	(50%)	(50%)	68	40	108
5 Orléans	nc	nc	nc	14	-	14	n/a	n/a	n/a	53	8	61
6 Nantes	20	-	20	37	10	47	85%	n/a	135%	125	18	143
7 Lille	1	4	5	26	9	35	2 500%	125%	600%	31	38	69
8 Dijon	12	1	13	36	3	39	200%	200%	200%	59	5	64
9 Rouen	7	3	10	7	-	7	-	(100%)	(30%)	29	19	48
10 Nice	4	1	5	-	2	2	(100%)	100%	(60%)	4	7	11
11 Evry	nc	nc	nc	6	-	6	n/a	n/a	n/a	6	nc	6
Total	150	34	184	257	57	314	71%	68%	71%	784	312	1 096
Poids	82%	18%	100%	82%	18%	100%				72%	28%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.

Source : Greffes des tribunaux de commerce

Échantillon Deloitte – Prévention-détection

Dans notre échantillon, par rapport à l'année précédente, nous avons exclu les tribunaux pour lesquels nous n'avons pas eu communication des données 2023. Les tribunaux de Bobigny, Rouen et Nice ont été ajoutés par rapport à l'année dernière.

L'année 2023 amplifie la dynamique observée en 2022 avec une hausse de 48% des dossiers de prévention après des années marquées par la crise sanitaire, ses incertitudes et son lot de contraintes organisationnelles, qui avaient engendré un fort recul du nombre de dossiers de prévention. L'augmentation de 2 237 à 3 300 dossiers témoigne notamment de la prise de conscience des dirigeants et actionnaires d'anticiper autant que possible les difficultés.

Dossiers de prévention - Échantillon de 12 tribunaux de commerce

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation 23/22	Poids 2023
N° Tribunal						#	%
1 Toulouse	608	318	293	506	476	(30)	(6%)
2 Orléans	246	139	199	261	964	703	269%
3 Lille	nc	185	166	297	236	(61)	(21%)
4 Rennes	83	86	153	132	173	41	31%
5 Lyon	203	146	145	120	119	(1)	(1%)
6 Aix-en-Provence	115	87	79	311	330	19	6%
7 Nantes	148	53	63	68	166	98	144%
8 Poitiers	55	15	28	59	69	10	17%
9 Dijon	nc	nc	53	46	41	(5)	(11%)
10 Bobigny	nc	nc	nc	316	552	236	75%
11 Rouen	98	58	nc	95	53	(42)	(44%)
12 Nice	144	nc	23	26	121	95	365%
Total dossiers de préventions ouverts	1 700	1 087	1 202	2 237	3 300	1 063	48%

Source : Greffes des tribunaux de commerce

OCED – Focus Île-de-France

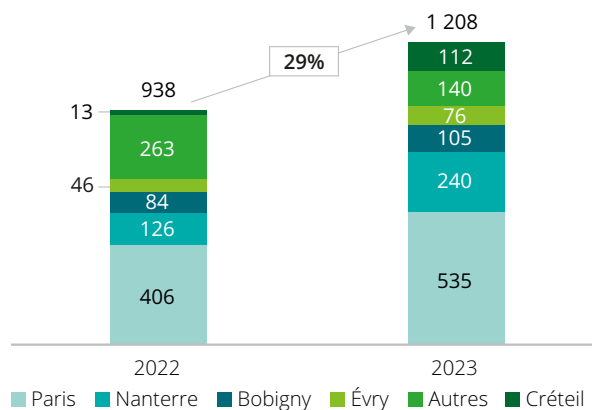
En Île-de-France, le nombre de procédures amiables a connu une hausse de +29% en 2023 par rapport à 2022, continuant sur une tendance aussi marquée que celle de 2022, où l'augmentation avait été de +31%.

La tendance haussière observée au sein de l'Échantillon Deloitte (+40%) se confirme aussi au sein des tribunaux d'Île-de-France (+29%). En effet, mis à part les tribunaux de Meaux, Pontoise et de Melun qui enregistrent des baisses des procédures amiables respectivement de -36%, -73% et -73%, les procédures enregistrées au sein des autres tribunaux augmentent entre 25% pour le tribunal de Bobigny et 762% pour le tribunal de Créteil. In fine, le nombre de procédures amiables augmente de 938 à 1 208.

En ligne avec la tendance observée sur notre Échantillon des tribunaux de commerce, le nombre de mandats *ad hoc* ouverts est en augmentation de +22% (hausse inférieure à celle de l'échantillon qui est de +38%) et les procédures de conciliations ont augmenté de +33% (hausse inférieure à celle de l'échantillon, qui est de +42%).

La tendance générale perçue en 2023 est inversée par rapport à 2022 avec une croissance plus soutenue sur les conciliations (+33% vs +18% en 2022) que sur les mandats *ad hoc* (+22% vs +61% en 2022). Cette évolution a renforcé le poids des conciliations dans le total des procédures amiables : (38% de mandats *ad hoc* pour 62% de conciliations), soit une répartition similaire à celle observée en 2020.

Évolution du nombre de procédures amiables en Île-de-France 2022-2023



Source : OCED

Procédures amiables en Île-de-France

N°	Tribunal	2020			2021			2022			2023		
		MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1	Paris	82	200	282	75	238	313	129	277	406	156	379	535
2	Nanterre	41	72	113	16	72	88	41	85	126	67	173	240
3	Bobigny	24	39	63	32	85	117	40	44	84	36	69	105
4	Evry	40	18	58	66	19	85	12	27	39	50	18	68
5	Meaux	16	9	25	-	8	8	16	17	33	2	19	21
6	Créteil	6	17	23	8	33	41	-	13	13	80	32	112
7	Versailles	7	11	18	10	20	30	17	29	46	26	50	76
8	Pontoise	6	7	13	15	10	25	73	66	139	21	16	37
9	Melun	2	5	7	-	8	8	30	22	52	-	14	14
Total IDF		224	378	602	222	493	715	358	580	938	438	770	1 208
Poids		37%	63%	100%	31%	69%	100%	38%	62%	100%	36%	64%	100%
Evolution N-1		(12%)	36%	13%	(1%)	30%	19%	61%	18%	31%	22%	33%	29%

Source : OCED

Procédures amiables en Île-de-France, suite

N°	Tribunal	2022			2023			Var.23/22 (MAH)		Var.23/22 (CC)		Var.23/22 (Tot.)	
		MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1	Paris	129	277	406	156	379	535	27	21%	102	37%	129	32%
2	Nanterre	41	85	126	67	173	240	26	63%	88	104%	114	90%
3	Bobigny	40	44	84	36	69	105	(4)	(10%)	25	57%	21	25%
4	Evry	12	27	39	50	18	68	38	317%	(9)	(33%)	29	74%
5	Meaux	16	17	33	2	19	21	(14)	(88%)	2	12%	(12)	(36%)
6	Créteil	-	13	13	80	32	112	80	-	19	146%	99	762%
7	Versailles	17	29	46	26	50	76	9	53%	21	72%	30	65%
8	Pontoise	73	66	139	21	16	37	(52)	(71%)	(50)	(76%)	(102)	(73%)
9	Melun	30	22	52	-	14	14	(30)	(100%)	(8)	(36%)	(38)	(73%)
Total IDF		358	580	938	438	770	1 208	80	22%	190	33%	270	29%
Poids		38%	62%	100%	36%	64%	100%	<i>n/a</i>	23%	<i>n/a</i>	(10%)	<i>n/a</i>	-
Evolution N-1		61%	18%	31%	22%	33%	29%						

Source : OCED

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle

L'analyse au niveau national réalisée par CNAJMJ révèle une augmentation modérée du recours aux procédures amiables entre 2022 et 2023. Plus précisément, le nombre de ces procédures a connu une croissance de 4%, passant de 7 487 à 7 822.

Les mandats *ad hoc* ont enregistré une diminution de 9% par rapport à l'année précédente, tandis que les procédures de conciliation ont vu une hausse de près de 32%.

Concernant la taille des entreprises impliquées, les données indiquent que 5% des procédures de mandat *ad hoc* et 9% des conciliations concernaient des entités de plus de 50 salariés en 2023. Ces proportions restent cohérentes avec les tendances de 2022, bien que les conciliations aient connu une légère augmentation. Il est important de noter également que la majorité des entreprises touchées par ces procédures sont de très petite taille, avec plus des deux tiers n'ayant aucun salarié (67% en 2023, contre 72% en 2022).

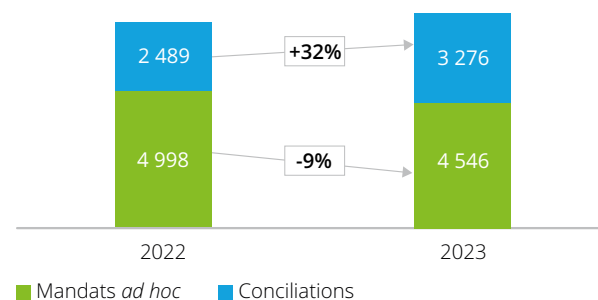
Enfin, l'impact de ces procédures sur l'emploi présente une baisse de 15%, avec 161 984 emplois menacés. Le nombre d'emplois concernés par les procédures amiables diminue, aussi bien pour les conciliations que pour les mandats *ad hoc*, s'élevant respectivement à 110 499 et 51 485 en 2023. Il convient de souligner que le nombre de salariés concernés par ce type de procédure est en réalité très variable. De plus, le ratio d'emplois concernés par procédure est de 20,7 en 2023, marquant une baisse de 18,5% par rapport à 2022, où ce taux était de 25,4.

Procédures amiables en France

	2022	2023	Var. 2023/2022	
			En val.	En%
Mandat <i>ad hoc</i>	4 998	4 546	(452)	(9%)
Conciliation	2 489	3 276	787	32%
Nombre de procédures	7 487	7 822	335	4%
Mandat <i>ad hoc</i>	56 688	51 485	(5 203)	(9%)
Conciliation	133 802	110 499	(23 303)	(17%)
Nombre d'emplois concernés	190 490	161 984	(28 506)	(15%)
Mandat <i>ad hoc</i>	11,3	11,3	(0,0)	(0%)
Conciliation	53,8	33,7	(20,0)	(37%)
Emplois concernés par procédure	25,4	20,7	(4,7)	(19%)

Source : Rapport annuel CNAJMJ

Procédures amiables en France - Nombre de procédures par an



Source : CNAJMJ

Note

Le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ) collecte, depuis deux ans, les données relatives aux procédures collectives directement dans les logiciels métier des professionnels. Le CNAJMJ possède une base de données totalement fiable et automatisée, qui permet d'identifier, notamment, le nombre d'ouvertures, leur type, le nombre de salariés concernés et l'issue de la procédure. Il est également possible de décliner ces données par région et par secteur d'activité.

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) - Analyse trimestrielle

En 2023, la France a enregistré une augmentation de 22% des procédures amiables au premier trimestre comparativement à l'année précédente.

Au premier trimestre (T1), les mandats *ad hoc* ont enregistré une augmentation de 1%. Par la suite, ils ont connu des baisses de 11% au T2, de 9% au T3, et de 16% au T4.

Quant aux conciliations, elles ont vu une hausse significative de 73% au T1 et de 41% au T2. Elles ont ensuite diminué 1% au T3 pour enfin rebondir à +23% au T4. Sur l'année, les conciliations ont augmenté de 32%, tandis que les mandats *ad hoc* ont affiché une diminution globale de 9%.

Globalement, le nombre de procédures amiables a crû de 4% en 2023, un taux plus modéré par rapport à l'année précédente.

On note un écart important entre les différentes sources consultées (échantillons, CNAJMJ), qui peut s'expliquer par les variations dans les méthodes d'enregistrement des données et les critères de sélection utilisés. Notre analyse sur l'échantillon se concentre spécifiquement sur les tribunaux de grande envergure en France, ce qui nous amène à considérer qu'une augmentation des procédures amiables pourrait effectivement être observée parmi les entreprises de dimension significative. Cette tendance semble corroborer les observations relatives aux procédures judiciaires, où l'on note une croissance des cas impliquant des entités de plus grande taille.

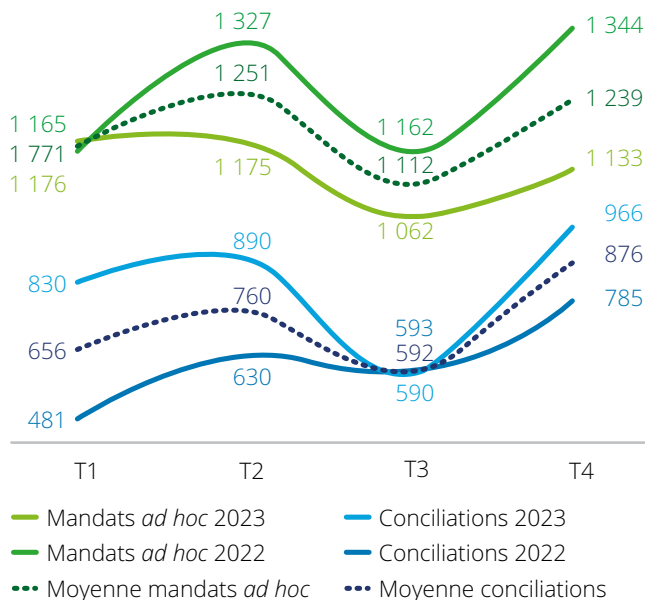
En outre, il est important de rappeler que l'utilisation du combo mandat *ad hoc* + conciliation n'est pas reflétée dans ces analyses. En effet, le CNAJMJ comme les tribunaux de commerce comptabilise deux procédures même si elles n'ont concerné qu'une entreprise. De fait, la hausse sensible du nombre de conciliation au niveau national et la baisse du mandat *ad hoc* pourraient être le signe que désormais, davantage d'entreprises vont directement à la conciliation sans passer préalablement par l'étape mandat *ad hoc*. C'est en tout cas une pratique que nous avons constatée dans les restructurations que l'équipe Deloitte Restructuring a eues à mener en 2023.

Procédures amiables en France - nombre de procédures par trimestre

	2022	2023	Var. 2023/2022	
			En val.	En%
T1	1 165	1 176	11	1%
T2	1 327	1 175	(152)	(11%)
T3	1 162	1 062	(100)	(9%)
T4	1 344	1 133	(211)	(16%)
Mandat <i>ad hoc</i>	4 998	4 546	(452)	(9%)
T1	481	830	349	73%
T2	630	890	260	41%
T3	593	590	(3)	(1%)
T4	785	966	181	23%
Conciliations	2 489	3 276	787	32%
T1	1 646	2 006	360	22%
T2	1 957	2 065	108	6%
T3	1 755	1 652	(103)	(6%)
T4	2 129	2 099	(30)	(1%)
Nombre de procédures amiables	7 487	7 822	335	4%

Source : CNAJMJ - Remontées de janvier 2024

Nombre de procédures amiables en France par trimestre



Note : moyenne mobile par procédure entre 2022 et 2023
Source : CNAJMJ

Les procédures judiciaires

Entreprises et emplois menacés

L'année 2023 prolonge la tendance haussière de 2022 avec une augmentation de 36% des défaillances d'entreprises, culminant à 57 729 cas. Cette évolution indique non seulement une reprise soutenue des procédures collectives, mais également un dépassement des niveaux de défaillances enregistrés avant la pandémie.

Du côté des emplois, la hausse est encore plus prononcée avec un bond de 70% en 2023 par rapport à 2022, indiquant que 243 700 emplois ont été menacés, une augmentation importante par rapport aux 143 387 de l'année précédente. Le nombre moyen d'emplois menacés par procédure collective a ainsi augmenté, passant de 3,4 à 4,2, ce qui représente une hausse de 25%.

Les procédures de sauvegarde et de sauvegarde accélérée (SA) ont connu une forte augmentation, respectivement 333 % et 35 %. Le nombre d'emplois menacés a également constaté une hausse, avec +11% pour les sauvegardes et + 80 032% pour les SA. Ces procédures de sauvegardes représentent désormais 22% du total d'emplois menacés, contre 10% l'année précédente. Cette évolution est à mettre au crédit de la transposition de la directive européenne (ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 et son décret d'application n° 2021-1218 du 23 septembre 2021) qui a mis la sauvegarde accélérée au coeur du nouveau dispositif d'adoption d'un plan en présence de parties affectées récalcitrantes.

Pour les redressements judiciaires, une augmentation de 49% du nombre d'entreprises et de 63% du nombre d'emplois menacés a été observée, avec une légère diminution de la part de ces emplois par rapport au total, passant de 42% à 40%.

Les liquidations judiciaires directes ont également augmenté de 31% pour les entreprises et de 34% pour les emplois menacés, bien que leur part du total des emplois menacés ait diminué de 48% à 38%.

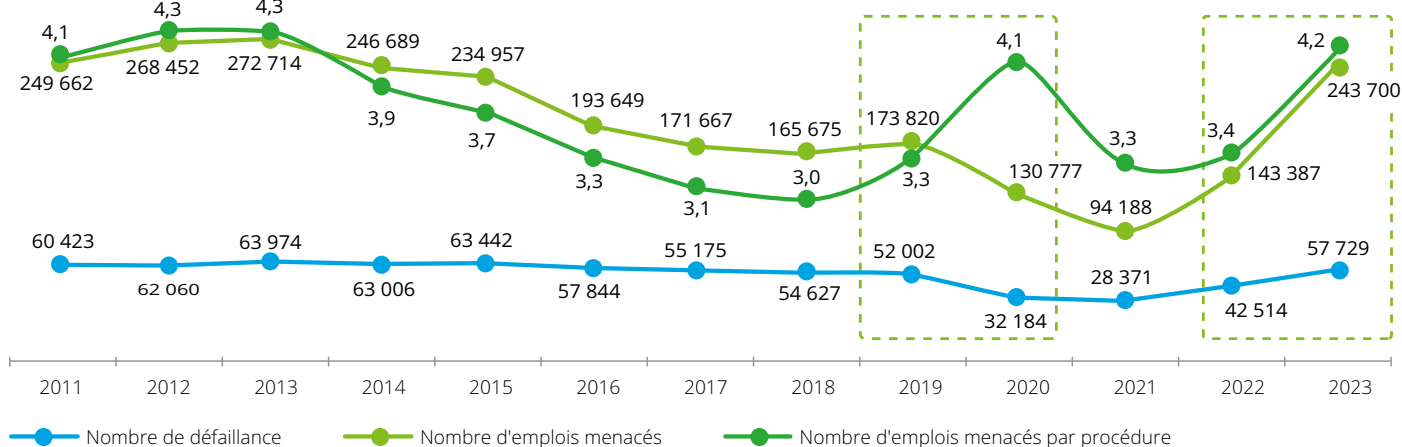
En 2023, on observe une augmentation généralisée du nombre de défaillances d'entreprises ainsi qu'un accroissement des menaces sur l'emploi, continuant la tendance d'une intensification des procédures judiciaires entamée après la pandémie. Cette évolution marque un retour, voire un dépassement des niveaux observés avant la pandémie.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	v.23/22	Part 22	Part 23
Sauvegardes accélérées	nc	1	2	1	3	13	333%	0%	0%
Sauvegardes	1 054	970	831	728	1 122	1 516	35%	3%	3%
Redressements judiciaires	16 359	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	49%	24%	26%
Liquidations judiciaires directes	37 214	35 156	23 321	21 138	31 257	41 085	31%	74%	71%
Total (entreprises)	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	57 729	36%	100%	100%
Sauvegardes accélérées	nc	11	24	1	47	37 662	80 032%	0%	15%
Sauvegardes	9 205	12 900	18 403	12 090	14 855	16 497	11%	10%	7%
Redressements judiciaires	76 321	83 022	64 632	35 397	59 893	97 523	63%	42%	40%
Liquidations judiciaires directes	80 149	77 887	47 718	46 700	68 592	92 018	34%	48%	38%
Total (emplois menacés)	165 675	173 820	130 777	94 188	143 387	243 700	70%	100%	100%
Sauvegardes accélérées	nc	11,0	12,0	1,0	15,7	2 897,1	18 392%		
Sauvegardes	8,7	13,3	22,1	16,6	13,2	10,9	(18%)		
Redressements judiciaires	4,7	5,2	8,0	5,4	5,9	6,5	9%		
Liquidations judiciaires directes	2,2	2,2	2,0	2,2	2,2	2,2	2%		
Emplois menacés par procédure	3,0	3,3	4,1	3,3	3,4	4,2	25%		

Source : Altares/Deloitte

Nombre de procédures et emplois menacés de 2011 à 2023



Source : Altares/Deloitte

Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2023

La tendance générale de 2011 à 2019 indique un ralentissement voire une baisse des défaillances d'entreprises et des emplois menacés, avec un volume de 249 662 à 173 820 pour les emplois menacés et de 60 423 à 52 002 pour les défaillances.

Cette période de répit a continué jusqu'en 2021, en partie grâce à des aides substantielles fournies aux entreprises durant la crise sanitaire. Toutefois, dès 2022, on assiste à une remontée des défaillances culminant à 57 729 en 2023, se rapprochant des niveaux de 2016, et un pic alarmant pour les emplois menacés, atteignant 243 700 – soit une hausse de plus de 159% par rapport à 2021.

De même pour le nombre d'emplois menacés par procédure qui est de 4,2 en 2023, un niveau proche de celui atteint en 2012-2013.

Cette augmentation est la combinaison de la fin du « quoi qu'il en coûte » avec l'évolution défavorable pour l'économie de la situation géopolitique (guerres en Ukraine et au Moyen-Orient notamment).

Ainsi les entreprises sont confrontées à la fin des « largesses » qu'avaient pu concéder les créanciers sociaux/fiscaux. La CCSF revient sur des délais de remboursement plus normatifs et les assignations du Trésor ou de l'Urssaf sont en forte augmentation. En parallèle, elles subissent une crise de la consommation induite notamment par des pénuries dans un premier temps, puis l'inflation sur les prix et la hausse soudaine des taux d'intérêt.

En outre, les difficultés à rembourser les aides obtenues durant la crise sanitaire mènent de nombreuses entreprises à considérer la restructuration de leurs dettes. Face à l'accumulation des passifs, tant bancaires que publics, depuis la pandémie, les entreprises se retrouvent de plus en plus dans des impasses financières rendant nécessaires une restructuration.

Les entreprises de plus de 1 000 salariés

En 2023, le nombre d'entreprises de plus de 1 000 salariés entrant en procédure collective a considérablement augmenté par rapport à l'année précédente, passant de cinq à huit. Ce changement est notamment dû à la hausse du nombre d'entreprises en sauvegardes (4 en 2023) et

en redressements judiciaires (4 en 2023), qui ont tous deux augmenté.

Cette augmentation a entraîné un bond significatif des emplois menacés dans ces catégories, avec un nombre d'emplois menacés dans les sauvegardes qui s'est hissé de 3 538 à 38 880, et dans les redressements judiciaires de 5 176 à 6 059. Impulsé par les grandes entreprises en

sauvegarde comme Casino et Orpea, les emplois menacés par les procédures collectives dans les entreprises de grande taille ont connu une augmentation de près de 416% par rapport à 2022, s'élevant à 44 939. Les emplois menacés par les sauvegardes représentent à eux seuls 87% des emplois menacés dans cette catégorie, contre 41% l'année précédente.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés) - hors entités > 1 000 salariés

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	v.23/22	Part 22	Part 23
Sauvegardes	1 053	970	831	727	1 123	1 525	36%	3%	3%
Redressements judiciaires	16 356	15 873	8 025	6 503	10 130	15 111	49%	24%	26%
Liquidations judiciaires directes	37 213	35 156	23 321	21 138	31 257	41 085	31%	74%	71%
Total (entreprises)	54 622	51 999	32 177	28 368	42 510	57 721	36%	100%	100%
Sauvegardes	8 205	11 252	10 296	6 007	11 364	15 279	34%	8%	8%
Redressements judiciaires	72 287	79 216	49 605	33 577	55 534	91 464	65%	41%	46%
Liquidations judiciaires directes	78 767	77 887	47 718	46 700	68 592	92 018	34%	51%	46%
Total (emplois menacés)	159 259	168 355	107 619	86 284	135 490	198 761	47%	100%	100%
Sauvegardes	7,8	11,6	12,4	8,3	10,1	10,0	(1%)		
Redressements judiciaires	4,4	5,0	6,2	5,2	5,5	6,1	10%		
Liquidations judiciaires directes	2,1	2,2	2,0	2,2	2,2	2,2	2%		
Emplois menacés par procédure	2,9	3,2	3,3	3,0	3,2	3,4	8%		

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes - Source : Altares/Deloitte

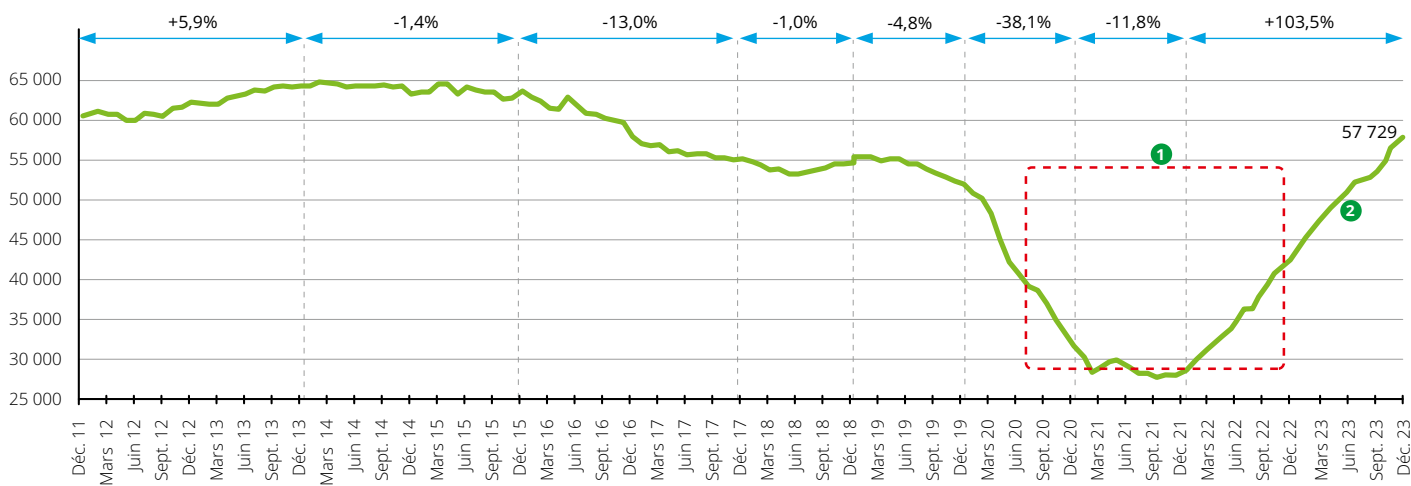
S'agissant des entreprises de moins de 1 000 salariés, qui constituent l'essentiel des défaillances, les tendances d'évolution de 2023 reflètent celles observées en 2022. Les ouvertures de procédures collectives ont connu une augmentation de 36%, portant le nombre total d'entreprises concernées à 57 721. Cette hausse est particulièrement importante dans les redressements judiciaires avec une progression de 49% et dans les liquidations judiciaires directes avec une augmentation de 31%.

En termes d'emplois menacés, l'année 2023 montre une augmentation significative de 47% par rapport à 2022, totalisant 198 761 emplois. Cela représente une moyenne de 3,4 emplois menacés par procédure, reflétant une hausse par rapport à la moyenne de 3,2 en 2022. Cette augmentation des emplois menacés, en particulier dans les redressements judiciaires et sauvegardes, met en évidence une pression croissante sur l'emploi dans le secteur des petites et moyennes entreprises.

Évolution mensuelle sur 10 ans

- 1 Après une chute de 38,1% des défaillances sur l'année 2020, 2021 est marquée par une baisse de 11,8% entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021.
- 2 Les années 2022 et 2023 ont été marquées par le retour à la hausse des défaillances d'entreprises (+103,5%) de manière continue sur toute la période pour atteindre 57 729 défaillances en 2023.

Evolution mensuelle des défaillances depuis décembre 2011 (sauvegardes, R) et LJ sur 12 mois glissants



Source : Altares/Deloitte

Évolution par trimestre

En 2023, l'augmentation du nombre de défaillances s'est amplifiée sur l'ensemble du territoire national, avec une hausse globale de 36% par rapport à 2022.

Ce bond marque un accroissement significatif par rapport aux 42 514 défaillances enregistrées au cours de l'année précédente.

L'examen détaillé trimestre par trimestre de 2023 révèle une augmentation relativement homogène du nombre total de procédure, s'élevant à environ 36% entre les trimestres.

Cette progression présente un pic de +44% au T1, tandis que le T3 enregistre l'augmentation la plus faible, à +25%. En ce qui concerne la dynamique par procédure, on observe une stabilité, avec une hausse légèrement plus accentuée des procédures de redressement judiciaire, qui affichent une augmentation de 49% par rapport aux liquidations judiciaires, lesquelles enregistrent une hausse de 31%.

Evolution par trimestre du nombre de défaillances et d'emplois menacés

	Nombre de défaillances					Nombre d'emplois menacés				
	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total
Sauvegarde	228	300	247	350	1 125	4 552	2 132	2 665	5 553	14 902
Redressement judiciaire	2 301	2 511	2 293	3 027	10 132	12 028	13 428	17 814	16 623	59 893
Liquidation judiciaire	7 834	7 571	6 973	8 879	31 257	17 065	16 302	15 332	19 893	68 592
Total 2022	10 363	10 382	9 513	12 256	42 514	33 645	31 862	35 811	42 069	143 387
Sauvegarde	318	468	301	442	1 529	14 550	5 722	2 400	31 487	54 159
Redressement judiciaire	3 489	3 735	3 080	4 811	15 115	22 902	29 656	19 447	25 515	97 520
Liquidation judiciaire	11 158	9 866	8 494	11 567	41 085	25 461	22 813	19 609	24 138	92 021
Total 2023	14 965	14 069	11 875	16 820	57 729	62 913	58 191	41 456	81 140	243 700
Sauvegarde	90	168	54	92	404	9 998	3 590	(265)	25 934	39 257
Redressement judiciaire	1 188	1 224	787	1 784	4 983	10 874	16 228	1 633	8 892	37 627
Liquidation judiciaire	3 324	2 295	1 521	2 688	9 828	8 396	6 511	4 277	4 245	23 429
Var. 23/22 (en valeur)	4 602	3 687	2 362	4 564	15 215	29 268	26 329	5 645	39 071	100 313
Sauvegarde	39%	56%	22%	26%	36%	220%	168%	(10%)	467%	263%
Redressement judiciaire	52%	49%	34%	59%	49%	90%	121%	9%	53%	63%
Liquidation judiciaire	42%	30%	22%	30%	31%	49%	40%	28%	21%	34%
Var. 23/22 (en%)	44%	36%	25%	37%	36%	87%	83%	16%	93%	70%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes

Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés

En 2023, l'élan haussier des ouvertures de procédures collectives s'est maintenu, marqué par une augmentation de 35% pour les entreprises de moins de 20 salariés, lesquelles constituent 97% des cas. Cette année, l'accroissement est encore plus prononcé dans les sociétés de plus de 20 salariés, avec une hausse de 50%.

La distribution des ouvertures de procédures collectives entre les entités de moins de 20 salariés et celles de plus de 20 salariés continue de refléter une répartition relativement stable, bien que l'on note une légère augmentation des procédures dans les plus grandes entités.

Le nombre d'emplois menacés dans les entreprises de moins de 20 salariés, qui constitue maintenant 46% du total, a connu une augmentation significative de 38% en 2023. Dans les entreprises de plus de 20 salariés, qui représentent 53% des emplois menacés, la hausse est encore plus marquée, atteignant 113%.

Ces chiffres marquent un renversement par rapport à la tendance de variation historique où les emplois menacés dans les entreprises de moins de 20 salariés prédominaient depuis 2021. En 2023, ce sont les entreprises de plus de 20 salariés qui sont les plus touchées en termes d'emplois menacés, s'éloignant de la moyenne historique de 63% de 2016 à 2019.

L'effectif moyen par procédure est également en hausse en 2023, stable à 2,0 employés pour les sociétés de moins de 20 salariés, et augmentant pour celles de plus de 20 salariés à 71,1, soit une hausse de 42% par rapport à 2022.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés

	2018			2019			2020			2021		
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total
Sauvegardes	943	111	1 054	856	115	971	716	117	833	649	80	729
Redressements judiciaires	15 611	748	16 359	15 125	750	15 875	7 515	515	8 030	6 164	340	6 504
Liquidations judiciaires	36 789	425	37 214	34 757	399	35 156	23 035	286	23 321	20 863	275	21 138
Total (entreprises)	53 343	1 284	54 627	50 738	1 264	52 002	31 266	918	32 184	27 676	695	28 371
<i>En% du total</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>97,6%</i>	<i>2,4%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	3 080	6 125	9 205	2 897	10 014	12 911	2 271	16 156	18 427	2 017	10 074	12 091
Redressements judiciaires	36 036	40 285	76 321	34 475	48 547	83 022	16 170	48 462	64 632	14 431	20 966	35 397
Liquidations judiciaires	63 773	16 376	80 149	63 449	14 438	77 887	35 771	11 947	47 718	37 160	9 540	46 700
Total (emplois menacés)	102 889	62 786	165 675	100 821	72 999	173 820	54 212	76 565	130 777	53 608	40 580	94 188
<i>En% du total</i>	<i>62,1%</i>	<i>37,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>58,0%</i>	<i>42,0%</i>	<i>100,0%</i>	<i>41,5%</i>	<i>58,5%</i>	<i>100,0%</i>	<i>56,9%</i>	<i>43,1%</i>	<i>100,0%</i>
Sauvegardes	3,3	55,2	8,7	3,4	87,1	13,3	3,2	138,1	22,1	3,1	125,9	16,6
Redressements judiciaires	2,3	53,9	4,7	2,3	64,7	5,2	2,2	94,1	8,0	2,3	61,7	5,4
Liquidations judiciaires	1,7	38,5	2,2	1,8	36,2	2,2	1,6	41,8	2,0	1,8	34,7	2,2
Total (effectif moyen par procédure)	1,9	48,9	3,0	2,0	57,8	3,3	1,7	83,4	4,1	1,9	58,4	3,3

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés, suite

	2022			2023			Var. 23/22 (< 20)		Var. 23/22 (> 20)	
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	En val.	En%	En val.	En%
Sauvegardes	982	143	1 125	1 353	176	1 529	371	38%	33	23%
Redressements judiciaires	9 470	662	10 132	14 060	1 055	15 115	4 590	48%	393	59%
Liquidations judiciaires	30 841	416	31 257	40 481	604	41 085	9 640	31%	188	45%
Total (entreprises)	41 293	1 221	42 514	55 894	1 835	57 729	14 601	35%	614	50%
<i>En% du total</i>	<i>97,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>96,8%</i>	<i>3,2%</i>	<i>100,0%</i>				
Sauvegardes	3 260	11 642	14 902	4 651	49 508	54 159	1 391	43%	37 866	325%
Redressements judiciaires	24 156	35 737	59 893	37 033	60 487	97 520	12 877	53%	24 750	69%
Liquidations judiciaires	54 774	13 818	68 592	71 637	20 384	92 021	16 863	31%	6 566	48%
Total (emplois menacés)	82 190	61 197	143 387	113 321	130 379	243 700	31 131	38%	69 182	113%
<i>En% du total</i>	<i>57,3%</i>	<i>42,7%</i>	<i>100,0%</i>	<i>46,5%</i>	<i>53,5%</i>	<i>100,0%</i>				
Sauvegardes	3,3	81,4	13,2	3,4	281,3	35,4	0	4%	200	246%
Redressements judiciaires	2,6	54,0	5,9	2,6	57,3	6,5	0	3%	3	6%
Liquidations judiciaires	1,8	33,2	2,2	1,8	33,7	2,2	(0)	(0%)	1	2%
Total (effectif moyen par procédure)	2,0	50,1	3,4	2,0	71,1	4,2	0,0	2%	20,9	42%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

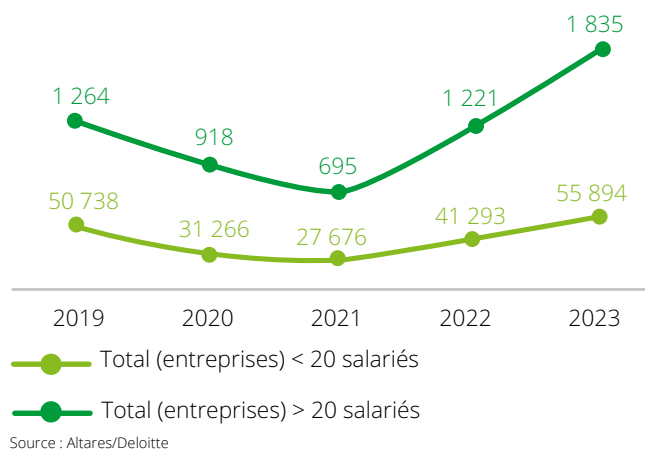
La tendance des ouvertures de procédures collectives par taille d'entreprise (moins de 20 salariés vs plus de 20 salariés) montre des évolutions parallèles en termes de nombre d'entreprises concernées et d'emplois menacés. Entre 2021 et 2023, le nombre de ces procédures a fortement augmenté, dépassant les niveaux observés en 2019.

Même si la tendance haussière est généralisée en 2023, le contraste est frappant en termes de volume d'ouvertures de procédures selon les deux tranches d'effectif. Pour les entreprises de moins de 20 salariés, 55 894 procédures ont été enregistrées, un chiffre qui surpasse plus de 30 fois celui des entreprises comptant plus de 20 salariés, qui s'établit à 1 835 ouvertures. Cela s'explique principalement par les ouvertures en procédures collectives de grandes entreprises telles que Orpea, Casino, SNGST Octopus Sécurité ou encore Go Sport.

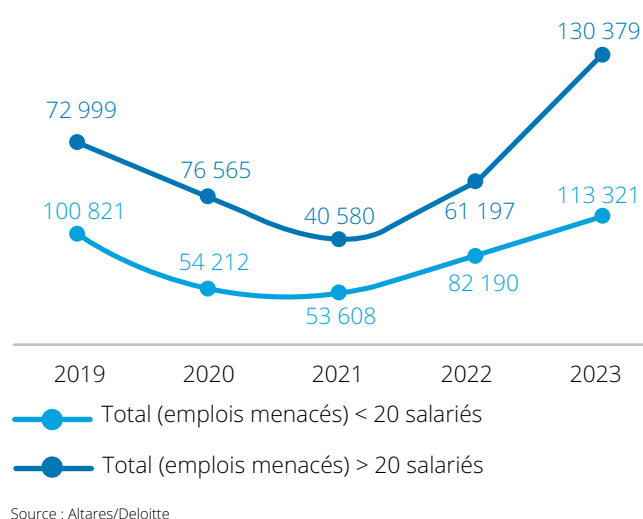
Quant aux emplois menacés, la tendance haussière est parallèle selon les deux tranches d'effectif. Les entreprises de plus de 20 salariés affiche un nombre d'emplois 15% supérieur à celui des entreprises de moins de 20 salariés. En chiffres, cela représente 130 379 emplois menacés dans les entreprises de plus grande taille (> 20 salariés), contre 113 321 pour les plus petites (< 20 salariés) en 2023.

Il est important de noter que cette tendance, à une plus grande vulnérabilité des emplois dans les grandes entreprises, s'est accentuée depuis 2022, suggérant une évolution dans le paysage économique qui affecte différemment les entreprises selon leur taille.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre de sociétés)



Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre d'emplois menacés)



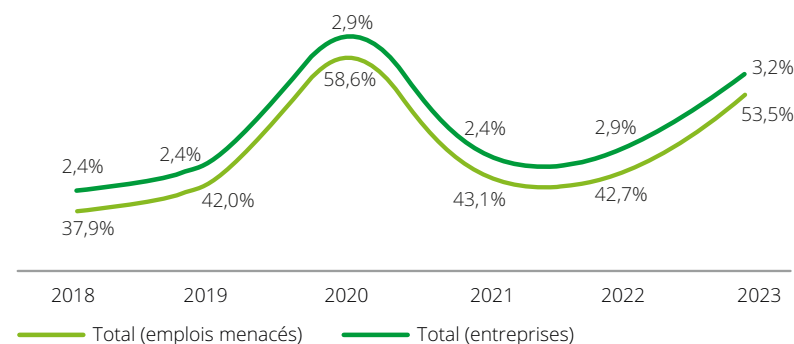
Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	v. 23/22
Sauvegardes	10,5%	11,9%	14,1%	11,0%	12,7%	11,5%	(1,2pts)
Redressements judiciaires	4,6%	4,7%	6,4%	5,2%	6,5%	7,0%	0,4pts
Liquidations judiciaires directes	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,5%	0,1pts
Total (entreprises)	2,4%	2,4%	2,9%	2,4%	2,9%	3,2%	0,3pts
Sauvegardes	66,5%	77,6%	87,8%	83,3%	78,1%	91,4%	13,3pts
Redressements judiciaires	52,8%	58,5%	75,0%	59,2%	59,7%	62,0%	2,4pts
Liquidations judiciaires directes	20,4%	18,5%	25,0%	20,4%	20,1%	22,2%	2,0pts
Total (emplois menacés)	37,9%	42,0%	58,6%	43,1%	42,7%	53,5%	10,8pts

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

En 2023, la part des emplois menacés dans les entreprises de plus de 20 salariés a connu une hausse de 10,8 points par rapport à l'année précédente, progressant de 53,5% par rapport à 2022. Cette proportion dépasse la moyenne observée de 2018 à 2022, qui est de 45%. Par rapport à 2022, on observe une hausse des emplois menacés dans toutes les catégories de procédures pour les entreprises de plus de 20 salariés : augmentation marquée de +13,3 points dans le cas de procédure de sauvegarde, +2,4 points pour les redressements judiciaires, et +2 points dans le cas de liquidations judiciaires directes.

Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales (en entreprises et en emplois menacés)



Au sujet du ratio des défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif supérieur à 1 000), on constate en 2023 une baisse des sauvegardes de 1,3 point, tandis que les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires directes augmentent de 0,4 et 0,1 point respectivement.

Ceci constitue 3,2% du total des défaillances d'entreprises, marquant une augmentation de 0,3 point par rapport à l'année 2022. Or, il est important de noter une réduction significative de 34,9 points dans la proportion d'emplois menacés à travers les procédures de sauvegarde. Plus précisément, la menace sur l'emploi en 2023 s'est principalement concentrée au sein de huit grandes entreprises de plus de 1 000 salariés, totalisant 44 939 emplois menacés. Parmi ces derniers, 38 880 concernent uniquement quatre entreprises en procédure de sauvegarde.

Globalement, l'effectif moyen par procédure des entreprises de plus de 1 000 salariés a connu une hausse, s'établissant à 5 617 emplois menacés pour chaque procédure en 2023, contre 1 743 en 2022. Cela reflète une intensification de l'impact des défaillances sur l'emploi due aux défaillances des grandes entreprises (> 1 000 salariés).

L'analyse portant sur le poids des emplois menacés par les procédures collectives concernant les entreprises de plus de 20 salariés (hors procédures de plus de 1 000 salariés) montre une tendance marquée vers la concentration des emplois menacés principalement dans le cas de redressements judiciaires, qui représentent en moyenne 62% des cas entre 2018 et 2023. Les liquidations judiciaires directes viennent ensuite, avec une moyenne de 25% sur la même période. Les procédures de sauvegarde constituent la catégorie la moins impactée, représentant en moyenne 13% des emplois menacés sur les périodes établies.

Emplois menacés par procédure concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sauvegardes	1 000	1 659	4 066	3 042	1 769	9 720
Redressements judiciaires	1 345	1 903	3 005	1 820	1 725	1 515
Liquidations judiciaires directes	1 382	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Total	1 283	1 822	3 308	2 635	1 743	5 617

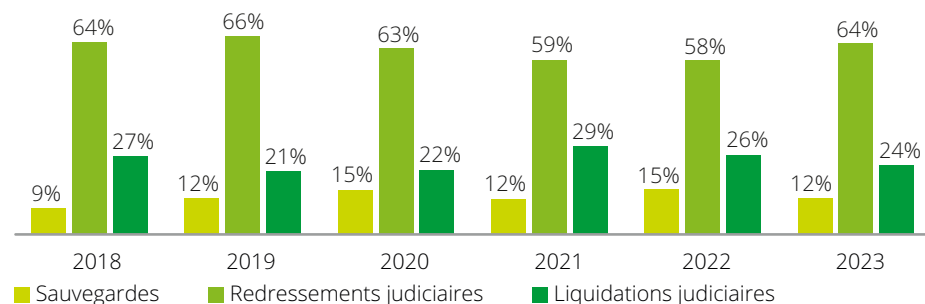
Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ratio défaillances pour les entreprises de >20 salariés sur les défaillances totales (hors effectif > 1 000)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	v. 23/22
Sauvegardes	10,4%	11,8%	13,8%	10,7%	12,6%	11,2%	(1,3pts)
Redressements judiciaires	4,6%	4,7%	6,4%	5,2%	6,5%	7,0%	0,4pts
Liquidations judiciaires directes	1,1%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,5%	0,1pts
Total (entreprises)	2,3%	2,4%	2,8%	2,4%	2,9%	3,2%	0,3pts
Sauvegardes	55,7%	64,8%	43,6%	33,0%	54,6%	19,6%	(34,9pts)
Redressements judiciaires	47,5%	53,9%	51,7%	54,1%	51,0%	55,8%	4,8pts
Liquidations judiciaires directes	18,7%	18,5%	25,0%	20,4%	20,1%	22,2%	2,0pts
Total (emplois menacés)	34,0%	38,9%	40,8%	34,7%	36,6%	35,1%	(1,5pts)

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Part des emplois menacés par les procédures de plus de 20 salariés par type de procédures (hors procédure de >1 000 salariés)



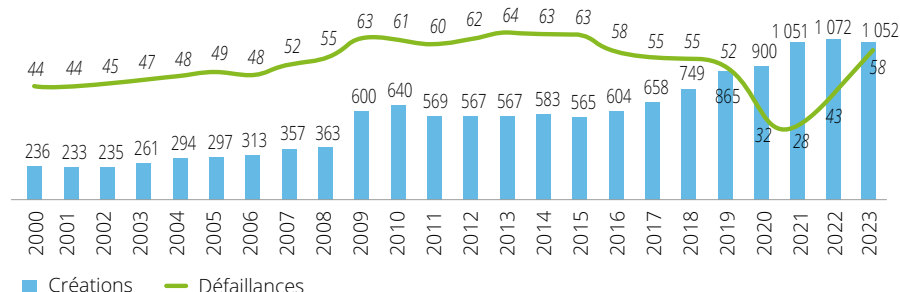
Source : Altares

Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises

En 2023, l'économie a été marquée par une augmentation de 36% des défaillances d'entreprises. Parallèlement, le secteur de la création d'entreprises a connu un léger fléchissement, affichant une baisse d'approximativement 1% par rapport à l'année antérieure, avec un total d'environ 1 052 000 nouvelles entreprises, légèrement en retrait par rapport aux 1 062 000 créations enregistrées en 2022 et très proche du nombre de 2021 qui était d'environ 1 051 000.

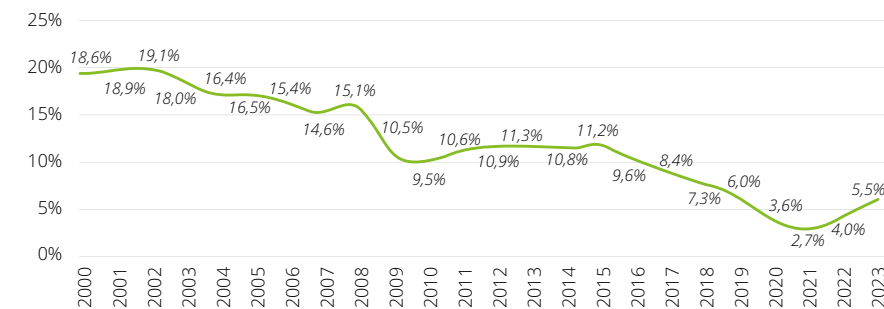
En 2023, le taux de défaillances en proportion des créations d'entreprises a connu une augmentation, atteignant 5,5%, un chiffre qui montre une reprise par rapport à 2021 (2,7%) et qui demeure cependant inférieur à celui de 2019 (6,0%). En termes pratiques, cela signifie qu'à chaque entreprise défaillante, environ 18 nouvelles ont été créées, comparativement à 37 en 2021, illustrant une dynamique économique qui présente un ralentissement dans la création d'entreprises par rapport aux fermetures.

Evolution du nombre de créations d'entreprises au regard du nombre de défaillances
(en milliers)



Source : Insee

Part de défaillances dans les créations d'entreprises (en%)



Source : Insee

Taux de défaillances

Nous n'avons pas pu obtenir de données plus récentes concernant les stocks d'entreprise au 31 décembre 2023.

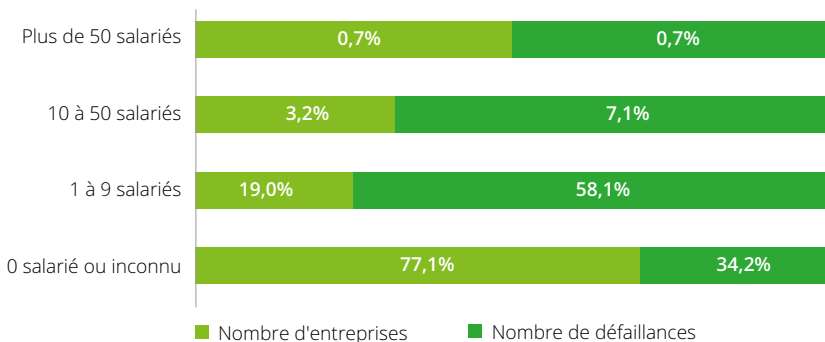
Comme les années précédentes, les entreprises les plus vulnérables sont les entreprises employant entre 1 et 9 salariés (avec un taux de défaillances de 2,9%). Ensuite, les sociétés comptant de 10 à 50 salariés sont impactées avec un taux de défaillance de 2,4% et enfin les structures ayant plus de 50 salariés (1,1%). Les entreprises avec un effectif inférieur à 10 salariés représentent 96% du stock d'entreprises et 92% des défaillances.

Stock d'entreprises par tranche d'effectifs au 31 décembre 2020

	2018	2019	2020
0 salarié ou inconnu	3 522 163	3 516 871	4 352 781
1 à 9 salariés	1 229 302	1 227 455	1 074 286
10 à 50 salariés	208 127	207 814	183 414
plus de 50 salariés	41 055	40 993	37 052
Total	5 000 647	4 993 133	5 647 533

Note : les dernières statistiques Insee relatives au stock d'entreprises, au global, sont disponibles au 31/12/2020.
Source : Insee

Comparaison du stock d'entreprises (2020) et de défaillances (2023) par tranche d'effectif



Note : le nombre de défaillances est celui de l'année 2023 et le stock d'entreprises de l'année 2020.
Source : Altares/Insee

Historique du taux de défaillances

	Nombre de défaillances						Taux de défaillances					
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
0 salarié ou inconnu	5 378	13 908	8 968	8 811	14 522	21 539	0,2%	0,4%	0,2%	0,2%	0,3%	0,5%
1 à 9 salariés	45 810	34 924	21 040	17 682	24 685	31 450	3,7%	2,8%	2,0%	1,6%	2,3%	2,9%
10 à 50 salariés	3 134	2 822	1 887	1 691	3 022	4 319	1,5%	1,4%	1,0%	0,9%	1,6%	2,4%
plus de 50 salariés	305	348	289	187	285	421	0,7%	0,8%	0,8%	0,5%	0,8%	1,1%
Total	54 627	52 002	32 184	28 371	42 514	57 729	1,1%	1,0%	0,6%	0,5%	0,8%	1,0%

Note * : à la date de nos travaux, le stock d'entreprises le plus récent disponible est celui au 31/12/2020. Le taux de défaillances 2022 a donc été calculé sur la base des défaillances 2022 et le stock d'entreprises 2020.

Source : Altares/Insee

Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif

L'année 2023 a été marquée par 172 procédures collectives de sociétés avec un effectif supérieur à 100 salariés, (soit +76 par rapport 2022), dont :

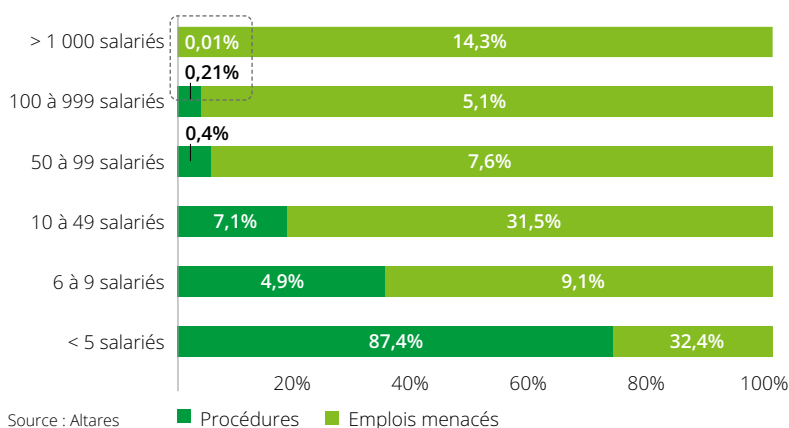
- 8 procédures collectives, Casino, Orpea, Réside Études seniors, Monoprix (sauvegarde) et SNGST, Go Sport France, Cote Sécurité, Boutique Jennyfer

- (redressement judiciaire) avec un effectif supérieur à 1 000 salariés ;
- 15 procédures collectives, pour la tranche 500-999 salariés ;
- 29 procédures collectives, pour la tranche 250-499 salariés ; et
- 120 procédures collectives, pour la tranche 100-249 salariés.

Ces 172 défaillances, qui représentent près de 0,3% des procédures collectives

de l'année 2023 et 33,2% des emplois menacés, ont engendré une augmentation d'environ 13,8 pts du poids des emplois menacés par les procédures de plus de 100 salariés, qui passe de 19,3% en 2022 à 33,2% en 2023. Cette hausse des emplois menacés est principalement portée par le segment des entreprises de plus de 1 000 salariés qui passe de 8 714 en 2022 à 43 844 en 2023, soit une évolution de +403,1%.

Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2022



Source : Altares

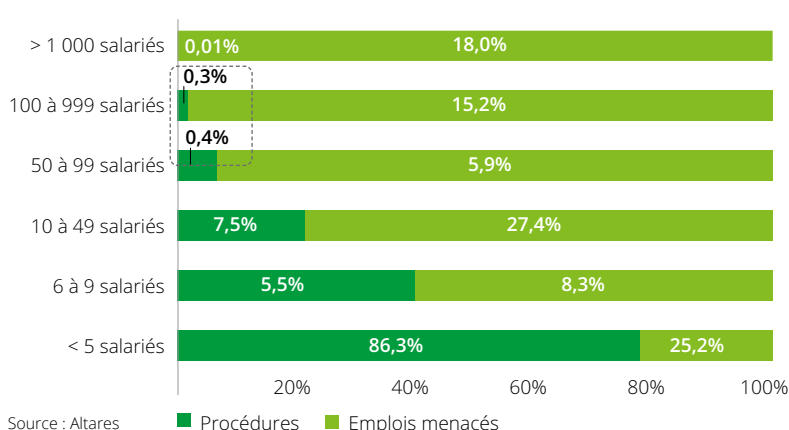
■ Procédures ■ Emplois menacés

0,23% des procédures collectives (> à 100 salariés) concernent 19,3% des emplois menacés

92,2% des procédures collectives (< de 10 salariés) concernent 41,5% des emplois menacés

Soit -3,9 points d'emplois menacés

Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2023



Source : Altares

■ Procédures ■ Emplois menacés

0,31% des procédures collectives (> à 100 salariés) concernent 33,2% des emplois menacés

91,8% des procédures collectives (< de 10 salariés) concernent 33,5% des emplois menacés

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2023, 0,01% des procédures collectives concernaient des entreprises avec un effectif supérieur à 1 000 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures atteignait 18% du total des emplois menacés. Si en 2022 ces entreprises représentaient environ le même pourcentage des ouvertures (0,01%), elles représentaient seulement 14,3% du total des emplois menacés (soit +3,9 pts entre 2022 et 2023).

Malgré une augmentation de 43% du nombre de procédures concernant les entreprises ayant entre 10 et 49 employés, la proportion d'emplois menacés par ces procédures a en réalité diminué, passant de 31,5% à 27,4%. Toutefois, cette baisse de la proportion ne signifie pas une diminution du nombre d'emplois à risque.

Au contraire, le nombre d'emplois menacés au sein des entreprises de cette taille a lui-même augmenté de 48%. Pendant ce temps, le nombre de procédures dans les entreprises de 50 à 99 employés est resté stable, mais la part des emplois menacés dans cette catégorie a également diminué, de 7,6% à 5,9%.

Entre 2022 et 2023, l'augmentation de la part d'emplois menacés semble s'être accentuée aux deux extrémités du spectre, affectant principalement les très petites et les très grandes entreprises.

Analyse détaillée par tranche d'effectif

En 2023, on observe une augmentation marquée des procédures collectives, avec une hausse soutenue de 92% dans le segment des entreprises employant plus de 500 salariés. Cette tendance est particulièrement occasionnée par les ouvertures de procédure pour Orpea et Casino. De même, les entreprises comptant entre 20 et 499 salariés ont vu les procédures collectives augmenter de 50%. Toutefois, ces entreprises de taille moyenne à grande (20 à plus de 500 salariés) ne représentent qu'environ 3% du total des procédures initiées, soulignant ainsi que les petites entreprises, celles ayant moins de 20 employés, demeurent les plus touchées. Ces dernières constituent 97% du total des cas, avec une croissance de 35% d'entreprises de ce segment confrontées à des ouvertures de procédures par rapport à l'année précédente.

De plus, on observe une augmentation impressionnante de 70,0% des emplois menacés, indiquant un effet plus marqué sur l'emploi. Pour les entreprises de moins de 20 salariés, la hausse des emplois menacés est d'environ 37,9%.

Dans la tranche de 20 à 499 salariés, les procédures collectives ont augmenté d'environ 50,0%, avec une augmentation notable de 58,0% des emplois menacés. Cependant, l'augmentation la plus

significative sur les emplois menacés observée est dans les entreprises de plus de 500 salariés, avec une hausse de 314%, bien qu'elles représentent une fraction plus petite du poids total (22% en 2023).

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises

	2022				2023			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	68	902	4 276	5 246	129	1 821	6 864	8 814
0 salarié	242	1 734	7 300	9 276	344	2 557	9 824	12 725
A 1 ou 2 salariés	284	3 894	12 843	17 021	312	4 981	15 052	20 345
0 à 2	526	5 628	20 143	26 297	656	7 538	24 876	33 070
3 à 5	171	1 448	3 982	5 601	202	2 290	5 427	7 919
6 à 9	83	672	1 308	2 063	181	1 159	1 846	3 186
10 à 19	134	820	1 132	2 086	184	1 252	1 468	2 904
< 20 salariés	982	9 470	30 841	41 293	1 352	14 060	40 481	55 893
20 à 49	104	474	358	936	120	781	514	1 415
50 à 99	23	126	40	189	27	156	66	249
100 à 249	8	45	13	66	21	81	18	120
250 à 499	3	11	4	18	3	21	5	29
20 à 499	138	656	415	1 209	171	1 039	603	1 813
500 à 999	3	3	1	7	2	12	1	15
K 1000 à 1999	2	2	-	4	2	2	-	4
L 2000 à 4999	-	1	-	1	2	2	-	4
1 000 à 4 999	2	3	-	5	4	4	-	8
>500	5	6	1	12	6	16	1	23
Total	1 125	10 132	31 257	42 514	1 529	15 115	41 085	57 729

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2023/2022 (en valeur)				Var. 2023/2022 (en%)				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2022	2023	Var.
Inconnu	61	919	2 588	3 568	90%	102%	61%	68%	12%	15%	2,9pts
0 salarié	102	823	2 524	3 449	42%	47%	35%	37%	22%	22%	0,2pts
A 1 ou 2 salariés	28	1 087	2 209	3 324	10%	28%	17%	20%	40%	35%	(4,8pts)
0 à 2	130	1 910	4 733	6 773	25%	34%	23%	26%	62%	57%	(4,6pts)
3 à 5	31	842	1 445	2 318	18%	58%	36%	41%	13%	14%	0,5pts
6 à 9	98	487	538	1 123	118%	72%	41%	54%	5%	6%	0,7pts
10 à 19	50	432	336	818	37%	53%	30%	39%	5%	5%	0,1pts
< 20 salariés	370	4 590	9 640	14 600	38%	48%	31%	35%	97%	97%	(0,3pts)
20 à 49	16	307	156	479	15%	65%	44%	51%	2%	2%	0,2pts
50 à 99	4	30	26	60	17%	24%	65%	32%	0%	0%	(0,0pts)
100 à 249	13	36	5	54	163%	80%	38%	82%	0%	0%	0,1pts
250 à 499	-	10	1	11	-	91%	25%	61%	0%	0%	0,0pts
20 à 499	33	383	188	604	24%	58%	45%	50%	3%	3%	0,3pts
500 à 999	(1)	9	-	8	(33%)	300%	-	114%	0%	0%	0,0pts
K 1000 à 1999	-	-	-	-	-	-	-	-	0%	0%	(0,0pts)
L 2000 à 4999	2	1	-	3	-	100%	-	300%	0%	0%	0,0pts
1 000 à 4 999	2	1	-	3	100%	33%	-	60%	0%	0%	0,0pts
>500	1	10	-	11	20%	167%	-	92%	0%	0%	0,0pts
Total	404	4 983	9 828	15 215	36%	49%	31%	36%	100%	100%	-

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Au global, le nombre d'emplois menacés est en augmentation dans la totalité des tranches.

L'analyse de la variation des ouvertures en nombre d'emplois menacés de 2022 à 2023 révèle une croissance importante totale de +70%.

Pour les emplois concernés dans le cadre de procédure de sauvegarde, la hausse en valeur de 39 257, qui représente une variation de +314%, est impulsée par les géants Casino et Orpea en procédure de sauvegarde et concernés dans les 34 838 emplois menacés dans les entreprises de plus de 500 salariés

Cependant, c'est principalement dans le cadre des liquidations judiciaires et des redressements judiciaires que se regroupent la majorité des emplois menacés, avec un niveau de 189 541 sur les 243 700 au total d'emplois menacés. De manière générale, les emplois menacés se concentrent également au sein des petites entreprises, comptant moins de 20 salariés.

En 2023, 113 321 emplois étaient menacés dans cette catégorie d'entreprises, sur le total de 243 700, soit 46,5% du total.

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés

	2022				2023			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	11	34	45	-	-	-	-
0 salarié	242	1 734	7 300	9 276	344	2 557	9 824	12 725
A 1 ou 2 salariés	319	4 126	13 758	18 203	355	5 301	16 240	21 896
0 à 2	561	5 860	21 058	27 479	699	7 858	26 064	34 621
3 à 5	623	4 919	13 422	18 964	716	7 828	18 213	26 757
6 à 9	543	4 270	8 225	13 038	1 165	7 409	11 634	20 208
10 à 19	1 533	9 096	12 035	22 664	2 071	13 938	15 726	31 735
< 20 salariés	3 260	24 156	54 774	82 190	4 651	37 033	71 637	113 321
20 à 49	2 544	11 949	8 054	22 547	3 167	19 772	12 146	35 085
50 à 99	1 432	7 321	2 164	10 917	1 526	9 371	3 600	14 497
100 à 249	1 369	6 000	1 764	9 133	3 586	11 583	2 508	17 677
250 à 499	880	3 208	1 336	5 424	974	6 274	1 360	8 608
20 à 499	6 225	28 478	13 318	48 021	9 253	47 000	19 614	75 867
500 à 999	1 879	2 083	500	4 462	1 375	8 523	770	10 668
1 000 à 4 999	3 538	5 176	-	8 714	38 880	4 964	-	43 844
>500	5 417	7 259	500	13 176	40 255	13 487	770	54 512
Total	14 902	59 893	68 592	143 387	54 159	97 520	92 021	243 700

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2023/2022 (en valeur)				Var. 2023/2022 (en%)				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2022	2023	Var.
Inconnu	-	(11)	(34)	(45)	-	(100%)	(100%)	(100%)	0%	-	(0,0pts)
0 salarié	102	823	2 524	3 449	42%	47%	35%	37%	6%	5%	(1,2pts)
A 1 ou 2 salariés	36	1 175	2 482	3 693	11%	28%	18%	20%	13%	9%	(3,7pts)
0 à 2	138	1 998	5 006	7 142	25%	34%	24%	26%	19%	14%	(5,0pts)
3 à 5	93	2 909	4 791	7 793	15%	59%	36%	41%	13%	11%	(2,2pts)
6 à 9	622	3 139	3 409	7 170	115%	74%	41%	55%	9%	8%	(0,8pts)
10 à 19	538	4 842	3 691	9 071	35%	53%	31%	40%	16%	13%	(2,8pts)
< 20 salariés	1 391	12 877	16 863	31 131	43%	53%	31%	38%	57%	47%	(10,8pts)
20 à 49	623	7 823	4 092	12 538	24%	65%	51%	56%	16%	14%	(1,3pts)
50 à 99	94	2 050	1 436	3 580	7%	28%	66%	33%	8%	6%	(1,7pts)
100 à 249	2 217	5 583	744	8 544	162%	93%	42%	94%	6%	7%	0,9pts
250 à 499	94	3 066	24	3 184	11%	96%	2%	59%	4%	4%	(0,3pts)
20 à 499	3 028	18 522	6 296	27 846	49%	65%	47%	58%	33%	31%	(2,4pts)
500 à 999	(504)	6 440	270	6 206	(27%)	309%	54%	139%	3%	4%	1,3pts
1 000 à 4 999	35 342	(212)	-	35 130	999%	(4%)	-	403%	6%	18%	11,9pts
>500	34 838	6 228	270	41 336	643%	86%	54%	314%	9%	22%	13,2pts
Total	39 257	37 627	23 429	100 313	263%	63%	34%	70%	100%	100%	-

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2023

L'augmentation du nombre de procédures collectives ouvertes en 2023 (+36%) est accompagnée d'une augmentation de 23,5% de l'effectif moyen par ouverture (4,2 vs 3,4 en 2022). Quant à l'effectif moyen des emplois menacés (hors entreprises de plus de 1 000 salariés), il demeure stable autour de 3,5 (croissance de 9,3% sur l'exercice).

L'effectif moyen des entreprises de moins de 20 salariés augmente de 1,9% alors que dans le même temps l'effectif moyen des entreprises en 20 et 499 salariés, et plus de 500 salariés augmentent respectivement de 5,4% et 115,9% en raison d'un petit nombre d'acteurs concentrant un grand nombre d'emplois menacés.

Cette augmentation s'explique principalement par les procédures de redressement judiciaire. Bien qu'elles ne représentent que 26,2% du poids des ouvertures de procédures collectives, elles représentent 40% des emplois menacés, ces dernières ont significativement augmenté en 2023 en nombre d'ouvertures (+49,2%). Leurs effectifs moyens par ouverture s'établissent à 6,5, soit une augmentation de +10,2%.

Les procédures de liquidations judiciaires font ressortir un nombre en hausse d'emplois menacés par procédure de 34,2% et représentent 71,2% du poids des ouvertures de procédures collectives. Les procédures de sauvegarde quant à elles ne représentent que 2,6% des procédures collectives pour 22,2% des emplois menacés.

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif)

	2022				2023			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-
0 salarié	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
0 à 2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0
3 à 5	3,6	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4
6 à 9	6,5	6,4	6,3	6,3	6,4	6,4	6,3	6,3
10 à 19	11,4	11,1	10,6	10,9	11,3	11,1	10,7	10,9
< 20 salariés	3,3	2,6	1,8	2,0	3,4	2,6	1,8	2,0
20 à 49	24,5	25,2	22,5	24,1	26,4	25,3	23,6	24,8
50 à 99	62,3	58,1	54,1	57,8	56,5	60,1	54,5	58,2
100 à 249	171,1	133,3	135,7	138,4	170,8	143,0	139,3	147,3
250 à 499	293,3	291,6	334,0	301,3	324,7	298,8	272,0	296,8
20 à 499	45,1	43,4	32,1	39,7	54,1	45,2	32,5	41,8
500 à 999	626,3	694,3	500,0	637,4	687,5	710,3	770,0	711,2
1 000 à 4 999	1 769,0	1 725,3	-	1 742,8	9 720,0	1 241,0	-	5 480,5
>500	1 083,4	1 209,8	500,0	1 098,0	6 709,2	842,9	770,0	2 370,1
Total	13,2	5,9	2,2	3,4	35,4	6,5	2,2	4,2

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif), suite

	Var. 2023/2022 (en valeur)				Var. 2023/2022 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	(0,0)	(0,0)	(0,0)	-	-	-	-
0 salarié	-	-	-	-	-	-	-	-
A 1 ou 2 salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3%	0,4%	0,7%	0,6%
0 à 2	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(0,1%)	0,1%	0,2%	0,2%
3 à 5	(0,1)	0,0	(0,0)	(0,0)	(2,7%)	0,6%	(0,4%)	(0,2%)
6 à 9	(0,1)	0,0	0,0	0,0	(1,6%)	0,6%	0,2%	0,4%
10 à 19	(0,2)	0,0	0,1	0,1	(1,6%)	0,4%	0,8%	0,6%
< 20 salariés	0,1	0,1	(0,0)	0,0	3,6%	3,3%	(0,4%)	1,9%
20 à 49	1,9	0,1	1,1	0,7	7,9%	0,4%	5,0%	2,9%
50 à 99	(5,7)	2,0	0,4	0,5	(9,2%)	3,4%	0,8%	0,8%
100 à 249	(0,4)	9,7	3,6	8,9	(0,2%)	7,2%	2,7%	6,5%
250 à 499	31,3	7,1	(62,0)	(4,5)	10,7%	2,4%	(18,6%)	(1,5%)
20 à 499	9,0	1,8	0,4	2,1	20,0%	4,2%	1,4%	5,4%
500 à 999	61,2	15,9	270,0	73,8	9,8%	2,3%	54,0%	11,6%
1 000 à 4 999	7 951,0	(484,3)	-	3 737,7	449,5%	(28,1%)	-	214,5%
>500	5 625,8	(366,9)	270,0	1 272,1	519,3%	(30,3%)	54,0%	115,9%
Total	22,2	0,5	0,0	0,8	167,4%	9,1%	2,1%	25,2%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Procédures - Effectif > 1 000 salariés

	Procédure	Mois	CA m€	Effectif	Effectif moyen	Nombre
ACIAM	RJ	2022-08		2 574		1
SCOPELEC	SVG	2022-03	429	1 785		1
SCOPELEC	RJ	2022-09	429	nc		1
PLACE DU MARCHE	SVG	2022-11	232	1 753		1
PLACE DU MARCHE	RJ	2022-11	232	nc		1
Total 2022			1 089	8 714	1 743	5
DISTRIBUTION CASINO FRANCE	SA	2023-10	7 057	24 318		1
ORPEA	SA	2023-03	1 027	12 041		1
SNGST	RJ	2023-04	56	1 900		1
GO SPORT FRANCE	RJ	2023-02	352	1 723		1
RESIDE ETUDES SENIORS	SVG	2023-12	140	1 471		1
COTE SECURITE	RJ	2023-05	34	1 285		1
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	RJ	2023-06	209	1 151		1
MONOPRIX	SA	2023-10	214	1 050		1
Total 2023			9 088	44 939	5 617	8

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen menacé par ouverture (par tranche d'effectif) - hors entreprises de plus de 1 000 salariés

	2022				2023				Var. 2023/2022 (en valeur)				Var. 2023/2022 (en%)			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	(0,0)	(0,0)	(0,0)	-	(100,0%)	(100,0%)	(100,0%)
0 salarié	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3%	0,4%	0,7%	0,6%
0 à 2	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(0,1%)	0,1%	0,2%	0,2%
3 à 5	3,6	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,4	3,4	(0,1)	0,0	(0,0)	(0,0)	(2,7%)	0,6%	(0,4%)	(0,2%)
6 à 9	6,5	6,4	6,3	6,3	6,4	6,4	6,3	6,3	(0,1)	0,0	0,0	0,0	(1,6%)	0,6%	0,2%	0,4%
10 à 19	11,4	11,1	10,6	10,9	11,3	11,1	10,7	10,9	(0,2)	0,0	0,1	0,1	(1,6%)	0,4%	0,8%	0,6%
< 20 salariés	3,3	2,6	1,8	2,0	3,4	2,6	1,8	2,0	0,1	0,1	(0,0)	0,0	3,6%	3,3%	(0,4%)	1,9%
20 à 49	24,5	25,2	22,5	24,1	26,4	25,3	23,6	24,8	1,9	0,1	1,1	0,7	7,9%	0,4%	5,0%	2,9%
50 à 99	62,3	58,1	54,1	57,8	56,5	60,1	54,5	58,2	(5,7)	2,0	0,4	0,5	(9,2%)	3,4%	0,8%	0,8%
100 à 249	171,1	133,3	135,7	138,4	170,8	143,0	139,3	147,3	(0,4)	9,7	3,6	8,9	(0,2%)	7,2%	2,7%	6,5%
250 à 499	293,3	291,6	334,0	301,3	324,7	298,8	272,0	296,8	31,3	7,1	(62,0)	(4,5)	10,7%	2,4%	(18,6%)	(1,5%)
20 à 499	45,1	43,4	32,1	39,7	54,1	45,2	32,5	41,8	9,0	1,8	0,4	2,1	20,0%	4,2%	1,4%	5,4%
500 à 999	626,3	694,3	500,0	637,4	687,5	710,3	770,0	711,2	61,2	15,9	270,0	73,8	9,8%	2,3%	54,0%	11,6%
>500	626,3	694,3	500,0	637,4	687,5	710,3	770,0	711,2	61,2	15,9	270,0	73,8	9,8%	2,3%	54,0%	11,6%
Total	10,1	5,4	2,2	3,2	10,0	6,1	2,2	3,5	(0,1)	0,7	0,0	0,3	(1,0%)	13,4%	2,1%	9,3%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes

Source : Altares/Deloitte

Point d'attention

La catégorie « inconnu » correspond à la publication confidentielle des comptes et est classé par convention dans les entreprises < 20 salariés.

Analyse détaillée par chiffre d'affaires

En 2023, l'escalade de 36% dans les ouvertures de procédures collectives au niveau national est principalement attribuée aux entreprises affichant un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 million d'euros ou non spécifié, lesquelles constituent 95% du total des procédures.

En contraste, toutes les entreprises affichant un chiffre d'affaires entre 1,50 M€ et > 100 M€, concentrent 5% des ouvertures de procédures collectives en nombre d'entreprises en 2023.

Cependant, à l'échelle des tendances, une augmentation marquée des procédures est observée dans les entreprises aux extrémités du spectre du chiffre d'affaires, en particulier pour celles réalisant plus de 100 M€ (avec une hausse de 133%) et celles entre 30 et 40 M€ (avec une augmentation de 117%).

La catégorie des petites entreprises, avec un chiffre d'affaires de 0 à 30 M€, enregistre une croissance identique à la moyenne nationale, marquée par une augmentation de 15 185 dans les ouvertures de procédures collectives, soulignant une tendance prononcée vers les redressements judiciaires (+49% ouvertures).

La même tendance est observée au niveau du nombre d'emplois menacés par les défaillances. En 2023, la menace sur l'emploi liée aux défaillances d'entreprise présente une évolution hétérogène selon le chiffre d'affaires. Les entreprises avec moins de 15 M€ de chiffre d'affaires montrent une augmentation de 42% du nombre d'emplois menacés, passant de 127 541 à 184 781. Pour celles réalisant entre 20 et 30 M€, le nombre d'emplois menacés augmente de 30%, et pour celles au-dessus de 30 M€ une croissance importante de 272% est enregistrée. Les grandes entreprises de plus de 100 M€ ont une augmentation légère de 1% des emplois menacés, reflétant une tendance à la stabilité dans cette tranche.

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises

	2022				2023			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	280	4 428	13 969	18 677	397	6 532	18 815	25 744
< à 1,5 M€	659	4 785	16 516	21 960	864	7 213	21 278	29 355
de 1,5 à 3 M€	80	471	507	1 058	125	685	649	1 459
de 3 à 5 M€	42	186	153	381	55	298	201	554
de 5 à 10 M€	30	156	79	265	48	218	102	368
de 10 à 20 M€	17	64	26	107	16	96	24	136
de 20 à 30 M€	3	20	4	27	10	24	10	44
De 0 à 30 M€	1 111	10 110	31 254	42 475	1 515	15 066	41 079	57 660
de 30 à 40 M€	4	7	1	12	4	20	2	26
de 40 à 50 M€	4	4	-	8	1	7	1	9
50M€ à 100M€	3	8	2	13	1	17	2	20
> à 100M€	3	3	-	6	8	5	1	14
>30 M€	14	22	3	39	14	49	6	69
Total	1 125	10 132	31 257	42 514	1 529	15 115	41 085	57 729

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises, suite

	Var. 2023/2022 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	42%	48%	35%	38%	44%	45%
< à 1,5 M€	31%	51%	29%	34%	52%	51%
de 1,5 à 3 M€	56%	45%	28%	38%	2%	3%
de 3 à 5 M€	31%	60%	31%	45%	1%	1%
de 5 à 10 M€	60%	40%	29%	39%	1%	1%
de 10 à 20 M€	(6%)	50%	(8%)	27%	0%	0%
de 20 à 30 M€	233%	20%	150%	63%	0%	0%
De 0 à 30 M€	36%	49%	31%	36%	100%	100%
de 30 à 40 M€	-	186%	100%	117%	0%	0%
de 40 à 50 M€	(75%)	75%	-	13%	0%	0%
50M€ à 100M€	(67%)	113%	-	54%	0%	0%
> à 100M€	167%	67%	-	133%	0%	0%
>30 M€	-	123%	100%	77%	0%	0%
Total	36%	49%	31%	36%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés

	2022				2023			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	903	8 657	18 169	27 729	1 882	18 919	27 026	47 827
< à 1,5 M€	2 701	18 213	38 793	59 707	3 253	27 119	50 052	80 424
de 1,5 à 3 M€	1 188	6 988	5 171	13 347	1 391	10 362	6 401	18 154
de 3 à 5 M€	1 107	4 234	2 522	7 863	1 661	6 482	3 548	11 691
de 5 à 10 M€	1 041	6 216	1 749	9 006	2 374	8 484	2 632	13 490
de 10 à 20 M€	957	4 296	1 228	6 481	1 128	6 911	727	8 766
de 20 à 30 M€	760	2 078	570	3 408	1 513	2 155	761	4 429
De 0 à 30 M€	8 657	50 682	68 202	127 541	13 202	80 432	91 147	184 781
de 30 à 40 M€	305	1 536	170	2 011	1 479	5 585	250	7 314
de 40 à 50 M€	540	447	-	987	134	1 489	23	1 646
50M€ à 100M€	1 533	2 544	220	4 297	47	6 250	529	6 826
> à 100M€	3 867	4 684	-	8 551	39 297	3 767	69	43 133
>30 M€	6 245	9 211	390	15 846	40 957	17 091	871	58 919
Total	14 902	59 893	68 592	143 387	54 159	97 523	92 018	243 700

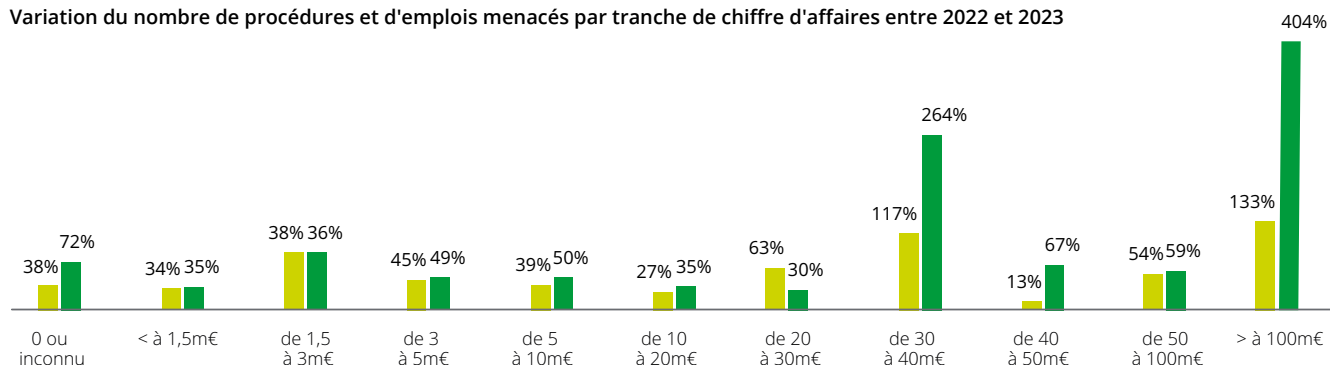
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés, suite

	Var. 2023/2022 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	108%	119%	49%	72%	19%	20%
< à 1,5 M€	20%	49%	29%	35%	42%	33%
de 1,5 à 3 M€	17%	48%	24%	36%	9%	7%
de 3 à 5 M€	50%	53%	41%	49%	5%	5%
de 5 à 10 M€	128%	36%	50%	50%	6%	6%
de 10 à 20 M€	18%	61%	(41%)	35%	5%	4%
de 20 à 30 M€	99%	4%	34%	30%	2%	2%
De 0 à 30 M€	53%	59%	34%	45%	89%	76%
de 30 à 40 M€	385%	264%	47%	264%	1%	3%
de 40 à 50 M€	(75%)	233%	-	67%	1%	1%
50M€ à 100M€	(97%)	146%	140%	59%	3%	3%
> à 100M€	916%	(20%)	-	404%	6%	18%
>30 M€	556%	86%	123%	272%	11%	24%
Total	263%	63%	34%	70%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Variation du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche de chiffre d'affaires entre 2022 et 2023



Source : Altares

Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires

En 2023, les grandes entreprises françaises avec un chiffre d'affaires supérieur à 50 M€ ayant subi une défaillance comptabilisent un chiffre d'affaires cumulé de 11 603 M€, en hausse significative de 483% par rapport aux 1 991 M€ de 2022, et emploient 49 573 personnes (vs 14 520 en 2022, +241%). Ces chiffres représentent 19% de l'ensemble des emplois menacés cette année. Une part significative de ces chiffres est attribuable à la société Casino, contribuant à 7 057 M€ du chiffre d'affaires et 24 318 employés. Sur les 34 grandes entreprises concernées, une majorité de 22 entreprises est en redressement judiciaire, tandis que neuf sont en sauvegarde (dont quatre en sauvegarde accélérée) et trois en liquidation judiciaire.

Note : la limite du traitement individuel des entreprises sans prise en compte de l'effet groupe s'applique à cette analyse.



34 procédures en 2023 vs 25 en 2022, soit +36%

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2023

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€
DISTRIBUTION CASINO FRANCE	42	1999-12-08	7 056,7
ORPEA	92	1995-05-22	1 026,7
GO SPORT FRANCE	38	1999-12-07	351,6
YANG TECHNOLOGY SAS	92	2018-03-20	272,7
MONOPRIX	92	1955-01-01	213,5
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	93	1986-09-15	208,6
DOLPHIN France PROBIKESHOP	69	1996-07-11	142,5
NEW NAF NAF	93	2020-06-16	141,4
CASINO, GUICHARD-PERRACHON	42	1955-01-01	141,0
RESIDE ETUDES SENIORS	77	2013-09-11	140,3
RESIDENCES SERVICES GESTION	75	1996-03-15	139,2
RESIDE ETUDES APPARTHOTELS	75	2006-03-01	133,3
NEW COURT	92	2020-09-09	119,9
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	17	1976-01-01	102,4
ATELIER DES COMPAGNONS	93	1985-03-01	93,7
DU PAREIL AU MEME	93	1982-12-01	92,6
PROVOST FRERES	79	1962-01-01	92,5
MEGA ENERGIE	34	2017-10-13	92,0
TOLAZZI FRANCE	49	1975-01-01	91,1
MINELLI SAS	13	1997-07-23	84,0
EUGENE-PERMA FRANCE	92	1981-08-01	78,6
MG-VALDUNES	59	2014-05-16	75,3
EXTERION MEDIA (FRANCE) SA	92	1955-01-01	73,7
LUCIEN GEORGELIN	47	1991-07-08	70,9
KAPORAL COLLECTIONS	13	1990-05-29	68,5
HABITAT FRANCE	93	1992-11-30	64,0
TRAX DISTRIBUTION	69	2011-02-15	57,5
SNGST OCTOPUS SECURITE	93	1983-08-10	56,2
SALAISONS STEMMELEN	01	1969-01-01	55,5
TELE SHOPPING	75	1987-08-17	55,2
THEVENIN SA	45	1973-01-01	54,3
SA FRANCOIS FONDEVILLE	66	1991-03-04	53,2
BURTON	75	1980-01-01	52,6
SCOPELEC SUD-EST	83	2009-12-15	51,5
Total			11 603
Evolution 2023/2022 en valeur			9 612
Evolution 2023/2022 en%			483%

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2023 suite

Sociétés	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	NAF	Activité
DISTRIBUTION CASINO FRANCE	Svg accélérée	2023-10	21 460	4711F	Hypermarchés
ORPEA	Svg accélérée	2023-03	12 424	8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées
GO SPORT FRANCE	RJ	2023-02	1 723	4764Z	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
YANG TECHNOLOGY SAS	LJ	2023-08	69	4652Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication
MONOPRIX	Svg accélérée	2023-10	1 050	7010Z	Activités des sièges sociaux
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	RJ	2023-06	1 151	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
DOLPHIN France PROBIKESHOP	RJ	2023-11	95	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé
NEW NAF NAF	RJ	2023-09	797	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
CASINO, GUICHARD-PERRACHON	Svg accélérée	2023-10	10	6420Z	Activités des sociétés holding
RESIDE ETUDES SENIORS	Svg	2023-12	1 471	6820A	Location de logements
RESIDENCES SERVICES GESTION	Svg	2023-12	0	6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
RESIDE ETUDES APPARTHOTELS	Svg	2023-12	0	5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
NEW COURT	RJ	2023-03	0	5610A	Restauration traditionnelle
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	Svg	2023-10	22	1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
ATELIER DES COMPAGNONS	RJ	2023-06	264	4120B	Construction d'autres bâtiments
DU PAREIL AU MEME	RJ	2023-06	691	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
PROVOST FRERES	Svg	2023-10	47	1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
MEGA ENERGIE	RJ	2023-10	26	7112B	Ingénierie, études techniques
TOLAZZI FRANCE	RJ	2023-11	14	1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
MINELLI SAS	RJ	2023-09	669	4772A	Commerce de détail de la chaussure
EUGENE-PERMA FRANCE	RJ	2023-08	112	4645Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
MG-VALDUNES	RJ	2023-11	373	3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
EXTERION MEDIA (FRANCE) SA	RJ	2023-04	320	7312Z	Régie publicitaire de médias
LUCIEN GEORGELIN	RJ	2023-07	232	1039B	Transformation et conservation de fruits
KAPORAL COLLECTIONS	RJ	2023-03	32	4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
HABITAT FRANCE	RJ	2023-12	383	4759A	Commerce de détail de meubles
TRAX DISTRIBUTION	RJ	2023-12	42	4651Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
SNGST OCTOPUS SECURITE	RJ	2023-04	1 879	8010Z	Activités de sécurité privée
SALAISSONS STEMMELLEN	Conversion en RJ	2023-06	154	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande
TELE SHOPPING	RJ	2023-03	50	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé
THEVENIN SA	RJ	2023-07	414	4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
SA FRANCOIS FONDEVILLE	*	2023-10	199	4120B	Construction d'autres bâtiments
BURTON	Conversion en RJ	2023-06	595	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
SCOPELEC SUD-EST	LJ	2023-01	330	4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
Total			49 573		
Evolution 2023/2022 en valeur			35 053		
Evolution 2023/2022 en%			241%		

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Analyse selon le secteur d'activité

En 2023, tout comme l'année précédente, des secteurs clés subissent une hausse significative des défaillances : la construction (+54%), le commerce (+49%) et les services aux entreprises (+48%) avec une pointe alarmante dans l'hébergement, la restauration et les débits de boissons (+90%). La construction et le commerce concentrent à eux seuls 45% des défaillances totales. En y incluant l'hébergement et la restauration, le cumul du poids des défaillances atteint 58%.

En 2023, la tendance haussière des défaillances s'est généralisée à presque tous les secteurs, enregistrant des augmentations supérieures à 44%, sauf en agriculture. Les activités financières et d'assurance ont vu une hausse de +82% des défaillances, l'information et la communication +62%, et les services aux particuliers +65%.

Certaines procédures ont connu une hausse importante selon les secteurs.

Concernant les hausses du nombre de procédures entre 2023 et 2022, les sous-secteurs suivants peuvent être cités :

- pour les procédures de sauvegarde : les autres activités information et communication (+225%), le commerce de détail (+144%), le transport routier de marchandises (120%) et les coiffeurs, soins de beauté et corporels (+119%) ;
- pour les procédures de redressement judiciaire : les activités de réparation (+172%), Les débits de boissons (+170%), les autres activités information et communication (162%) et la santé humaine et l'action sociale (+149%) ; et
- pour les procédures de liquidation judiciaire : la restauration (+83%), et l'industrie agroalimentaire (+76%).

La présence récurrente dans la hausse des procédures entre 2023 et 2022 de l'industrie agroalimentaire, de la restauration et des débits de boissons suggère une vulnérabilité accrue à la suite d'une période de protection renforcée durant la crise de la Covid-19.

De même, les domaines des activités financières, d'assurance et de l'information et communication, bien qu'auparavant assez robustes, révèlent une sensibilité marquée aux récentes fluctuations économiques et à l'évolution des préférences des consommateurs.

Défaillances selon l'activité

	2021			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	35	511	528	1 074
Chasse, pêche, forêt	5	62	108	175
Culture	18	180	183	381
Élevage	12	269	237	518
CONSTRUCTION	128	1 883	5 498	7 509
Bâtiment	64	1 431	4 483	5 978
Immobilier	64	452	1 015	1 531
COMMERCE	134	1 125	4 792	6 051
Commerce & réparation de véhicules	21	285	1 063	1 369
Commerce de détail	79	537	2 635	3 251
Commerce de gros	34	303	1 094	1 431
INDUSTRIE	75	513	1 247	1 835
Industrie agroalimentaire	21	145	418	584
Industrie hors agroalimentaire	54	368	829	1 251
INFORMATION & COMMUNICATION	21	151	693	865
Services informatiques & édition de logiciels	17	112	506	635
Autres activités information & communication	4	39	187	230
TRANSPORT & LOGISTIQUE	9	237	937	1 183
Transport routier de marchandises	5	147	519	671
Autres activités de transport	4	90	418	512
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	51	193	257
SERVICES AUX ENTREPRISES	150	841	3 206	4 197
Activités scientifiques et techniques	61	372	1 568	2 001
Services administratifs aux entreprises	89	469	1 638	2 196
SERVICES AUX PARTICULIERS	24	196	902	1 122
Activités de réparation	5	18	99	122
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	16	122	611	749
Autres services à la personne	3	56	192	251
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	76	611	2 023	2 710
Hébergement	17	69	140	226
Restauration	51	461	1 573	2 085
Débits de boissons	8	81	310	399
AUTRES ACTIVITÉS	64	385	1 119	1 568
Santé humaine & action sociale	22	127	260	409
Activités récréatives	28	141	384	553
Enseignement	10	87	330	427
Autres activités	4	30	145	179
Ouvertures de procédures	729	6 504	21 138	28 371

Source : Altares

Défaillances selon l'activité, suite

	2022				2023				Variation 2023/2022				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2022	2023	23/22
AGRICULTURE	33	608	562	1 203	40	664	584	1 288	20%	11%	4%	8%	3%	2%	(0,6pts)
Chasse, pêche, forêt	1	69	139	209	2	95	124	221	20%	42%	(14%)	7%	0%	0%	(0,1pts)
Culture	22	265	221	508	22	320	264	606	-	31%	23%	26%	1%	1%	(0,1pts)
Élevage	10	274	202	486	16	249	196	461	50%	(9%)	(3%)	(5%)	1%	1%	(0,3pts)
CONSTRUCTION	173	2 501	7 359	10 033	245	3 865	10 002	14 112	56%	72%	48%	54%	24%	24%	0,8pts
Bâtiment	92	2 007	6 256	8 355	106	3 166	8 438	11 710	22%	81%	49%	56%	20%	20%	0,6pts
Immobilier	81	494	1 103	1 678	139	699	1 564	2 402	91%	45%	45%	47%	4%	4%	0,2pts
COMMERCE	226	1 840	7 352	9 418	370	2 571	9 467	12 408	107%	65%	44%	49%	22%	21%	(0,7pts)
Commerce & réparation de véhicules	33	436	1 402	1 871	31	579	1 749	2 359	(10%)	50%	33%	36%	4%	4%	(0,3pts)
Commerce de détail	156	1 001	4 517	5 674	270	1 469	5 906	7 645	144%	87%	53%	61%	13%	13%	(0,1pts)
Commerce de gros	37	403	1 433	1 873	69	523	1 812	2 404	94%	40%	35%	37%	4%	4%	(0,2pts)
INDUSTRIE	133	930	2 020	3 083	135	1 276	2 571	3 982	3%	67%	44%	49%	7%	7%	(0,4pts)
Industrie agroalimentaire	50	362	902	1 314	47	530	1 218	1 795	(14%)	116%	76%	82%	3%	3%	0,0pts
Industrie hors agroalimentaire	83	568	1 118	1 769	88	746	1 353	2 187	9%	48%	28%	33%	4%	4%	(0,4pts)
INFORMATION & COMMUNICATION	36	259	926	1 221	47	410	1 302	1 759	52%	100%	54%	62%	3%	3%	0,2pts
Services informatiques & édition de logiciels	25	189	657	871	27	277	894	1 198	12%	79%	47%	51%	2%	2%	0,0pts
Autres activités information & communication	11	70	269	350	20	133	408	561	225%	162%	74%	92%	1%	1%	0,1pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	26	411	1 334	1 771	36	591	1 687	2 314	111%	76%	38%	46%	4%	4%	(0,2pts)
Transport routier de marchandises	18	267	794	1 079	24	406	1 077	1 507	120%	95%	55%	64%	3%	3%	0,1pts
Autres activités de transport	8	144	540	692	12	185	610	807	100%	46%	17%	22%	2%	1%	(0,2pts)
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	31	101	323	455	47	153	466	666	123%	102%	74%	82%	1%	1%	0,1pts
SERVICES AUX ENTREPRISES	184	1 308	4 062	5 554	311	1 955	5 295	7 561	85%	77%	38%	48%	13%	13%	0,0pts
Activités scientifiques et techniques	77	563	2 047	2 687	132	861	2 663	3 656	90%	80%	39%	48%	6%	6%	0,0pts
Services administratifs aux entreprises	107	745	2 015	2 867	179	1 094	2 632	3 905	81%	74%	38%	47%	7%	7%	0,0pts
SERVICES AUX PARTICULIERS	24	340	1 547	1 911	43	564	2 033	2 640	79%	114%	54%	65%	4%	5%	0,1pts
Activités de réparation	2	24	152	178	1	55	201	257	(20%)	172%	49%	65%	0%	0%	0,0pts
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	17	255	1 135	1 407	36	425	1 474	1 935	119%	139%	55%	70%	3%	3%	0,0pts
Autres services à la personne	5	61	260	326	6	84	358	448	33%	41%	51%	49%	1%	1%	0,0pts
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	141	1 278	4 097	5 516	175	2 159	5 633	7 967	45%	144%	76%	90%	13%	14%	0,8pts
Hébergement	23	81	175	279	23	141	216	380	-	87%	29%	45%	1%	1%	0,0pts
Restauration	99	1 020	3 315	4 434	129	1 703	4 617	6 449	59%	148%	83%	97%	10%	11%	0,7pts
Débites de boissons	19	177	607	803	23	315	800	1 138	50%	170%	62%	84%	2%	2%	0,1pts
AUTRES ACTIVITÉS	118	556	1 675	2 349	80	907	2 045	3 032	(59%)	91%	33%	44%	6%	5%	(0,3pts)
Santé humaine & action sociale	21	157	413	591	35	346	522	903	64%	149%	42%	76%	1%	2%	0,2pts
Activités récréatives	65	195	571	831	24	263	635	922	(146%)	48%	17%	16%	2%	2%	(0,4pts)
Enseignement	22	160	520	702	16	222	678	916	(60%)	71%	48%	50%	2%	2%	(0,1pts)
Autres activités	10	44	171	225	5	76	210	291	(125%)	107%	27%	37%	1%	1%	(0,0pts)
Ouvertures de procédures	1 125	10 132	31 257	42 514	1 529	15 115	41 085	57 729	55%	77%	46%	54%	100%	100%	-

Source : Altarea

Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)

Pour les entreprises de plus de 20 salariés, on constate que :

- la liste des principaux secteurs est différente de celle comprenant l'ensemble des entreprises. En tête la construction (20%), les services aux entreprises (18%) et l'industrie (15%) ; à noter que les procédures de restructuration des secteurs du commerce et de la restauration et hébergement impactent principalement des entreprises de moins de 20 salariés ;
- les secteurs connaissant la plus importante hausse de défaillances entre 2023 et 2022 sont les autres services à la personne (+233%), la restauration (+183%), la santé humaine et l'action sociale (+170%), le commerce en gros (+170%), et l'hébergement (+167%) ; et
- les seuls secteurs connaissant une baisse de défaillances sont les activités financières et d'assurance (-17%), les activités récréatives (-27%), l'enseignement (-36%), et la chasse, pêche, forêt (-67%).

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés

	2021			
	Svg	RJ	LJ	Total
AGRICULTURE	1	2	3	6
Chasse, pêche, forêt	-	-	-	-
Culture	-	2	1	3
Élevage	1	-	2	3
CONSTRUCTION	9	85	69	163
Bâtiment	9	82	67	158
Immobilier	-	3	2	5
COMMERCE	11	30	27	68
Commerce & réparation de véhicules	-	1	3	4
Commerce de détail	8	13	13	34
Commerce de gros	3	16	11	30
INDUSTRIE	19	83	26	128
Industrie agroalimentaire	1	6	2	9
Industrie hors agroalimentaire	18	77	24	119
INFORMATION & COMMUNICATION	2	10	5	17
Services informatiques & édition de logiciels	1	8	3	12
Autres activités information & communication	1	2	2	5
TRANSPORT & LOGISTIQUE	-	28	30	58
Transport routier de marchandises	-	19	23	42
Autres activités de transport	-	9	7	16
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	-	5	-	5
SERVICES AUX ENTREPRISES	18	52	56	126
Activités scientifiques et techniques	6	20	10	36
Services administratifs aux entreprises	12	32	46	90
SERVICES AUX PARTICULIERS	2	4	1	7
Activités de réparation	1	2	-	3
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	1	2	-	3
Autres services à la personne	-	-	1	1
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	13	19	33	65
Hébergement	6	5	7	18
Restauration	7	13	26	46
Débits de boissons	-	1	-	1
AUTRES ACTIVITÉS	5	22	25	52
Santé humaine & action sociale	4	9	11	24
Activités récréatives	-	4	2	6
Enseignement	1	7	7	15
Autres activités	-	2	5	7
Ouvertures de procédures	80	340	275	695

Source : Altares/Deloitte

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de plus de 20 salariés, suite	2022				2023				Variation 2023/2022				Poids		
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2022	2023	23/22
AGRICULTURE	2	5	3	10	2	7	3	12	-	40%	-	20%	1%	1%	(0,2pts)
Chasse, pêche, forêt	1	2	-	3	-	1	-	1	(100%)	(50%)	-	(67%)	0%	0%	(0,2pts)
Culture	1	2	3	6	2	4	3	9	100%	100%	-	50%	0%	0%	(0,0pts)
Élevage	-	1	-	1	-	2	-	2	-	100%	-	100%	0%	0%	0,0pts
CONSTRUCTION	25	152	108	285	17	199	151	367	(32%)	31%	40%	29%	23%	20%	(3,3pts)
Bâtiment	24	147	106	277	15	191	149	355	(38%)	30%	41%	28%	23%	19%	(3,3pts)
Immobilier	1	5	2	8	2	8	2	12	100%	60%	-	50%	1%	1%	(0,0pts)
COMMERCE	17	68	34	119	37	128	58	223	118%	88%	71%	87%	10%	12%	2,4pts
Commerce & réparation de véhicules	2	13	6	21	2	14	6	22	-	8%	-	5%	2%	1%	(0,5pts)
Commerce de détail	12	39	20	71	25	69	34	128	108%	77%	70%	80%	6%	7%	1,2pts
Commerce de gros	3	16	8	27	10	45	18	73	233%	181%	125%	170%	2%	4%	1,8pts
INDUSTRIE	36	155	53	244	29	194	55	278	(19%)	25%	4%	14%	20%	15%	(4,8pts)
Industrie agroalimentaire	11	27	5	43	7	29	7	43	(36%)	7%	40%	-	4%	2%	(1,2pts)
Industrie hors agroalimentaire	25	128	48	201	22	165	48	235	(12%)	29%	-	17%	16%	13%	(3,7pts)
INFORMATION & COMMUNICATION	6	28	13	47	6	52	21	79	-	86%	62%	68%	4%	4%	0,5pts
Services informatiques & édition de logiciels	2	21	7	30	3	33	11	47	50%	57%	57%	57%	2%	3%	0,1pts
Autres activités information & communication	4	7	6	17	3	19	10	32	(25%)	171%	67%	88%	1%	2%	0,4pts
TRANSPORT & LOGISTIQUE	12	57	62	131	12	81	74	167	-	42%	19%	27%	11%	9%	(1,6pts)
Transport routier de marchandises	8	44	47	99	8	65	60	133	-	48%	28%	34%	8%	7%	(0,9pts)
Autres activités de transport	4	13	15	32	4	16	14	34	-	23%	(7%)	6%	3%	2%	(0,8pts)
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	-	3	3	6	1	3	1	5	-	-	(67%)	(17%)	0%	0%	(0,2pts)
SERVICES AUX ENTREPRISES	15	104	79	198	37	170	122	329	147%	63%	54%	66%	16%	18%	1,7pts
Activités scientifiques et techniques	5	41	14	60	22	68	29	119	340%	66%	107%	98%	5%	6%	1,6pts
Services administratifs aux entreprises	10	63	65	138	15	102	93	210	50%	62%	43%	52%	11%	11%	0,1pts
SERVICES AUX PARTICULIERS	1	5	2	8	2	11	6	19	100%	120%	200%	138%	1%	1%	0,4pts
Activités de réparation	-	2	-	2	-	4	-	4	-	100%	-	100%	0%	0%	0,1pts
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	-	2	1	3	1	2	2	5	-	-	100%	67%	0%	0%	0,0pts
Autres services à la personne	1	1	1	3	1	5	4	10	-	400%	300%	233%	0%	1%	0,3pts
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS	9	34	18	61	20	92	51	163	122%	171%	183%	167%	5%	9%	3,9pts
Hébergement	2	6	1	9	6	17	1	24	200%	183%	-	167%	1%	1%	0,6pts
Restauration	6	27	14	47	13	73	47	133	117%	170%	236%	183%	4%	7%	3,4pts
Débites de boissons	1	1	3	5	1	2	3	6	-	100%	-	20%	0%	0%	(0,1pts)
AUTRES ACTIVITÉS	20	51	41	112	13	118	62	193	(35%)	131%	51%	72%	9%	11%	1,3pts
Santé humaine & action sociale	5	31	18	54	11	89	46	146	120%	187%	156%	170%	4%	8%	3,5pts
Activités récréatives	9	3	10	22	1	10	5	16	(89%)	233%	(50%)	(27%)	2%	1%	(0,9pts)
Enseignement	3	14	11	28	-	11	7	18	(100%)	(21%)	(36%)	(36%)	2%	1%	(1,3pts)
Autres activités	3	3	2	8	1	8	4	13	(67%)	167%	100%	63%	1%	1%	0,1pts
Ouvertures de procédures	143	662	416	1 221	176	1 055	604	1 835	23%	59%	45%	50%	100%	100%	-

Source : Altares/Deloitte

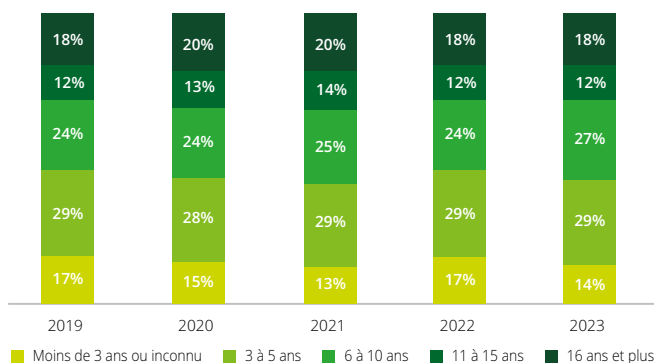
Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise

En 2023, comme lors des sept dernières années, les défaillances concernent principalement des entreprises âgées de 3 à 10 ans (32 033 procédures) soit 55,5% du total des défaillances, une augmentation de 41% par rapport à 2022 (22 649 procédures).

L'augmentation du nombre de défaillances concerne toutes les catégories d'âges des sociétés. On note toutefois que l'augmentation du nombre de procédures ouvertes en 2023 concerne en majorité les entreprises de moins de 6 à 10 ans (+51% soit +5 185 procédures) alors que l'augmentation des procédures ouvertes au bénéfice des sociétés de 11 à 15 ans est plus limitée à +12%.

Le poids des entreprises de moins de 3 ans (ou inconnu) est en baisse de -2,9 points tout comme celui des entreprises de 3 à 5 ans (-0,5 point). Cette baisse se fait au profit des entreprises de 6 à 10 ans (+2,7 points), de 11 à 15 ans (+0,2 point), et de 16 ans et plus (+0,5 point).

Poids des procédures collectives par tranche d'âge



Source : Altares

Evolution des défaillances selon l'âge de la société

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23/22		Poids par catégorie		
						En valeur	En%	2022	2023	23/22
Ouvertures de procédures	52 002	32 184	28 371	42 514	57 729	15 215	36%			
Moins de 3 ans ou inconnu	8 979	4 742	3 676	7 137	7 989	852	12%	17%	14%	(2,9pts)
3 à 5 ans	14 966	9 161	8 107	12 500	16 699	4 199	34%	29%	29%	(0,5pts)
6 à 10 ans	12 284	7 699	7 174	10 149	15 334	5 185	51%	24%	27%	2,7pts
11 à 15 ans	6 333	4 155	3 865	5 142	7 117	1 975	38%	12%	12%	0,2pts
16 et plus	9 440	6 427	5 549	7 586	10 590	3 004	40%	18%	18%	0,5pts
Dont 3 à 10 ans	27 250	16 860	15 281	22 649	32 033	9 384	41%	53%	55%	2,2pts

Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée

En 2023, on compte 13 procédures de sauvegarde accélérée soit +10 procédures en plus par rapport à 2022.

De façon générale, les procédures de sauvegarde accélérée représentent une part résiduelle des procédures de sauvegarde.

Il est important de rappeler que l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du Code de commerce a supprimé la sauvegarde financière accélérée.

La même ordonnance, a supprimé les seuils d'accessibilité à la procédure de sauvegarde accélérée.

Ouvertures de SA et SFA (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

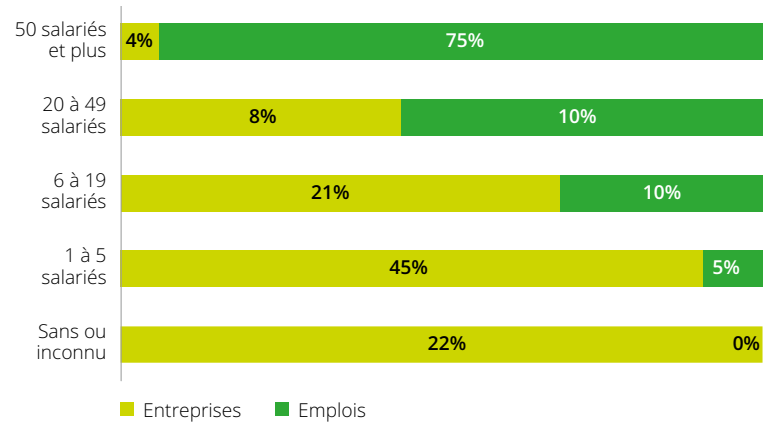
	2019	2020	2021	2022	2023
Sauvegardes accélérées	1	-	1	3	13
Sauvegardes financières accélérées	2	4	-	-	-
Total (entreprises)	3	4	1	3	13
Sauvegardes accélérées	1	-	1	43	37 662
Sauvegardes financières accélérées	45	134	-	-	-
Total (emplois menacés)	46	134	1	43	37 662

Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde

En 2023, les sauvegardes ouvertes au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés ont augmenté par rapport à 2022, avec une hausse de 23% avec 176 sauvegardes (contre 143 en 2022). Le nombre d'emplois menacés par ces procédures a également connu une augmentation, progressant de 325% avec 49 508 emplois menacés (contre 11 642 en 2022). Il est important de noter que les sauvegardes accélérées sont incluses, ce qui a contribué à l'augmentation du nombre d'emplois menacés. En 2023, le nombre total d'emplois s'élevait à environ 11 846.

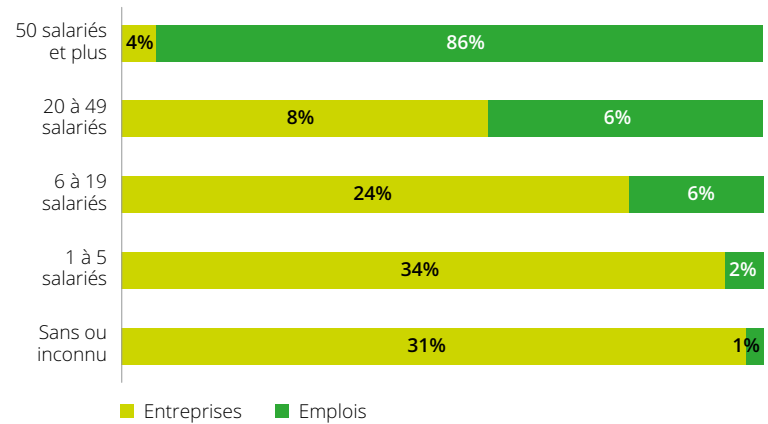
Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2018-2023)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2018 et 2023, 4% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 77% du total des emplois menacés par les sauvegardes.

Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2023)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2023, 4% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 86% du total des emplois menacés par les sauvegardes.

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2019		2020		2021		2022		2023	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	207	n/a	188	n/a	202		310	242	473	344
1 à 5 salariés	440	1 008	339	604	322	817	455	942	514	1 071
6 à 19 salariés	209	1 889	189	1 667	125	1 200	217	2 076	365	3 236
20 à 49 salariés	73	1 876	70	1 871	41	1 019	104	2 544	120	3 167
50 salariés et plus	42	8 138	47	14 285	39	9 055	39	9 098	57	46 341
Total	971	12 911	833	18 427	729	12 091	1 125	14 902	1 529	54 159
Evolution	-8%	40%	-14%	43%	-12%	-34%	54%	23%	36%	263%
Dont >20 salariés	115	10 014	117	16 156	80	10 074	143	11 642	177	49 508
Evolution	4%	63%	2%	61%	-32%	-38%	79%	16%	24%	325%
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)</i>		158		137		232		233		813
Evolution		34%		-13%		70%		0%		249%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2023		Poids 2023		Var. en valeur (23/22)		Var. en% (23/22)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	473	344	31%	1%	163	102	53%	42%
1 à 5 salariés	514	1 071	34%	2%	59	129	13%	14%
6 à 19 salariés	365	3 236	24%	6%	148	1 160	68%	56%
20 à 49 salariés	120	3 167	8%	6%	16	623	15%	24%
50 salariés et plus	57	46 341	4%	86%	18	37 243	46%	409%
Total	1 529	54 159	100%	100%	404	39 257	36%	263%
Evolution	36%	263%	12%	91%				
Dont >20 salariés	177	49 508						
Evolution	24%	325%						
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)</i>		813						
Evolution		249%						

Source : Altares/Deloitte

Focus sur l'administrateur judiciaire en sauvegarde

Il y a environ une procédure de sauvegarde sur trois dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (740 en 2023). Le taux remonte pour la première fois en 2023, depuis 2019 (+2,2 points entre 2022 et 2023) pour atteindre 48,4% en 2023.

Ce taux (48,4%) est supérieur au taux de désignation d'administrateurs judiciaires en redressement judiciaire (27,5% en 2023), en lien avec un poids plus important des procédures de plus de 20 salariés parmi les procédures de sauvegarde (11,5%), contre les redressements judiciaires (7%).

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de sauvegarde

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)
Sauvegarde	971	833	729	1 125	1 529	35,9%
Administrateurs judiciaires	481	406	348	520	740	42,3%
Taux	49,5%	48,7%	47,7%	46,2%	48,4%	

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Emplois menacés	12 911	18 427	12 091	14 902	54 159	263,4%	100,0%
Moins de 20 salariés	2 897	2 271	2 017	3 260	4 651	42,7%	8,6%
20 salariés et plus	10 014	16 156	10 074	11 642	49 508	325,3%	91,4%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Ouvertures de sauvegardes	971	833	729	1 125	1 529	35,9%	100,0%
Moins de 20 salariés	856	716	649	982	1 353	37,8%	88,5%
20 salariés et plus	115	117	80	143	176	23,1%	11,5%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Ouvertures de sauvegardes	971	833	729	1 125	1 529	35,9%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	868	725	669	939	1 386	47,6%	90,6%
> à 3 M€	103	108	60	186	143	(23,1%)	9,4%

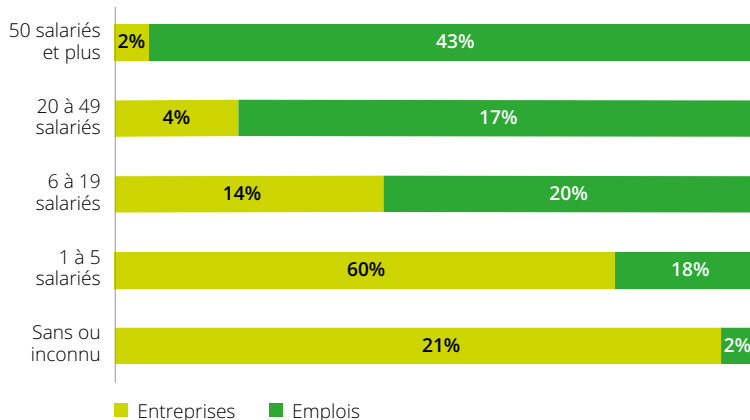
Source : Altares/Deloitte

Focus redressement judiciaire

En 2023, 1 055 procédures de redressement judiciaire (contre 662 en 2022, soit +59,4%) ont été ouvertes au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés, soit 7% des redressements judiciaires ouverts en 2023. Ils ont concerné 60 297 emplois (contre 35 737 en 2022, soit +68,7%), soit 62% du total des emplois menacés par l'ouverture d'un redressement judiciaire.

Le nombre de procédures concernant plus de 50 salariés a connu une augmentation de 45,7% passant ainsi de 274 en 2023 à 188 en 2022. Le nombre d'emplois menacés par ces procédures a lui aussi augmenté (+70,4%) atteignant ainsi 40 523 emplois en 2023, contre 23 788 l'année précédente. Le nombre d'emplois moyen menacés (procédures de >50 salariés) s'établit à 148 soit une hausse de 17% par rapport à 2022.

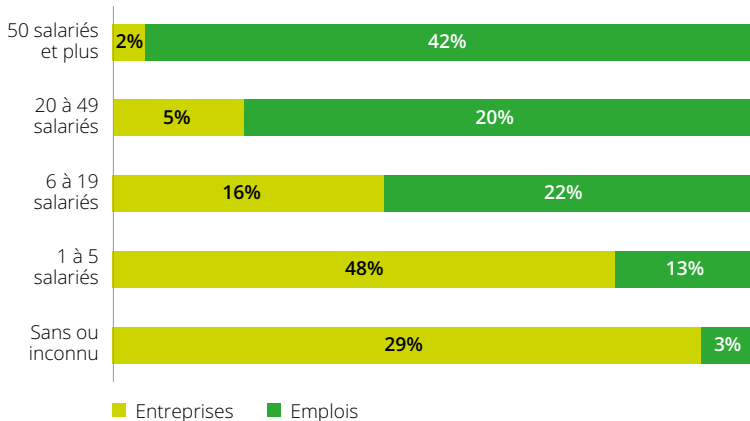
Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2018-2023)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2018 et 2023, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 43% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2023)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2023, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 42% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2019		2020		2021		2022		2023	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	3 158	n/a	1 641	n/a	1 590	n/a	2 636	1 745	4 378	2 749
1 à 5 salariés	9 911	17 202	4 840	7 112	3 749	7 056	5 342	9 045	7 271	13 130
6 à 19 salariés	2 056	17 273	1 034	9 058	825	7 375	1 492	13 366	2 411	21 347
20 à 49 salariés	515	13 629	337	9 075	232	5 652	474	11 949	781	19 772
50 salariés et plus	235	34 918	178	39 387	108	15 314	188	23 788	274	40 525
Total	15 875	83 022	8 030	64 632	6 504	35 397	10 132	59 893	15 115	97 523
Evolution	-3%	9%	-49%	-22%	-19%	-45%	56%	69%	49%	63%
Dont >20 salariés	750	48 547	515	48 462	340	20 966	662	35 737	1 055	60 297
Evolution	0%	21%	-31%	0%	-34%	-57%	95%	70%	59%	69%
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés)</i>		134		141		142		127		148
Evolution		21%		5%		1%		-11%		17%

Source : Altares

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés), suite

	2023		Poids 2023		Var. en valeur (23/22)		Var. en% (23/22)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	4 378	2 749	29%	3%	1 742	1 004	66%	58%
1 à 5 salariés	7 271	13 130	48%	13%	1 929	4 085	36%	45%
6 à 19 salariés	2 411	21 347	16%	22%	919	7 981	62%	60%
20 à 49 salariés	781	19 772	5%	20%	307	7 823	65%	65%
50 salariés et plus	274	40 525	2%	42%	86	16 737	46%	70%
Total	15 115	97 523	100%	100%	4 983	37 630	49%	63%
Evolution	49%	63%	7%	62%				
Dont >20 salariés	1 055	60 297						
Evolution	59%	69%						
<i>Emplois moyens (> à 50 salariés)</i>		148						
Evolution		17%						

Source : Altares

Focus sur l'administrateur judiciaire en redressement judiciaire

Il y a près d'une procédure de redressement judiciaire sur quatre dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (4 156 en 2023). Le taux de désignation a atteint 27,5% en ligne avec la tendance haussière observée depuis 2019.

Pour mémoire, selon les articles L.621-4 et R.621-11 du code de commerce, la désignation d'un administrateur judiciaire n'est pas obligatoire dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3m€ ou que l'entreprise emploie moins de 20 salariés.

Pour rappel, les articles L.621-4-1 et R.621-11-1 du code de commerce ont instauré le principe de la désignation de deux coadministrateurs judiciaires pour les entreprises de plus de 20m€ de chiffre d'affaires (entre d'autres critères).

Le nombre de procédures concernant les sociétés qui dépassent les seuils relatifs à la nomination obligatoire d'un administrateur judiciaire (cf. ci-dessous), est inférieur (1 055 pour les sociétés de plus de 20 salariés et 685 pour les entreprises avec un chiffre d'affaires de plus de 3 M€) aux

désignations d'administrateurs judiciaires (4 156 en 2023) faisant apparaître une part importante des désignations non obligatoires.

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de redressement judiciaire

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)
Redressements judiciaires	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	49,2%
Administrateurs judiciaires	3 453	2 032	1 723	2 844	4 156	46,1%
Taux	21,8%	25,3%	26,5%	28,1%	27,5%	

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Emplois menacés	83 022	64 632	35 397	59 893	97 520	62,8%	100,0%
Moins de 20 salariés	34 475	16 170	14 431	24 156	37 033	53,3%	38,0%
20 salariés et plus	48 547	48 462	20 966	35 737	60 487	69,3%	62,0%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Ouvertures de redressements	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	55,8%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	15 337	7 609	6 258	9 684	14 430	48,8%	91,9%
> à 3 M€	538	421	246	448	685	233,3%	8,1%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. en% (23/22)	Poids 2023
Ouvertures de redressements	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	49,2%	100,0%
Moins de 20 salariés	15 125	7 515	6 164	9 470	14 060	48,5%	93,0%
20 salariés et plus	750	515	340	662	1 055	59,4%	7,0%

Source : Altares/Deloitte

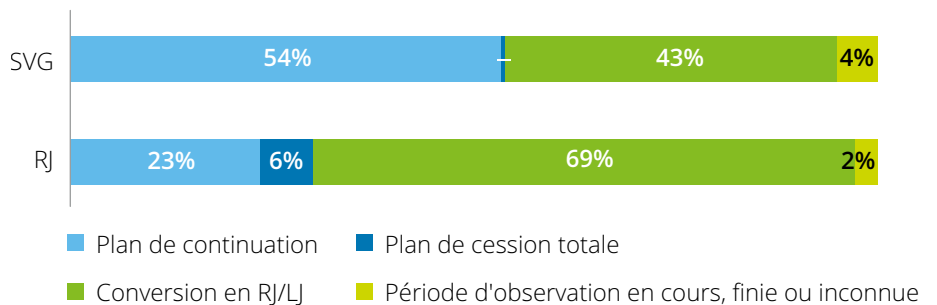
Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire

Statistiquement, la sauvegarde offre environ deux fois plus de chances de bénéficier d'un plan de continuation que le redressement judiciaire (54% vs 23%). Le redressement judiciaire a 2,6 fois plus de risque d'être converti en liquidation judiciaire par rapport à la sauvegarde. Aussi, seuls 6% des redressements judiciaires aboutissent à un plan de cession.

Ces ratios restent stables dans le temps, mais les issues des procédures de sauvegarde et redressement judiciaire se sont dégradées en 2021 et 2022. L'analyse historique de la période 2018 à 2022 fait apparaître un ratio de conversion en liquidation judiciaire plus important en redressement judiciaire qu'en sauvegarde (69%, contre 27% en moyenne). Il est à souligner des issues moins favorables en 2021 et 2022 par rapport aux exercices 2018 à 2020.

En effet, il est constaté une hausse des conversions des procédures sauvegarde en redressement judiciaire et liquidations judiciaires en 2021 et 2022 (moyenne de 51% en 2021 et 2022 vs 37% entre 2018 et 2020). Cette tendance est également observée sur la conversion des redressements judiciaires en liquidation judiciaire (moyenne de 73% en 2021 et 2022 vs 67% entre 2018 et 2020).

Issues des procédures de RJ et de sauvegarde (moyenne 2018 à 2022)



Source : Altares/Deloitte

Focus sur le sort des plans de sauvegarde et de redressement

Si la probabilité d'adoption d'un plan de continuation en sauvegarde est supérieure à celle en redressement judiciaire en 2023, elle conduit également à l'adoption de plans plus viables avec un taux d'échec à 10 ans (64%) inférieur à celui des plans de redressement (73%).

Un écart entre le taux d'échec des plans de sauvegarde et de redressement judiciaire est constaté dès la première année suivant l'adoption du plan (5%) et se stabilise à partir de la troisième année, à 10% en moyenne.

Il est rappelé que c'est seulement à partir de la troisième date anniversaire d'un plan de continuation que le débiteur doit régler a minima 5% du passif objet du plan. L'analyse des plans adoptés en 2013 fait ressortir que, à cette date (année 3), 38% des plans de sauvegarde et la moitié des plans de redressement judiciaire (48%) échouent.

Suite des plans de continuation adoptés en 2013 - Sauvegarde

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Liquidation judiciaire	3%	14%	25%	33%	40%	44%	47%	48%	49%	51%	53%
Dissoutes ou absorbées	1%	2%	4%	4%	5%	6%	7%	8%	9%	11%	11%
Fin ou Clôture	0%	0%	1%	1%	2%	2%	3%	3%	4%	4%	4%
Modification du plan	0%	1%	3%	4%	5%	7%	8%	10%	12%	13%	13%
En cours ou inconnu	95%	82%	68%	58%	49%	42%	36%	32%	26%	22%	19%

Note : l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (20%)

Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2013 - Redressement judiciaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Liquidation judiciaire	4%	21%	35%	45%	52%	57%	61%	62%	64%	65%	66%
Dissoutes ou absorbées	1%	1%	2%	3%	3%	4%	4%	5%	6%	6%	7%
Fin ou Clôture	0%	0%	1%	1%	1%	1%	2%	2%	2%	3%	3%
Modification du plan	0%	1%	1%	2%	3%	4%	5%	6%	8%	8%	8%
En cours ou inconnu	95%	77%	61%	50%	41%	34%	29%	24%	21%	18%	15%

Note : l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (15%)

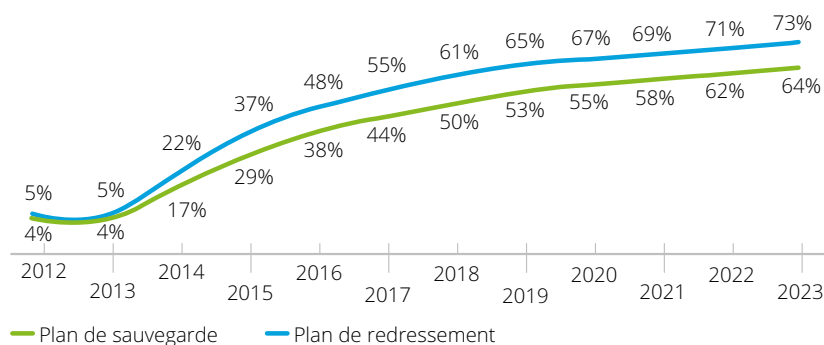
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2013 - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Plan de sauvegarde	4%	17%	29%	38%	44%	50%	53%	55%	58%	62%	64%
Plan de redressement	5%	22%	37%	48%	55%	61%	65%	67%	69%	71%	73%
Ecart RJ par rapport aux SVG	0%	5%	8%	10%	11%	11%	12%	12%	11%	9%	10%

Source : Altares

Taux de liquidation judiciaire des sociétés bénéficiant d'un plan de continuation adopté en 2013



Source : Altares/Deloitte

L'analyse des taux de liquidation judiciaire par tranche de chiffre d'affaires démontre une performance nettement supérieure pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1,5 M€ ou supérieures à 10 M€ de chiffre d'affaires en procédure de sauvegarde avec respectivement un taux d'échec de 55% en sauvegarde vs. 67% en redressement

judiciaire (pour un CA < 1,5 M€) et de 25% en sauvegarde vs. 49% en redressement judiciaire (pour un CA > 10 M€).

En revanche, les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 M€ et 10 M€ ont un taux d'échec légèrement supérieur en redressement (49% en plan de sauvegarde vs 50% en plan de sauvegarde).

Suite des plans de continuation adoptées en 2013 - Taux d'échec par tranche de chiffre d'affaires (liquidation judiciaire)

	Nombre entreprises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
< 1,5m€ ou inconnu	550	3%	15%	26%	35%	41%	46%	49%	50%	51%	54%	55%
1,5 à 5m€	90	6%	12%	24%	32%	38%	41%	42%	42%	46%	46%	49%
5 à 10m€	37	-	11%	22%	27%	32%	38%	38%	41%	46%	49%	49%
> 10m€	28	-	11%	18%	18%	18%	18%	21%	25%	25%	25%	25%
Plan de sauvegarde	705	3%	14%	25%	33%	40%	44%	47%	48%	49%	51%	53%
< 1,5m€ ou inconnu	4 609	4%	21%	35%	45%	52%	58%	61%	63%	64%	66%	67%
1,5 à 5m€	273	6%	22%	35%	42%	49%	51%	56%	59%	59%	59%	62%
5 à 10m€	58	5%	19%	28%	34%	40%	41%	47%	48%	50%	50%	50%
> 10m€	41	2%	10%	15%	22%	24%	37%	44%	49%	49%	49%	49%
Plan de redressement	4 981	4%	21%	35%	45%	52%	57%	61%	62%	64%	65%	66%
Ecart RJ par rapport aux SVG												
< 1,5m€ ou inconnu	4 059	1%	6%	9%	11%	11%	11%	12%	13%	13%	12%	12%
1,5 à 5m€	183	1%	9%	10%	10%	11%	10%	14%	16%	13%	13%	13%
5 à 10m€	21	5%	8%	6%	7%	7%	4%	9%	8%	4%	1%	1%
> 10m€	13	2%	(1%)	(3%)	4%	7%	19%	22%	24%	24%	24%	24%
Total	4 276	1%	6%	10%	12%	12%	13%	14%	15%	14%	14%	14%

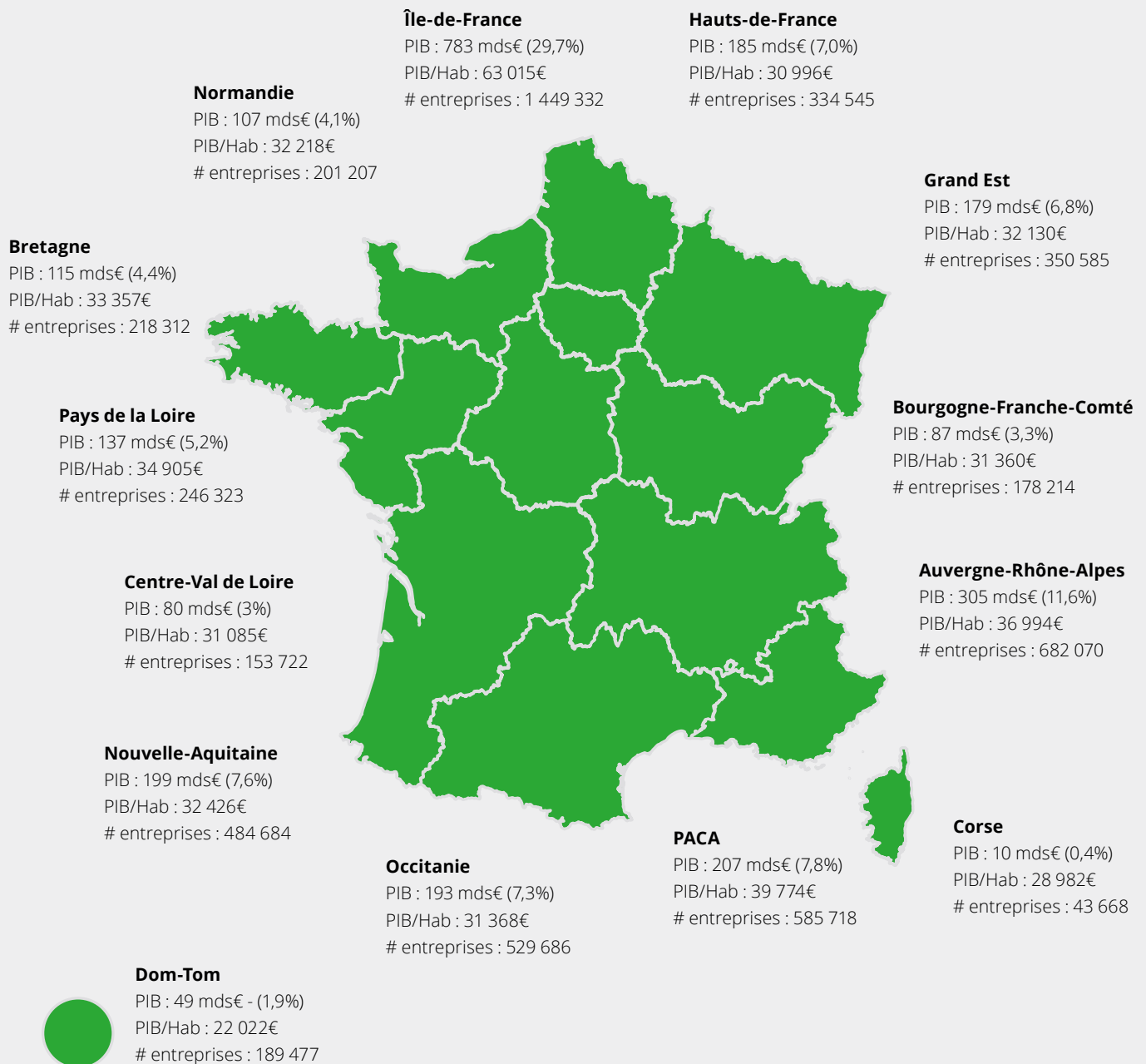
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2012 - Taux d'échec par tranche de chiffre d'affaires (liquidation judiciaire)

	Nombre entreprises	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
< 1,5m€ ou inconnu	550	3%	15%	26%	35%	41%	46%	49%	50%	51%	54%	55%
1,5 à 5m€	90	6%	12%	24%	32%	38%	41%	42%	42%	46%	46%	49%
5 à 10m€	37	-	11%	22%	27%	32%	38%	38%	41%	46%	49%	49%
> 10m€	28	-	11%	18%	18%	18%	18%	21%	25%	25%	25%	25%
Plan de sauvegarde	705	3%	14%	25%	33%	40%	44%	47%	48%	49%	51%	53%
< 1,5m€ ou inconnu	4 609	4%	21%	35%	45%	52%	58%	61%	63%	64%	66%	67%
1,5 à 5m€	273	6%	22%	35%	42%	49%	51%	56%	59%	59%	59%	62%
5 à 10m€	58	5%	19%	28%	34%	40%	41%	47%	48%	50%	50%	50%
> 10m€	41	2%	10%	15%	22%	24%	37%	44%	49%	49%	49%	49%
Plan de redressement	4 981	4%	21%	35%	45%	52%	57%	61%	62%	64%	65%	66%
Ecart RJ par rapport aux SVG												
< 1,5m€ ou inconnu	4 059	1%	6%	9%	11%	11%	11%	12%	13%	13%	12%	12%
1,5 à 5m€	183	1%	9%	10%	10%	11%	10%	14%	16%	13%	13%	13%
5 à 10m€	21	5%	8%	6%	7%	7%	4%	9%	8%	4%	1%	1%
> 10m€	13	2%	(1%)	(3%)	4%	7%	19%	22%	24%	24%	24%	24%
Total	4 276	1%	6%	10%	12%	12%	13%	14%	15%	14%	14%	14%

Source : Altares

Présentation des régions



Note : (i) Le pourcentage du PIB représente la part de la région sur le PIB Français (ii) Le stock d'entreprise correspond aux données 2020 (iv) Le PIB aux données 2022 (v) Le nombre d'habitants correspond aux données provisoires arrêtées fin 2023
Source : Insee, Banque de France | INED

Analyse par région

La hausse globale du nombre de procédures ouvertes en France en 2023 concerne toutes les régions. En effet, le nombre de procédures est passé de 42 511 en 2022 à 57 729 en 2023, dont la répartition est globalement homogène sur le territoire.

Comme les années précédentes, l'Île-de-France connaît le nombre de défaillances le plus important (21,9% du total national) suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes (11,9% du total national) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,3% du total national).

En 2023, comme en 2022 les taux de défaillance les plus significatifs sont enregistrés dans les régions Hauts-de-France (1,36%), Centre-Val de Loire (1,34%), Grand Est (1,18%), et Bourgogne-Franche-Comté (1,16%). Au contraire, les taux de défaillances les plus faibles sont relevés en Île-de-France (0,87%) et en Corse (0,88%).

Evolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région

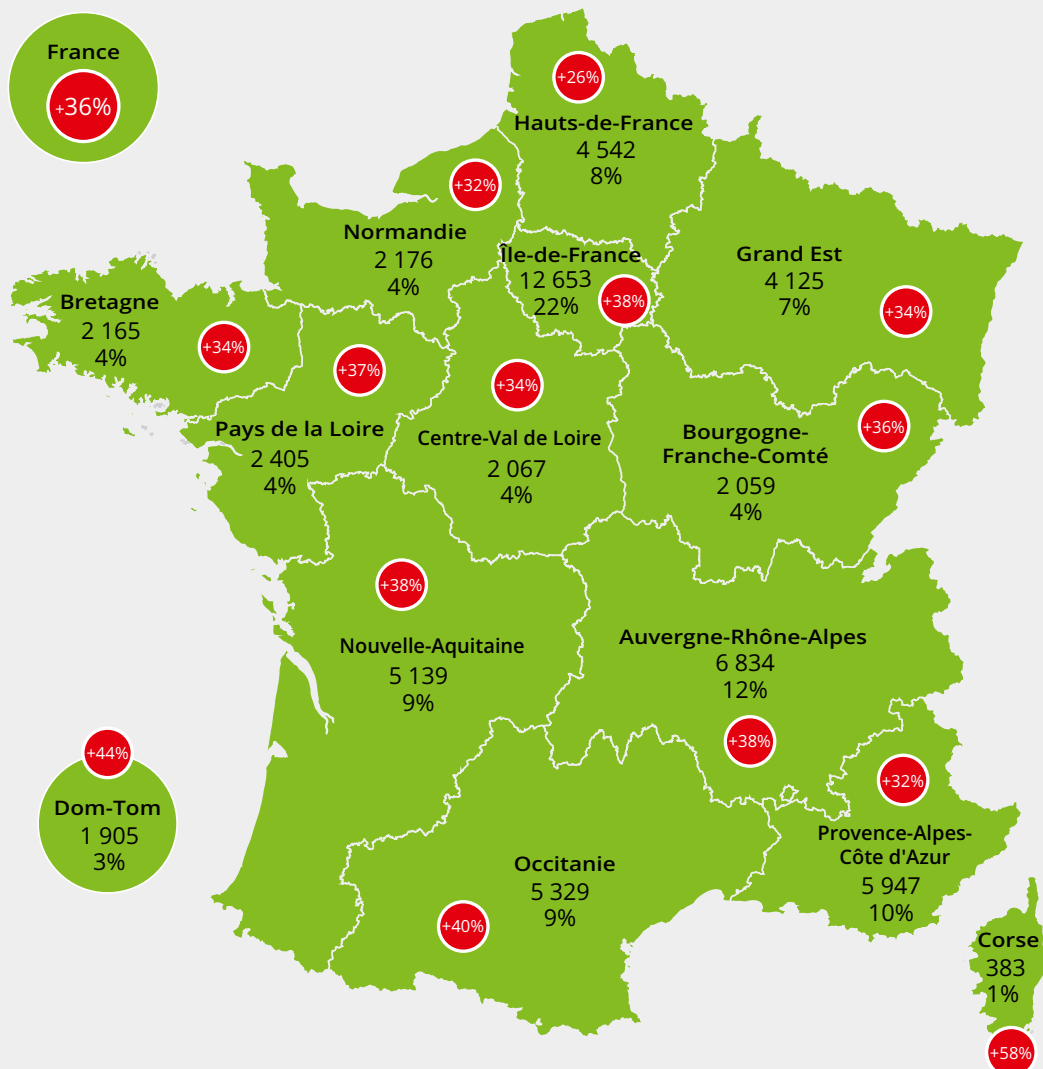
	2019	2020	2021	2022	2023	Défaillances 2023		Evolution		Poids		
						Entreprises	Taux	En valeur	En%	2022	2023	23/22
1 Ile-de-France	11 508	7 479	6 796	9 197	12 653	1 449 332	0,87%	3 456	38%	22%	22%	0%
2 Auvergne-Rhône-Alpes	6 074	3 568	3 127	4 953	6 834	682 070	1,00%	1 881	38%	12%	12%	0%
3 Provence-Alpes-Côte d'azur	5 348	3 499	3 257	4 492	5 947	585 718	1,02%	1 455	32%	11%	10%	(0%)
4 Occitanie	4 511	2 704	2 274	3 819	5 329	529 686	1,01%	1 510	40%	9%	9%	0%
5 Nouvelle-Aquitaine	4 431	2 704	2 389	3 736	5 139	484 684	1,06%	1 403	38%	9%	9%	0%
6 Hauts-de-France	3 930	2 424	2 032	3 598	4 542	334 545	1,36%	944	26%	8%	8%	(1%)
7 Grand-Est	4 051	2 378	2 033	3 068	4 125	350 585	1,18%	1 057	34%	7%	7%	(0%)
8 Pays-de-la-Loire	2 209	1 298	1 157	1 758	2 405	246 323	0,98%	647	37%	4%	4%	0%
9 Normandie	2 157	1 367	999	1 643	2 176	201 207	1,08%	533	32%	4%	4%	(0%)
10 Bretagne	2 025	1 296	1 013	1 621	2 165	218 312	0,99%	544	34%	4%	4%	(0%)
11 Centre-Val de Loire	1 746	1 027	994	1 544	2 067	153 722	1,34%	523	34%	4%	4%	(0%)
12 Bourgogne Franche-Comté	1 966	1 235	1 021	1 517	2 059	178 214	1,16%	542	36%	4%	4%	(0%)
13 Dom-Tom et étranger	1 642	993	1 133	1 323	1 905	189 477	1,01%	582	44%	3%	3%	0%
14 Corse	404	212	146	242	383	43 668	0,88%	141	58%	1%	1%	0%
Ouvertures de procédures	52 002	32 184	28 371	42 511	57 729	5 647 543	1,02%	15 218	36%	100%	100%	-

Note : (i) Pour la catégorie Dom-Tom et étranger seul le stock d'entreprises des Dom-Tom est présenté (ii) Le taux de défaillances 2021 = nombre de procédures 2021 /stock d'entreprises 2020
Source : Altarea/Deloitte, Insee

Maillage géographique des défaillances

Les chiffres mentionnés dans chaque région indiquent le nombre de défaillances enregistrées en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part de la région ramenée à l'échelon national ; le pourcentage encerclé en rouge traduit l'évolution par rapport à 2022.

Carte d'évolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région en 2022

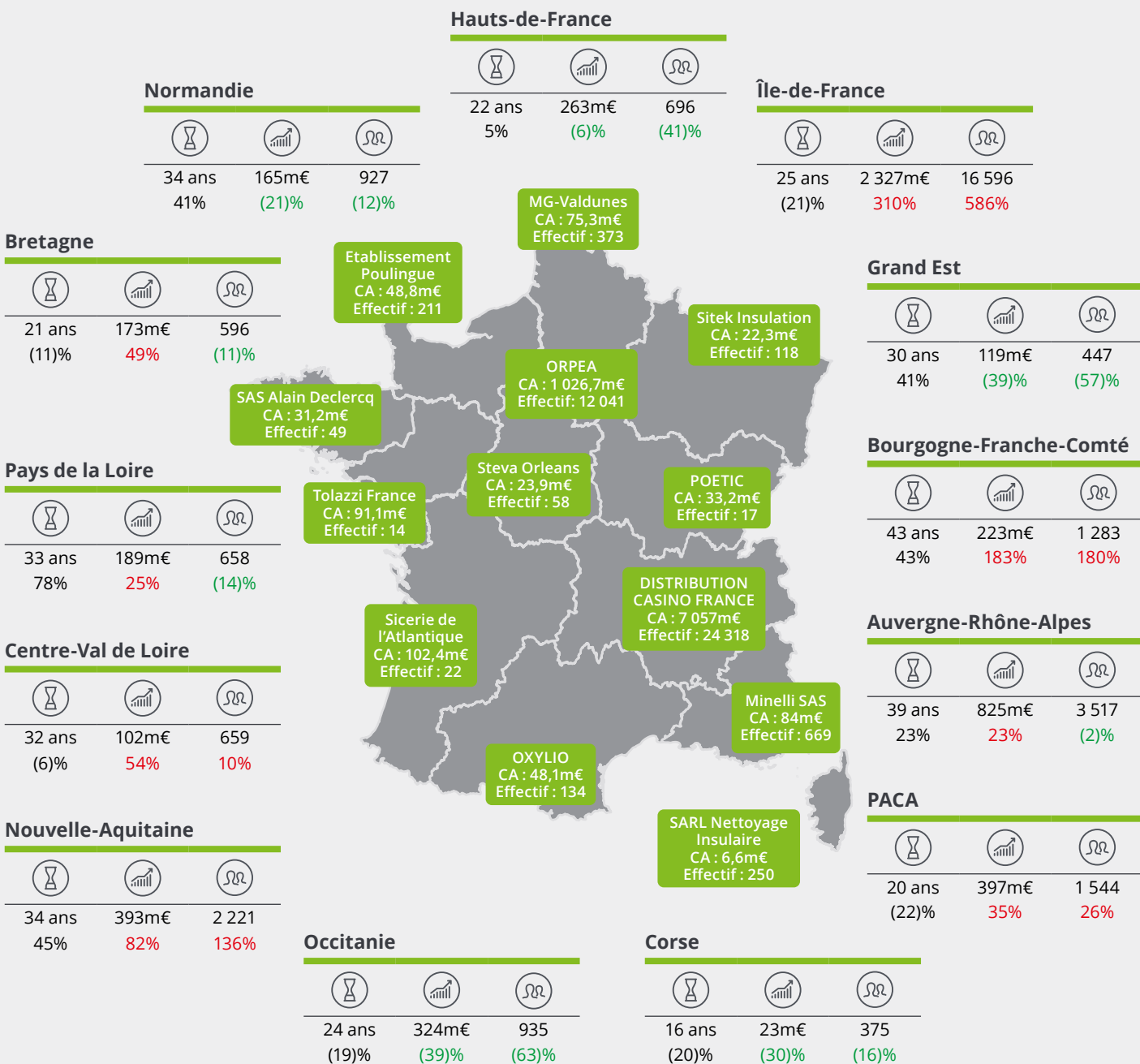


Source : Altarea

Caractéristiques des 10 principales défaillances par région

Cette carte de France présente (i) la principale défaillance par région et (ii) les caractéristiques des 10 plus importantes procédures par région.

Note : le pourcentage est la variation de chaque indicateur entre l'année 2022 et 2023.



Le nombre de procédures en région Auvergne-Rhône-Alpes a augmenté de 38% en 2023 par rapport à 2022, en ligne avec la hausse observée au niveau national. Cette tendance s'explique par :

- La hausse de 52% (soit +569 procédures) du nombre d'ouverture de redressement judiciaire en 2023 dans la région, en ligne par rapport à la hausse du niveau nationale (+49%) ;
- La hausse de 34% (soit +1 254 procédures) du nombre de liquidations judiciaires ouvertes en 2023 dans la région, toujours en ligne avec la hausse nationale (+31%) ; et
- La hausse des procédures de sauvegarde, au même rythme que la hausse observée l'année dernière.

De plus, la hausse du nombre de procédures ouvertes en 2023 est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (+37% soit +1 679 procédures), en ligne avec une hausse nationale de 35%. D'autre part, la hausse du nombre de RJ/LJ dans la région en 2023 (+1 823 procédures) est visible dans tous les départements. Toutefois, les départements du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire, et du Rhône enregistrent les plus fortes hausses de la région avec +69%, +48% et +42%.

Données clés

Démographie : 8 235 923
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

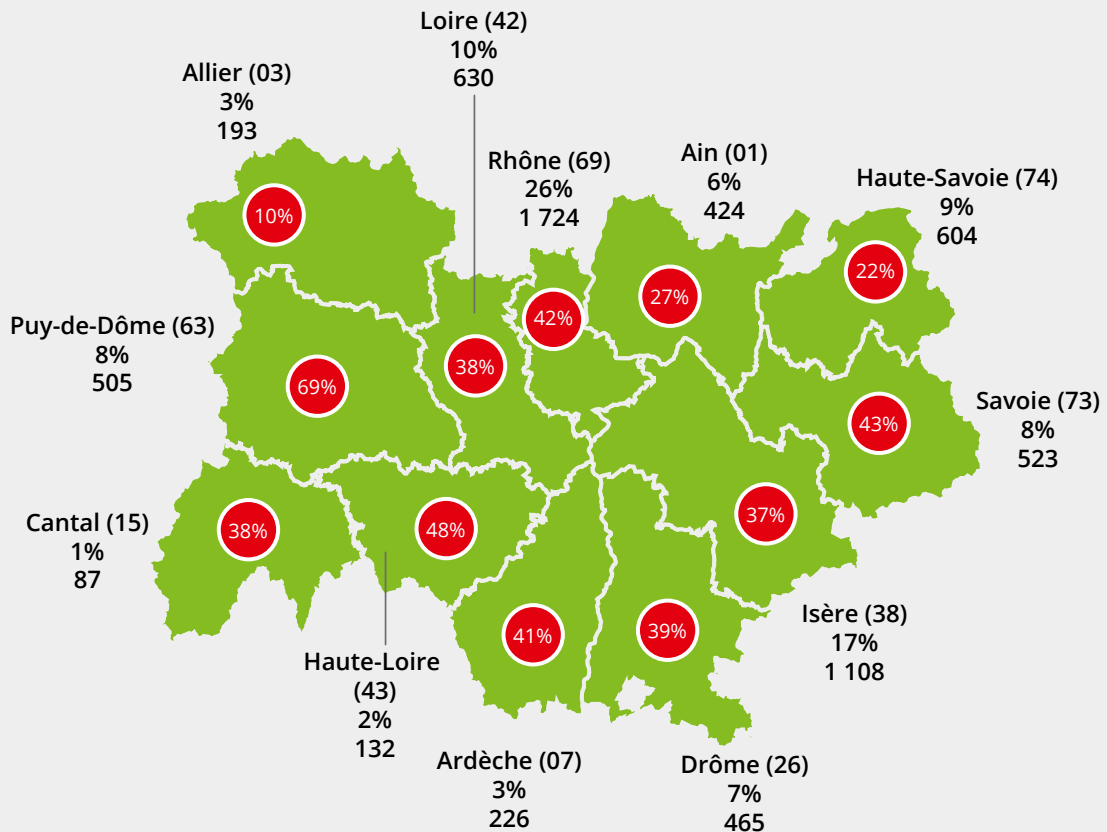
Surface : 69 711 km²

PIB 2022 : 304 681 M€ *(Insee)*

Nombre d'entreprises : 682 070
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 6 843

Ratio de défaillances : 1,00%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altarex

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	123	122	105	155	213	58	37%	3%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	1 799	858	674	1 086	1 655	569	52%	24%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	4 152	2 588	2 348	3 712	4 966	1 254	34%	73%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	5 951	3 446	3 022	4 798	6 621	1 823	38%	97%	56 200	36%	97%
Total	6 074	3 568	3 127	4 953	6 834	1 881	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	5 747	3 346	2 917	4 597	6 276	1 679	37%	92%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	290	194	182	320	506	186	58%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	37	28	28	36	52	16	44%	1%	420	47%	1%
Total	6 074	3 568	3 127	4 953	6 834	1 881	38%	100%	57 729	1 066%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	DISTRIBUTION CASINO FRANCE	42	36496	24	7 057	SVG Acc.	2023-10	24 318	Hypermarchés
2	GO SPORT FRANCE	38	1999	24	352	RJ	2023-02	1 723	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
3	DOLPHIN France (PROBIKESHOP)	69	1996	27	143	RJ	2023-11	95	Vente à distance sur catalogue spécialisé
4	TRAX DISTRIBUTION	69	2011	12	58	RJ	2023-12	42	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
5	SALAISSONS STEMMELLEN	01	1969	54	56	*	2023-06	154	Préparation industrielle de produits à base de viande
6	KERIA	38	1982	41	49	RJ	2023-10	333	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
7	GROUPE GO SPORT	38	1958	65	46	RJ	2023-01	257	Activités des sièges sociaux
8	L'EAU VIVE	38	1979	44	29	SVG	2023-06	146	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
9	SICABA	03	1963	60	32	RJ	2023-02	120	Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie
10	LS SERVICES	69	1995	28	32	RJ	2023-06	625	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
Total 2023				38	7 852			27 813	
Total 2022				32	671			3 599	
Var. vs 2022 (%)				18%	1 070%			673%	
Var. vs 2022				6	7 181			24 214	

* Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (22%) et l'hébergement et la restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2023.

La hausse moyenne dans la région est portée par ces trois secteurs : les services aux entreprises (+57% soit +323 procédures), la construction (+39% soit +455 procédures) et le commerce (+33% soit +357 procédures).

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	130	89	96	124	123	(1)	(1%)	2%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	20	13	12	10	16	6	60%	0%	221	6%	0%
Culture	41	29	28	41	44	3	7%	1%	606	19%	1%
Élevage	69	47	56	73	63	(10)	(14%)	1%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	1 605	800	848	1 180	1 635	455	39%	25%	14 112	41%	24%
Bâtiment	1 355	652	631	1 004	1 350	346	34%	20%	11 710	40%	20%
Immobilier	250	148	217	176	285	109	62%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	1 297	726	689	1 077	1 434	357	33%	22%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	259	138	179	214	277	63	29%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	763	456	363	673	887	214	32%	13%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	275	132	147	190	270	80	42%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	435	257	228	400	503	103	26%	8%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	158	78	72	146	219	73	50%	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	277	179	156	254	284	30	12%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	131	96	74	94	158	64	68%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	90	70	64	77	113	36	47%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	41	26	10	17	45	28	165%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	201	97	95	166	242	76	46%	4%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	129	61	67	114	174	60	53%	3%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	72	36	28	52	68	16	31%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	47	24	32	54	86	32	59%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	704	485	431	566	889	323	57%	13%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	334	240	220	268	446	178	66%	7%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	370	245	211	298	443	145	49%	7%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	222	160	102	218	297	79	36%	4%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	39	18	13	20	22	2	10%	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	147	101	65	156	230	74	47%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	36	41	24	42	45	3	7%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	802	499	264	657	942	285	43%	14%	7 967	44%	14%
Hébergement	51	32	21	43	71	28	65%	1%	380	36%	1%
Restauration	593	366	187	507	711	204	40%	11%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	158	101	56	107	160	53	50%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	377	213	163	262	312	50	19%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	110	43	37	63	80	17	27%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	111	82	71	81	103	22	27%	2%	922	11%	2%
Enseignement	115	56	41	95	103	8	8%	2%	916	30%	2%
Autres activités	41	32	14	23	26	3	13%	0%	291	29%	1%
Total	5 951	3 446	3 022	4 798	6 621	1 823	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**

Le nombre de procédures en région Bourgogne-Franche-Comté a augmenté de 36% en 2023, un niveau en ligne avec le niveau national (36%). Cette augmentation des ouvertures s'explique par :

- Une hausse des liquidations judiciaires de 32%, en ligne avec le niveau national (31%) ; et
- Une hausse du nombre des procédures de redressement judiciaire de 51%, en ligne avec le niveau national (+49%).

Cette tendance à la hausse est confirmée par la croissance des procédures de sauvegardes (+36%), en ligne avec le niveau national (+36%).

La hausse du nombre d'ouvertures de procédures en 2023 concerne surtout les entreprises dont le nombre de salariés est inférieur à 10 salariés avec une hausse de 36%.

Concernant la répartition des ouvertures des procédures dans la région, les départements de la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire, le Doubs et l'Yonne enregistrent plus de 70% des procédures. La tendance haussière du nombre d'ouvertures est toutefois la plus marquée dans les départements de Territoire de Belfort (+84%), du Doubs (+75%) et de la Haute-Saône (+50%).

Données clés

Démographie : 2 791 719
(source : Ined au 1^{er} janvier 2023)

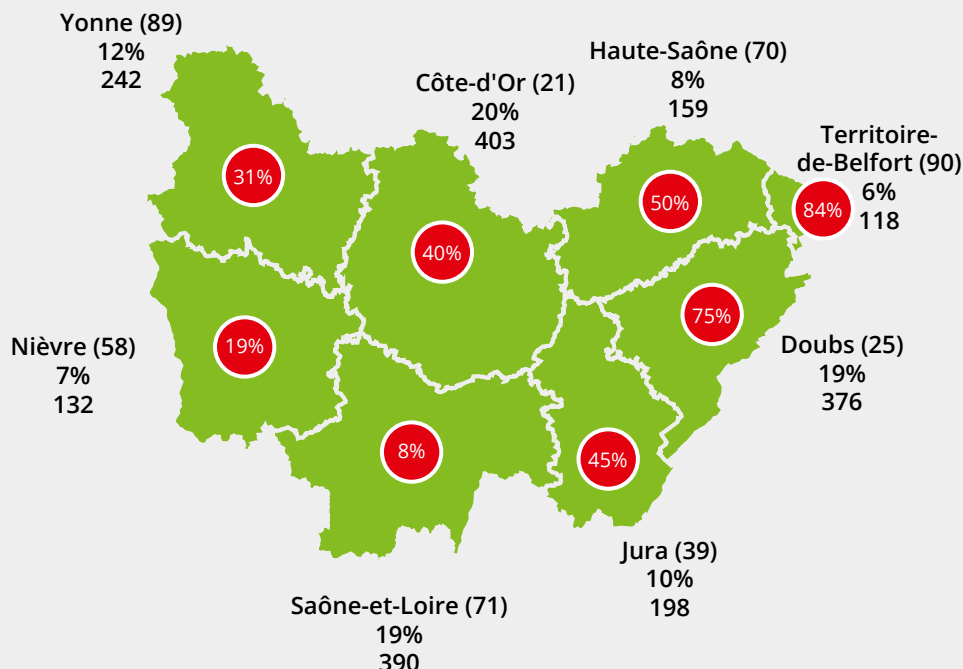
Surface : 47 783 km²

PIB 2022 : 87 549 M€ *(Insee)*

Nombre d'entreprises : 178 214
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 2 059

Ratio de défaillances : 1,16%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	42	30	28	51	41	(10)	(20%)	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	716	326	266	416	630	214	51%	31%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	1 208	879	727	1 050	1 388	338	32%	67%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	1 924	1 205	993	1 466	2 018	552	38%	98%	56 200	36%	97%
Total	1 966	1 235	1 021	1 517	2 059	542	36%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	1 848	1 167	966	1 417	1 927	510	36%	94%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	105	55	51	94	122	28	30%	6%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	13	13	4	6	10	4	67%	0%	420	47%	1%
Total	1 966	1 235	1 021	1 517	2 059	542	36%	100%	57 729	3 705%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	POETIC	71	1966	57	33,2	RJ	2023-03	17	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
2	SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AVEAL	71	1964	59	32,9	RJ	2023-12	49	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
3	CENTRE ELECTRONIQUE DE L'AUDIO-VISUEL & DES TRANSMISSIONS	21	1977	46	28,3	RJ	2023-01	240	Réparation d'équipements de communication
4	LAGUILLAUMIE	89	1965	58	27,5	RJ	2023-11	87	Transformation et conservation de la viande de volaille
5	MAISON DE LA LITERIE INDUSTRIES	71	1989	34	23,6	RJ	2023-07	45	Fabrication de matelas
6	FEDOSAD	21	1983	40	23,2	RJ	2023-09	530	Aide à domicile
7	MDSA	21	1992	31	15,0	RJ	2023-07	140	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
8	FRANCE EQUIPEMENT	58	1986	37	14,5	RJ	2023-06	52	Commerce et réparation de motocycles
9	DEFTA AIRAX	25	1978	45	13,9	RJ	2023-03	123	Fabrication de matériel de levage et de manutention
10	CHAROLLES ALIMENTS SA	71	1999	24	11,2	RJ	2023-12	-	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
Total 2023				43	223			1 283	
Total 2022				30	79			458	
Var. vs 2022 (%)				43%	183%			180%	
Var. vs 2022				13	144			825	

Source : Altares

Le commerce (24%), la construction (23%), et l'hébergement et restauration (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2023.

Cette augmentation des ouvertures est notamment portée par la hausse enregistrée sur les secteurs de l'hébergement et restauration (+61%), des services des activités financières et d'assurance (+80%) et de l'industrie (+50%).

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	107	71	80	73	65	(8)	(11%)	3%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	30	9	11	21	16	(5)	(24%)	1%	221	6%	0%
Culture	27	26	28	20	17	(3)	(15%)	1%	606	19%	1%
Élevage	50	36	41	32	32	-	-	2%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	427	269	255	334	468	134	40%	23%	14 112	41%	24%
Bâtiment	353	212	188	281	392	111	40%	19%	11 710	40%	20%
Immobilier	74	57	67	53	76	23	43%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	427	308	229	368	490	122	33%	24%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	75	67	57	88	93	5	6%	5%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	276	184	125	226	331	105	46%	16%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	76	57	47	54	66	12	22%	3%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	175	92	81	132	198	66	50%	10%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	74	27	30	65	106	41	63%	5%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	101	65	51	67	92	25	37%	5%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	35	16	20	19	26	7	37%	1%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	25	13	17	15	19	4	27%	1%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	10	3	3	4	7	3	75%	0%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	51	29	21	48	62	14	29%	3%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	36	18	16	33	48	15	45%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	15	11	5	15	14	(1)	(7%)	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	11	14	10	18	8	80%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	194	104	93	152	168	16	11%	8%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	97	40	47	83	69	(14)	(17%)	3%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	97	64	46	69	99	30	43%	5%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	88	59	47	62	91	29	47%	5%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	12	10	6	9	9	-	-	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	55	40	28	47	70	23	49%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	21	9	13	6	12	6	100%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	289	189	102	202	326	124	61%	16%	7 967	44%	14%
Hébergement	21	17	12	14	22	8	57%	1%	380	36%	1%
Restauration	213	134	69	155	247	92	59%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	55	38	21	33	57	24	73%	3%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	118	57	51	66	106	40	61%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	37	13	13	24	35	11	46%	2%	903	53%	2%
Activités récréatives	42	20	17	23	29	6	26%	1%	922	11%	2%
Enseignement	25	15	12	11	28	17	155%	1%	916	30%	2%
Autres activités	14	9	9	8	14	6	75%	1%	291	29%	1%
Total	1 924	1 205	993	1 466	2 018	552	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altarea

Grille de lectureEn **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Bretagne a augmenté de 34% en 2023, une tendance en ligne avec celle enregistrée au niveau national (+36%). Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- Une hausse généralisée de toutes les procédures collectives ;
- En effet, les procédures de liquidation judiciaire, enregistrant une hausse de 24% et représentant 69% des procédures, sont le principal catalyseur de cette hausse ; et
- Les procédures de redressement judiciaire, représentant 620 procédures soit 29% du nombre total des procédures, augmentent quant à elles de 62%.

La hausse du nombre de procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés (+32%) est en ligne avec le niveau national (35%), cela représente 93% du nombre total de procédures de la région. Les entreprises dont le nombre d'employés est supérieur à 10 ont enregistré une hausse des procédures plus importante que celle du niveau national (+62% vs +43% au niveau national de la tranche 10 à 49 salariés).

Enfin, la hausse observée dans la région est portée notamment dans les départements de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère avec une hausse respectivement de 46% et 34%.

Données clés

Démographie : 3 453 023

(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 27 208 km²

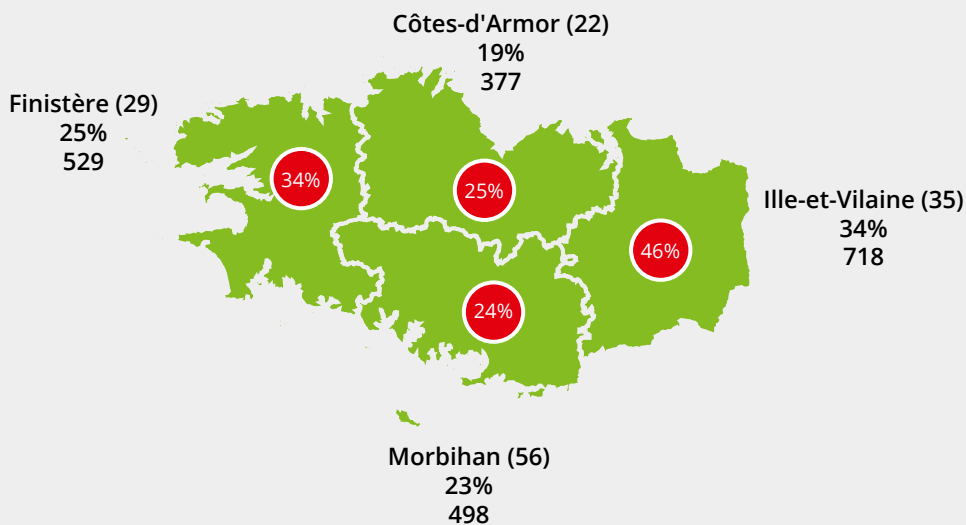
PIB 2022 : 115 184 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 218 312

(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 2 165

Ratio de défaillances : 0,99%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	44	35	26	32	43	11	34%	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	594	309	226	382	620	238	62%	29%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	1 387	952	761	1 207	1 502	295	24%	69%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	1 981	1 261	987	1 589	2 122	533	34%	98%	56 200	36%	97%
Total	2 025	1 296	1 013	1 621	2 165	544	34%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	1 915	1 229	951	1 520	2 003	483	32%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	96	56	57	94	152	58	62%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	14	11	5	7	10	3	43%	0%	420	47%	1%
Total	2 025	1 296	1 013	1 621	2 165	544	34%	100%	57 729	3 461%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SAS ALAIN DECLERCQ	35	1992	31	31,2	RJ	2023-05	49	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
2	L3P	35	2018	5	28,1	RJ	2023-05	107	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
3	LES MAISONS RENNAISES	35	1992	31	23,5	RJ	2023-06	49	Construction de maisons individuelles
4	AR.VAL.	56	2000	23	21,8	RJ	2023-06	60	Installation de machines et équipements mécaniques
5	NEXUS SANTE	35	2009	14	17,1	RJ	2023-12	8	Centrales d'achat non alimentaires
6	PINCEMIN	22	2012	11	13,0	RJ	2023-03	100	Travaux de menuiserie bois et PVC
7	LA GAMBILLE	22	1983	40	11,2	SVG	2023-01	72	Commerce d'alimentation générale
8	STOCK PLUS	35	1996	27	11,7	RJ	2023-05	39	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
9	ACIERIES DE PLOERMEL INDUSTRIE	56	2005	18	7,9	RJ	2023-04	70	Fonderie d'acier
10	SOCIETE NOUVELLE FLORICANE	29	2012	11	7,4	RJ	2023-10	42	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)
Total 2023				21	173			596	
Total 2022				24	116			672	
Var. vs 2022 (%)				(11%)	49%			(11%)	
Var. vs 2022				(3)	57			(76)	

Source : Altares

La construction (22%), le commerce (22%) et le service aux entreprises (12%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

Des tendances différentes sont à souligner :

- Les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire ont enregistré une forte hausse dans les secteurs du service aux particuliers (+69%), des activités financières et

d'assurance (+69%), de la construction (+52%) et des autres activités (+51%).

- *A contrario*, le secteur du transport et de la logistique (-42%), incluant notamment les autres activités de transport (-50%) enregistre une baisse de ces procédures en 2023 par rapport à 2022.



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	126	75	104	87	104	17	20%	5%	1 288	107%	2%
Chasse, pêche, forêt	12	17	12	15	15	-	-	1%	221	106%	0%
Culture	25	11	13	32	33	1	3%	2%	606	119%	1%
Élevage	89	47	79	40	56	16	40%	3%	461	95%	1%
CONSTRUCTION	452	286	206	343	475	132	38%	22%	14 112	141%	24%
Bâtiment	376	236	171	268	396	128	48%	19%	11 710	140%	20%
Immobilier	76	50	35	75	79	4	5%	4%	2 402	143%	4%
COMMERCE	436	253	190	352	471	119	34%	22%	12 408	132%	21%
Commerce & réparation de véhicules	76	38	39	71	76	5	7%	4%	2 359	126%	4%
Commerce de détail	272	176	112	226	331	105	46%	16%	7 645	135%	13%
Commerce de gros	88	39	39	55	64	9	16%	3%	2 404	128%	4%
INDUSTRIE	130	87	81	126	191	65	52%	9%	3 982	129%	7%
Industrie agroalimentaire	62	28	27	61	110	49	80%	5%	1 795	137%	3%
Industrie hors agroalimentaire	68	59	54	65	81	16	25%	4%	2 187	124%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	36	21	27	46	59	13	28%	3%	1 759	144%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	28	17	21	31	53	22	71%	2%	1 198	138%	2%
Autres activités information & communication	8	4	6	15	6	(9)	(60%)	0%	561	160%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	46	31	28	52	30	(22)	(42%)	1%	2 314	131%	4%
Transport routier de marchandises	25	14	21	34	21	(13)	(38%)	1%	1 507	140%	3%
Autres activités de transport	21	17	7	18	9	(9)	(50%)	0%	807	117%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	10	13	13	22	9	69%	1%	666	146%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	242	149	151	216	248	32	15%	12%	7 561	136%	13%
Activités scientifiques et techniques	111	63	58	106	110	4	4%	5%	3 656	136%	6%
Services administratifs aux entreprises	131	86	93	110	138	28	25%	7%	3 905	136%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	76	77	39	69	122	53	77%	6%	2 640	138%	5%
Activités de réparation	10	6	9	9	17	8	89%	1%	257	144%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	49	49	16	50	85	35	70%	4%	1 935	138%	3%
Autres services à la personne	17	22	14	10	20	10	100%	1%	448	137%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	289	198	99	213	291	78	37%	14%	7 967	144%	14%
Hébergement	14	14	10	10	12	2	20%	1%	380	136%	1%
Restauration	194	124	66	149	224	75	50%	11%	6 449	145%	11%
Débites de boissons	81	60	23	54	55	1	2%	3%	1 138	142%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	134	74	49	72	109	37	51%	5%	3 032	129%	5%
Santé humaine & action sociale	37	22	16	19	42	23	121%	2%	903	153%	2%
Activités récréatives	46	22	12	32	31	(1)	(3%)	1%	922	111%	2%
Enseignement	41	26	16	20	22	2	10%	1%	916	130%	2%
Autres activités	10	4	5	1	14	13	1 300%	1%	291	129%	1%
Total	1 981	1 261	987	1 589	2 122	533	34%	100%	57 729	136%	100%

Source : Altarea

Grille de lectureEn **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Centre-Val de Loire a augmenté de 34% par rapport à 2022, en ligne avec le niveau national qui est de 36%.

Cette hausse est expliquée principalement par :

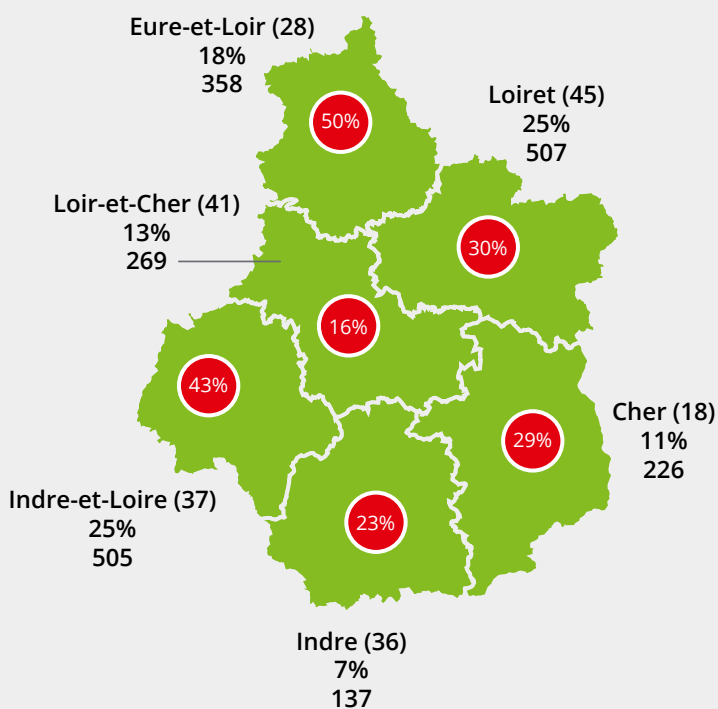
- La hausse du nombre de procédure de liquidation, enregistrant 1 280 procédures en 2023, contre 1 057 en 2022 soit +21% en deçà de la moyenne nationale ; et
- Une plus forte hausse du nombre de procédure de redressement judiciaire que celle constatée au niveau national avec une hausse de 63%, contre 49%.

Cette hausse du nombre de procédures entre 2023 et 2022 se remarque sur les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 94% des procédures de la région et enregistrant une hausse de 34%. La hausse des procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés avec 15 procédures en 2023 par rapport aux 11 procédures en 2022 souligne également cette tendance.

Enfin, cette hausse des ouvertures entre 2023 et 2022 se matérialise également au niveau des départements, notamment ceux de l'Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, et Loiret qui enregistrent les plus fortes hausses (+50%, +43% et +30%).

Données clés

Démographie : 2 573 295
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
 Surface : 39 151 km²
 PIB 2022 : 79 992 M€ (Insee)
 Nombre d'entreprises : 153 722
 (source : Insee 2020)
 Nombre de défaillances : 2 067
 Ratio de défaillances : 1,34%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R/L enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	34	37	29	45	65	20	44%	3%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	583	268	240	442	722	280	63%	35%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	1 129	722	725	1 057	1 280	223	21%	62%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	1 712	990	965	1 499	2 002	503	34%	97%	56 200	36%	97%
Total	1 746	1 027	994	1 544	2 067	523	34%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	1 648	958	942	1 450	1 942	492	34%	94%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	95	64	47	83	110	27	33%	5%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	3	5	5	11	15	4	36%	1%	420	47%	1%
Total	1 746	1 027	994	1 544	2 067	523	34%	100%	57 729	3 639%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	STEVA ORLEANS	45	1995	28	23,9	RJ	2023-10	58	Découpage, emboutissage
2	STAL INDUSTRIE	41	1986	37	16,7	RJ	2023-10	84	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
3	ETS MARCHAND	28	1986	37	13,6	RJ	2023-10	32	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
4	ASSISTANCE MULTI SERVICES PROPRETE	37	1999	24	13,0	SVG	2023-12	239	Nettoyage courant des bâtiments
5	ETABLISSEMENTS RENE TOY ET COMPAGNIE	41	1967	56	9,5	SVG	2023-11	73	Fabrication de machines agricoles et forestières
6	CULTURE MIEL	45	1987	36	6,7	*	2023-05	27	Activités de conditionnement
7	MGP SN	45	2009	14	5,7	RJ	2023-09	43	Mécanique industrielle
8	MARTIN DOW HEALTHCARE	45	2015	8	5,4	LJ	2023-12	40	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques
9	IMPRIMERIE BAUGE	37	1963	60	4,2	RJ	2023-02	39	Autre imprimerie (labeur)
10	TRANSPORT CLAVEAU	41	2006	17	3,3	RJ	2023-12	24	Transports routiers de fret interurbains
Total 2023				32	102			659	
Total 2022				34	66			600	
Var. vs 2022 (%)				(6%)	54%			10%	
Var. vs 2022				(2)	36			59	

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (23%), et l'hébergement et la restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2023.

La hausse du nombre de procédures observée entre 2023 et 2022 s'explique principalement par la forte variation des procédures

de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire dans les secteurs des activités financières et de l'assurance, du transport et logistique et des autres activités enregistrant respectivement +78%, +57% et +51% de variation.



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	48	49	59	58	64	6	10%	3%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	9	12	15	19	18	(1)	(5%)	1%	221	6%	0%
Culture	23	21	25	18	26	8	44%	1%	606	19%	1%
Élevage	16	16	19	21	20	(1)	(5%)	1%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	435	245	251	347	494	147	42%	25%	14 112	41%	24%
Bâtiment	367	202	213	298	423	125	42%	21%	11 710	40%	20%
Immobilier	68	43	38	49	71	22	45%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	385	233	224	355	455	100	28%	23%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	86	47	55	86	101	15	17%	5%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	230	143	126	225	293	68	30%	15%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	69	43	43	44	61	17	39%	3%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	131	74	80	106	158	52	49%	8%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	59	30	26	43	81	38	88%	4%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	72	44	54	63	77	14	22%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	26	15	29	27	32	5	19%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	19	12	20	22	24	2	9%	1%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	7	3	9	5	8	3	60%	0%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	54	30	33	47	74	27	57%	4%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	40	20	23	35	52	17	49%	3%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	14	10	10	12	22	10	83%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	12	6	8	18	32	14	78%	2%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	162	116	107	156	211	55	35%	11%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	77	51	49	76	114	38	50%	6%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	85	65	58	80	97	17	21%	5%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	64	50	33	70	91	21	30%	5%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	9	4	7	5	2	(3)	(60%)	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	43	35	23	50	73	23	46%	4%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	12	11	3	15	16	1	7%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	263	115	94	243	282	39	16%	14%	7 967	44%	14%
Hébergement	17	16	5	13	7	(6)	(46%)	0%	380	36%	1%
Restauration	193	71	69	188	216	28	15%	11%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	53	28	20	42	59	17	40%	3%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	132	57	47	72	109	37	51%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	36	9	7	16	37	21	131%	2%	903	53%	2%
Activités récréatives	42	16	19	35	30	(5)	(14%)	1%	922	11%	2%
Enseignement	48	29	15	17	37	20	118%	2%	916	30%	2%
Autres activités	6	3	6	4	5	1	25%	0%	291	29%	1%
Total	1 712	990	965	1 499	2 002	503	34%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Corse a augmenté plus fortement qu'au niveau national avec +58% de procédures en 2022, contre +36% au niveau national. Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- La hausse (+109% soit +69 procédures) du nombre de redressements judiciaires ouverts en 2023, comparée à la hausse nationale de 49% ; et
- Les neuf procédures de sauvegarde enregistrées en 2023 soit (10% par rapport à 2022 (contre 36% au niveau national)). Cette tendance est compensée par,
- L'augmentation des procédures de liquidation judiciaire de 45%, supérieur à la moyenne nationale qui est de 31%

La hausse des ouvertures de procédures en 2023 concerne toutes les tailles d'entreprises. Les entreprises de moins de 10 salariés ont enregistré une forte hausse avec 60% de procédures en plus soit +131 procédures. Les entreprises dont le nombre de salarié est compris entre 10 et 49 ont enregistré une hausse de 38% avec 29 procédures en 2023, contre 21 en 2022. À noter que les entreprises ayant plus de 50 salariés représentent une part infime du spectre des procédures collectives en Corse.

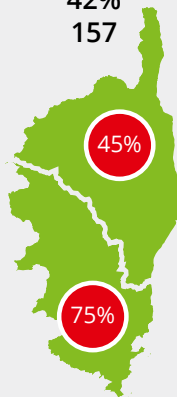
Enfin, la hausse des défaillances observée dans la région en 2023 est hétérogène avec une augmentation des procédures de 75% en Corse du Sud vs 45% en Haute-Corse.

Données clés

Démographie : 355 518
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
Surface : 8 722 km²
PIB 2022 : 10 304 M€ (Insee)
Nombre d'entreprises : 43 668
 (source : Insee 2020)
Nombre de défaillances : 383
Ratio de défaillances : 0,88%

Haute-Corse (2B)

42%
157



Corse-du-Sud (2A)

58%
217

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
 Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	1	6	-	10	9	(1)	(10%)	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	217	91	33	69	138	69	100%	36%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	186	115	113	163	236	73	45%	62%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	403	206	146	232	374	142	61%	98%	56 200	36%	97%
Total	404	212	146	242	383	141	58%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	386	202	139	220	351	131	60%	92%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	17	9	7	21	29	8	38%	8%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	1	1	-	1	3	2	200%	1%	420	47%	1%
Total	404	212	146	242	383	141	58%	100%	57 729	23 755%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SARL NETTOYAGE INSULAIRE	2B	1987	36	6,6	*	2023-07	250	Nettoyage courant des bâtiments
2	COMPAGNIE GENERALE D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE	2A	2010	13	5,3	RJ	2023-06	4	Commerce de gros d'équipements automobiles
3	BAT CONCEPT	2A	1999	24	2,3	LJ	2023-05	29	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
4	LA PLAGE D'ARGENT	2A	2013	10	2,1	RJ	2023-01	6	Restauration traditionnelle
5	ZAPPITI AV	2A	2021	2	1,5	LJ	2023-01	10	Programmation informatique
6	KYRNOS PISCINES	2A	2010	13	1,5	RJ	2023-11	10	Autres travaux spécialisés de construction
7	SOCIETE D EXPLOITATION LE GOLFE	2A	2005	18	1,1	RJ	2023-07	7	Hôtels et hébergement similaire
8	DELTA LUX COMPANY	2A	2017	6	1,1	SVG	2023-06	6	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
9	PROELEC 2A	2A	2017	6	0,9	LJ	2023-10	3	Construction de maisons individuelles
10	CORSANIM	2B	1995	28	0,8	**	2023-11	50	Restauration de type rapide
Total 2023				16	23			375	
Total 2022				20	33			449	
Var. vs 2022 (%)				(20%)	(30%)			(16%)	
Var. vs 2022				(4)	(10)			(74)	

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire

** Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Source : Altares

La construction (33%), l'hébergement et la restauration (21%) et le commerce (18%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures. Certains secteurs enregistrent une hausse importante du nombre d'ouverture par rapport au niveau national, notamment les secteurs de l'information et communication et de l'hébergement et restauration qui ont enregistré respectivement une hausse de 400% et 111% des procédures comparée au 44% de hausse au

niveau national ainsi que le service aux entreprises et la construction (respectivement plus de 16 et 45 procédures de plus en 2023 soit environ +62% et +58%).

Compte tenu du nombre de procédures peu significatif dans les autres secteurs de la région Corse, les variations peuvent être parfois importantes, mais ne traduisent pas une dynamique de secteur.



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	4	7	2	2	6	4	200%	2%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	1	-	-	2	1	(1)	(50%)	0%	221	6%	0%
Culture	1	5	2	-	2	2	[]	1%	606	19%	1%
Élevage	2	2	-	-	3	3	[]	1%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	112	50	43	77	122	45	58%	33%	14 112	41%	24%
Bâtiment	94	39	29	56	110	54	96%	29%	11 710	40%	20%
Immobilier	18	11	14	21	12	(9)	(43%)	3%	2 402	43%	4%
COMMERCE	70	44	33	42	66	24	57%	18%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	13	4	4	4	10	6	150%	3%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	50	31	24	31	42	11	35%	11%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	7	9	5	7	14	7	100%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	35	12	7	21	22	1	5%	6%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	17	4	5	14	11	(3)	(21%)	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	18	8	2	7	11	4	57%	3%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	5	4	1	1	5	4	400%	1%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	2	1	1	1	2	1	100%	1%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	3	3	-	-	3	3	[]	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	8	2	2	4	5	1	25%	1%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	3	1	1	2	1	(1)	(50%)	0%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	5	1	1	2	4	2	100%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	2	1	-	-	-	-	[]	-	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	40	19	17	26	42	16	62%	11%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	14	9	10	11	16	5	45%	4%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	26	10	7	15	26	11	73%	7%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	16	6	6	9	12	3	33%	3%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	3	-	4	-	2	2	[]	1%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	12	5	2	7	6	(1)	(14%)	2%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	1	1	-	2	4	2	100%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	84	45	25	37	78	41	111%	21%	7 967	44%	14%
Hébergement	6	6	3	1	4	3	300%	1%	380	36%	1%
Restauration	72	37	18	31	66	35	113%	18%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	6	2	4	5	8	3	60%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	27	16	10	13	16	3	23%	4%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	14	4	4	5	3	(2)	(40%)	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	5	11	3	3	10	7	233%	3%	922	11%	2%
Enseignement	3	1	1	2	2	-	-	1%	916	30%	2%
Autres activités	5	-	2	3	1	(2)	(67%)	0%	291	29%	1%
Total	403	206	146	232	374	142	61%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Grand Est a augmenté de 34% en 2023, une hausse légèrement inférieure à celle du niveau national (+36%). Cette hausse des ouvertures s'explique principalement par la hausse du nombre de liquidations judiciaires, représentant près de 72% des procédures de la région, et enregistrant une hausse de 34%, supérieure de 3 points par rapport à la hausse du niveau national. Les procédures de sauvegarde enregistrent quant à elles une hausse de 4%, contre 36% à l'échelle nationale et les redressements judiciaires, représentant 26% des procédures enregistrent une hausse de 39%, contre 49% au niveau national.

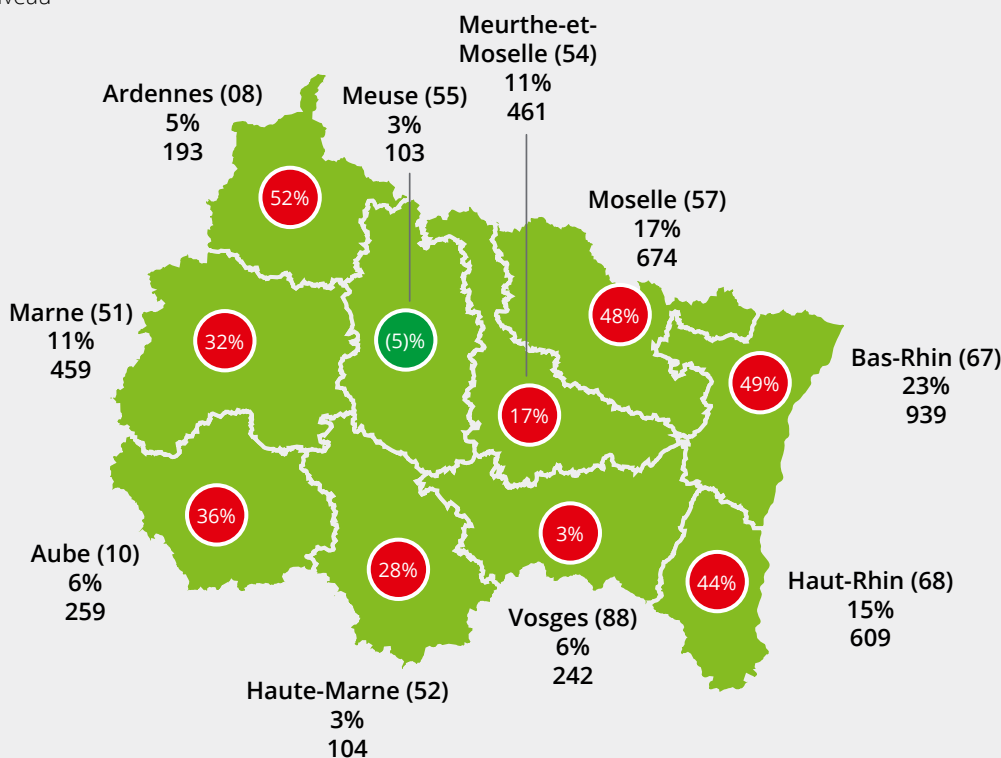
Au regard de la taille des entreprises, les entreprises de moins de 10 salariés (93% des défaillances de la région), enregistrent une hausse de 35% comme au niveau national.

À noter toutefois une dynamique particulière dans cette région sur les entreprises dont le nombre de salariés est supérieur à 10. En effet, les procédures concernant les entreprises entre 10 et 49 salariés ont augmenté de près de 25% alors qu'elles ont augmenté de 43% au niveau national. Enfin les entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de 22%, contre 47% au niveau national.

La hausse des défaillances observée dans la région en 2023 est concentrée dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin qui représentent 55% des procédures de la région.

Données clés

- Démographie : 5 568 711
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
- Surface : 57 433 km²
- PIB 2022 : 178 925 M€ *(Insee)*
- Nombre d'entreprise : 350 585
(source : Insee 2020)
- Nombre de défaillances : 4 125
- Ratio de défaillances : 1,18%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	75	65	56	79	82	3	4%	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	1 202	562	460	757	1 056	299	39%	26%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	2 774	1 751	1 517	2 232	2 987	755	34%	72%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	3 976	2 313	1 977	2 989	4 043	1 054	35%	98%	56 200	36%	97%
Total	4 051	2 378	2 033	3 068	4 125	1 057	34%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	3 817	2 277	1 921	2 835	3 834	999	35%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	209	88	104	215	269	54	25%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	25	13	8	18	22	4	22%	1%	420	47%	1%
Total	4 051	2 378	2 033	3 068	4 125	1 057	34%	100%	57 729	1 782%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SITEK INSULATION	67	2014	9	22,3	RJ	2023-07	118	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.
2	PARFUMERIE ET CHIMIE	51	1962	61	18,9	RJ	2023-08	93	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
3	JV2R	67	2001	22	10,2	SVG	2023-08	44	Vente à distance sur catalogue spécialisé
4	CHOPIN	51	2004	19	11,7	RJ	2023-09	6	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
5	C E P	57	1994	29	11,6	RJ	2023-01	50	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
6	RIDORAIL	10	1957	66	11,6	RJ	2023-06	32	Commerce de gros (commerce interentreprises) de quincaillerie
7	HERVE ET PHILIPPE SCHNEIDER DISTRIBUTION	67	2000	23	9,3	LJ	2023-08	20	Commerce de gros d'équipements automobiles
8	RAON CIRCULAR REGENERATION	88	2018	5	8,3	RJ	2023-02	32	Fabrication de papier et de carton
9	URBAVENIR TPS	54	2013	10	7,9	LJ	2023-05	34	Travaux de démolition
10	TRIAUX SARL	67	1970	53	6,9	LJ	2023-07	18	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication
Total 2023				30	119			447	
Total 2022				21	195			1 039	
Var. vs 2022 (%)				41%	(39%)			(57%)	
Var. vs 2022				9	(77)			(592)	

Source : Altares

La construction (24%), le commerce (23%) et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2023.

Certains secteurs comme l'information et la communication, le service aux entreprises, le service aux particuliers, l'hébergement et la restauration et les autres activités enregistrent une augmentation plus importante que celle enregistrée au niveau national.

Le secteur de l'information et de la communication est le plus touché avec une hausse de 68% (+40 procédures) suivi par celui du commerce avec une augmentation de 32% (+227 procédures), puis le secteur de l'hébergement et la restauration avec une hausse de 49% (+200 procédures).



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	100	54	65	75	80	5	7%	2%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	37	15	23	33	23	(10)	(30%)	1%	221	6%	0%
Culture	38	22	28	22	39	17	77%	1%	606	19%	1%
Élevage	25	17	14	20	18	(2)	(10%)	0%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	967	557	512	716	966	250	35%	24%	14 112	41%	24%
Bâtiment	787	428	400	579	789	210	36%	20%	11 710	40%	20%
Immobilier	180	129	112	137	177	40	29%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	967	568	479	715	942	227	32%	23%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	206	135	123	158	206	48	30%	5%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	577	322	252	422	575	153	36%	14%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	184	111	104	135	161	26	19%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	303	187	153	261	303	42	16%	7%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	122	82	42	116	128	12	10%	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	181	105	111	145	175	30	21%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	46	47	43	59	99	40	68%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	33	30	32	39	78	39	100%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	13	17	11	20	21	1	5%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	137	73	65	120	128	8	7%	3%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	90	44	42	83	89	6	7%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	47	29	23	37	39	2	5%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	25	17	17	30	38	8	27%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	437	260	264	303	448	145	48%	11%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	214	125	134	153	206	53	35%	5%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	223	135	130	150	242	92	61%	6%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	183	109	93	145	220	75	52%	5%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	16	10	6	10	19	9	90%	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	135	74	67	114	169	55	48%	4%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	32	25	20	21	32	11	52%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	601	304	188	406	606	200	49%	15%	7 967	44%	14%
Hébergement	22	19	12	22	31	9	41%	1%	380	36%	1%
Restauration	477	244	142	328	489	161	49%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	102	41	34	56	86	30	54%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	210	137	98	159	213	54	34%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	66	35	24	34	59	25	74%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	53	40	31	53	61	8	15%	2%	922	11%	2%
Enseignement	62	44	34	56	60	4	7%	1%	916	30%	2%
Autres activités	29	18	9	16	33	17	106%	1%	291	29%	1%
Total	3 976	2 313	1 977	2 989	4 043	1 054	35%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Hauts-de-France a augmenté de 26% en 2023, une tendance haussière moins importante que celle enregistrée au niveau national (+36%). Cette tendance provient principalement de la hausse de 43% des procédures de redressement judiciaire et de la hausse de 21% des procédures de liquidation judiciaire. Ces deux procédures représentent 98% des procédures collectives de la région et près de 97% au niveau national.

Il est important de noter également la hausse du nombre de procédure de sauvegarde de 26 procédures sur la région soit une hausse de 37% en ligne avec la hausse de 36% enregistrée au niveau national.

De plus, dans la région Hauts-de-France, l'augmentation du nombre de procédures impacte principalement les entreprises de moins de 10 salariés avec une hausse de 26%, contre 35% au niveau national. Toutefois, une tendance différente à celle observée au niveau national est constatée sur les entreprises de plus de 10 salariés. En effet, les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont enregistré une hausse des procédures de près de 25%, contre 43% au niveau national. Les procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés ont enregistré une hausse de 8%, contre 47% au niveau national.

Enfin, la part des défaillances observée dans la région en 2023 est concentrée dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui représentent près de 74% des procédures de la région. Les départements de la Somme et de l'Oise ont toutefois enregistré de fortes hausses également de 34% pour les deux.

Données clés

Démographie : 5 983 823
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

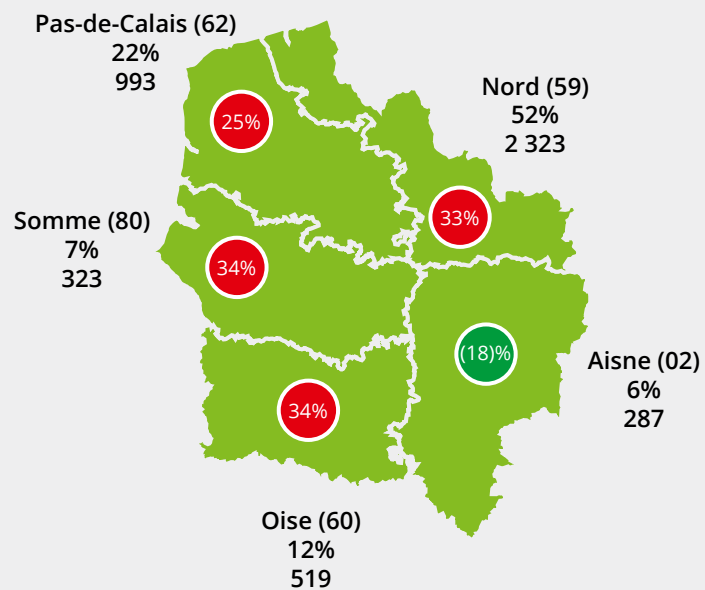
Surface : 31 813 km²

PIB 2022 : 185 472 (Insee)

Nombre d'entreprises : 334 545
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 4 542

Ratio de défaillances : 1,36%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	47	45	48	71	97	26	37%	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	1 212	632	458	804	1 153	349	43%	25%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	2 671	1 747	1 526	2 723	3 292	569	21%	72%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	3 883	2 379	1 984	3 527	4 445	918	26%	98%	56 200	36%	97%
Total	3 930	2 424	2 032	3 598	4 542	944	26%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	3 702	2 260	1 866	3 333	4 215	882	26%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	196	143	147	239	299	60	25%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	32	21	19	26	28	2	8%	1%	420	47%	1%
Total	3 930	2 424	2 032	3 598	4 542	944	26%	100%	57 729	1 504%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	MG-VALDUNES	59	2014	9	75,3	RJ	2023-11	373	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
2	SAS CITY GC	59	2018	5	35,7	RJ	2023-01	1	Construction d'autres bâtiments
3	ETS JEAN NICOLAS DUCATILLON	59	1997	26	26,1	RJ	2023-01	50	Vente à distance sur catalogue spécialisé
4	FM TRADE	59	2017	6	24,6	LJ	2023-02	3	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
5	SOURCING PROJECT	60	2017	6	20,1	RJ	2023-10	31	Fabrication de vêtements de dessus
6	USINAGE DE COMPIEGNE SAS	60	2004	19	17,9	SVG	2023-12	46	Mécanique industrielle
7	PHARMATICA	59	2014	9	17,8	SVG	2023-04	10	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
8	AEI AEI LAMBLIN	59	1972	51	16,5	RJ	2023-10	92	Construction de routes et autoroutes
9	NIPPON PIECES SERVICES	59	1993	30	15,1	RJ	2023-03	40	Commerce de gros d'équipements automobiles
10	ETABLISSEMENTS J HUWER ASSAINISSEMENT	62	1968	55	13,8	*	2023-11	50	Fabrication de carrosseries et remorques
Total 2023				22	263			696	
Total 2022				21	281			1 187	
Var. vs 2022 (%)				5%	(6%)			(41%)	
Var. vs 2022				1	(18)			(491)	

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Source : Altares

La construction (24%), le commerce (23%) et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures en 2023.

Tous les secteurs ont enregistré des augmentations fortes exceptée l'agriculture avec un niveau en baisse de -17%.

L'augmentation du nombre d'ouverture de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire est en forte hausse pour les secteurs suivants : l'information et la communication (+76%) et les activités financières et d'assurance (+43%).



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	51	38	39	69	57	(12)	(17%)	1%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	10	9	14	13	8	(5)	(38%)	0%	221	6%	0%
Culture	18	9	13	31	18	(13)	(42%)	0%	606	19%	1%
Élevage	23	20	12	25	31	6	24%	1%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	910	550	523	830	1 074	244	29%	24%	14 112	41%	24%
Bâtiment	761	465	424	725	935	210	29%	21%	11 710	40%	20%
Immobilier	149	85	99	105	139	34	32%	3%	2 402	43%	4%
COMMERCE	937	550	486	862	1 036	174	20%	23%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	189	130	130	167	199	32	19%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	568	332	267	549	655	106	19%	15%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	180	88	89	146	182	36	25%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	285	168	146	238	310	72	30%	7%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	122	64	53	118	139	21	18%	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	163	104	93	120	171	51	43%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	57	45	39	62	109	47	76%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	43	33	35	43	73	30	70%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	14	12	4	19	36	17	89%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	145	105	74	121	155	34	28%	3%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	83	66	39	83	110	27	33%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	62	39	35	38	45	7	18%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	25	22	22	40	57	17	43%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	424	307	244	374	478	104	28%	11%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	188	127	119	169	226	57	34%	5%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	236	180	125	205	252	47	23%	6%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	218	132	99	203	231	28	14%	5%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	21	10	7	11	19	8	73%	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	148	92	73	164	181	17	10%	4%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	49	30	19	28	31	3	11%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	569	307	200	534	683	149	28%	15%	7 967	44%	14%
Hébergement	16	16	13	11	14	3	27%	0%	380	36%	1%
Restauration	424	239	149	426	537	111	26%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	129	52	38	97	132	35	36%	3%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	262	155	112	194	255	61	31%	6%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	86	32	26	58	78	20	34%	2%	903	53%	2%
Activités récréatives	70	56	37	58	85	27	47%	2%	922	11%	2%
Enseignement	79	49	34	60	75	15	25%	2%	916	30%	2%
Autres activités	27	18	15	18	17	(1)	(6%)	0%	291	29%	1%
Total	3 883	2 379	1 984	3 527	4 445	918	26%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Île-de-France a augmenté de 38% en 2023, une hausse en ligne avec le niveau national (+36%). Cette évolution s'explique par :

- La hausse de 38% des procédures de redressement Judiciaire et de liquidation judiciaire, représentant 98% des procédures de la région. Au niveau national, le nombre de ces procédures a augmenté de 36%.
- À noter que les procédures de sauvegarde ont augmenté dans une proportion plus importante que celle enregistrée au niveau national avec 74% de hausse des procédures de sauvegarde, contre 36% au niveau national. Ces procédures représentent seulement 2% des procédures de la région.

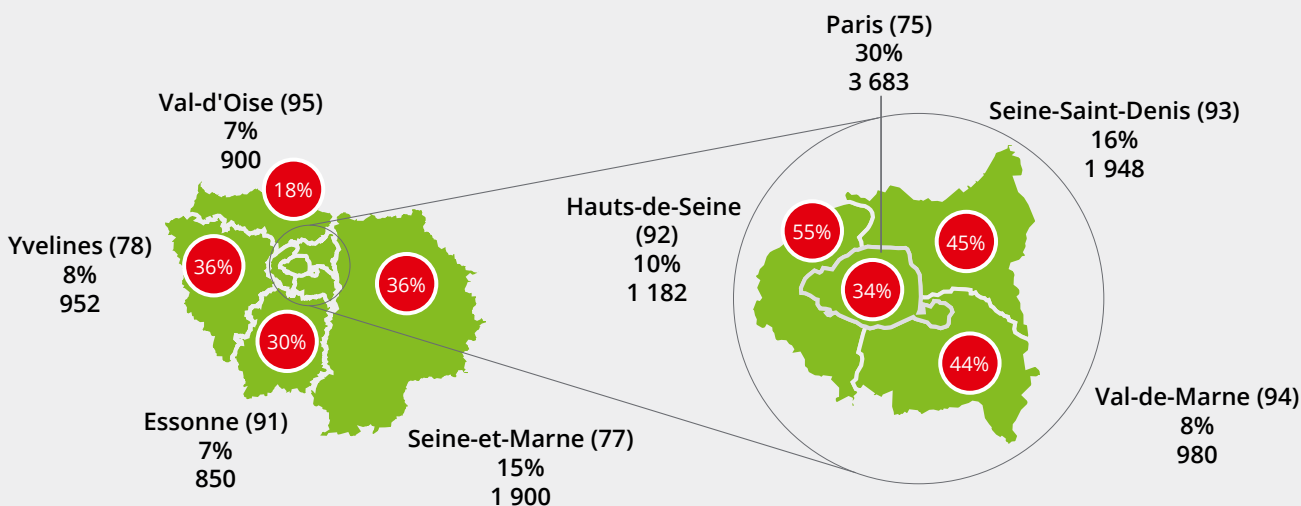
Concernant la typologie des entreprises dans la région Île-de-France, celles comprises entre 10 salariés et 49 salariés ont enregistré une plus forte augmentation des procédures que le niveau observé au niveau national avec 48%, contre 43% au niveau national. Les procédures concernant les entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de 62%, contre 47% au niveau national. Les entreprises de moins de 10 salariés, représentant 89% des procédures, ont augmenté de 36%, contre 35% au niveau national, expliquant donc principalement la tendance régionale.

Les défaillances observées dans la région concernant principalement Paris, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, représentent 61% des procédures.

Données clés

- Démographie : 12 419 961
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
- Surface : 12 012 km²
- PIB 2022 : 782 639 M€ *(Insee)*
- Nombre d'entreprises : 1 449 332
(source : Insee 2020)
- Nombre de défaillances : 12 653
- Ratio de défaillances : 0,87%

Le département des Hauts-de-Seine a enregistré une forte hausse de 55% des procédures alors que le département du Val-d'Oise enregistre la plus faible augmentation avec 18%.



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	116	126	92	149	260	111	74%	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	2 348	1 177	995	1 657	2 357	700	42%	19%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	9 044	6 176	5 709	7 391	10 036	2 645	36%	79%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	11 392	7 353	6 704	9 048	12 393	3 345	37%	98%	56 200	36%	97%
Total	11 508	7 479	6 796	9 197	12 653	3 456	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	10 631	6 783	6 249	8 275	11 277	3 002	36%	89%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	800	598	487	837	1 238	401	48%	10%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	77	98	60	85	138	53	62%	1%	420	47%	1%
Total	11 508	7 479	6 796	9 197	12 653	3 456	38%	100%	57 729	528%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ORPEA	92	1995	28	1 026,7	SVG Acc.	2023-03	12 041	Hébergement médicalisé pour personnes âgées
2	YANG TECHNOLOGY SAS	92	2018	5	272,7	LJ	2023-08	69	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication
3	MONOPRIX	92	1955	68	213,5	SVG Acc.	2023-10	1 050	Activités des sièges sociaux
4	STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	93	1986	37	208,6	RJ	2023-06	1 151	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
5	NEW NAF NAF	93	2020	3	141,4	RJ	2023-09	797	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
6	RESIDE ETUDES SENIORS	77	2013	10	140,3	SVG	2023-12	1 471	Location de logements
7	RESIDENCES SERVICES GESTION	75	1996	27	139,2	SVG	2023-12	-	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
8	RESIDE ETUDES APPARTHOTELS	75	2006	17	133,3	SVG	2023-12	-	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
9	ATELIER DES COMPAGNONS	93	1985	38	93,7	RJ	2023-06	264	Construction d'autres bâtiments
10	DU PAREIL AU MEME	93	1982	41	92,6	RJ	2023-06	691	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Total 2023				27	2 462			17 534	
Total 2022				31	568			2 421	
Var. vs 2022 (%)				(13%)	333%			624%	
Var. vs 2022				(4)	1 894			15 113	

Source : Altares

La construction (25%), le commerce (19%) et les services aux entreprises (17%) sont les secteurs les plus impactés par les procédures en 2023. La région connaît une hausse de 37% des procédures de redressement et de liquidation judiciaire, un niveau en ligne avec le niveau national (+36%).

Seuls les secteurs de l'hébergement et restauration (+53%, contre 44%), de la construction (+45%, contre 41%), du commerce (+36%, contre 32%), et des autres activités (+40%, contre 29%) enregistrent des hausses plus importantes que celles enregistrées au niveau national.



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	18	16	18	36	27	(9)	(25%)	0%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	5	7	5	19	10	(9)	(47%)	0%	221	6%	0%
Culture	6	6	5	12	12	-	-	0%	606	19%	1%
Élevage	7	3	8	5	5	-	-	0%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	3 056	1 624	1 742	2 168	3 140	972	45%	25%	14 112	41%	24%
Bâtiment	2 766	1 442	1 467	1 869	2 662	793	42%	21%	11 710	40%	20%
Immobilier	290	182	275	299	478	179	60%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	2 265	1 515	1 329	1 773	2 404	631	36%	19%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	356	223	255	342	446	104	30%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	1 108	779	639	911	1 207	296	32%	10%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	801	513	435	520	751	231	44%	6%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	498	350	302	420	498	78	19%	4%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	164	90	80	133	194	61	46%	2%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	334	260	222	287	304	17	6%	2%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	578	412	346	498	701	203	41%	6%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	328	258	232	337	430	93	28%	3%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	250	154	114	161	271	110	68%	2%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	897	513	531	677	879	202	30%	7%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	430	238	260	347	497	150	43%	4%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	467	275	271	330	382	52	16%	3%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	83	65	63	98	142	44	45%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 877	1 361	1 245	1 574	2 056	482	31%	17%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	965	717	641	848	1 123	275	32%	9%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	912	644	604	726	933	207	29%	8%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	425	277	275	422	492	70	17%	4%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	41	29	34	38	42	4	11%	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	308	188	185	302	355	53	18%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	76	60	56	82	95	13	16%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	1 097	806	546	922	1 413	491	53%	11%	7 967	44%	14%
Hébergement	35	37	26	26	19	(7)	(27%)	0%	380	36%	1%
Restauration	965	705	465	825	1 299	474	57%	10%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	97	64	55	71	95	24	34%	1%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	598	414	307	460	643	183	40%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	133	80	60	87	166	79	91%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	175	127	103	163	207	44	27%	2%	922	11%	2%
Enseignement	229	138	109	161	217	56	35%	2%	916	30%	2%
Autres activités	61	69	35	49	53	4	8%	0%	291	29%	1%
Total	11 392	7 353	6 704	9 048	12 395	3 347	37%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altarea

Grille de lectureEn **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Normandie a augmenté de 32% en 2023, une hausse moins importante que celle enregistrée au niveau national (+36%). Cette tendance résulte d'une hausse importante de près de 34% des procédures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire, représentant 96% des procédures de la région, influençant donc la tendance générale.

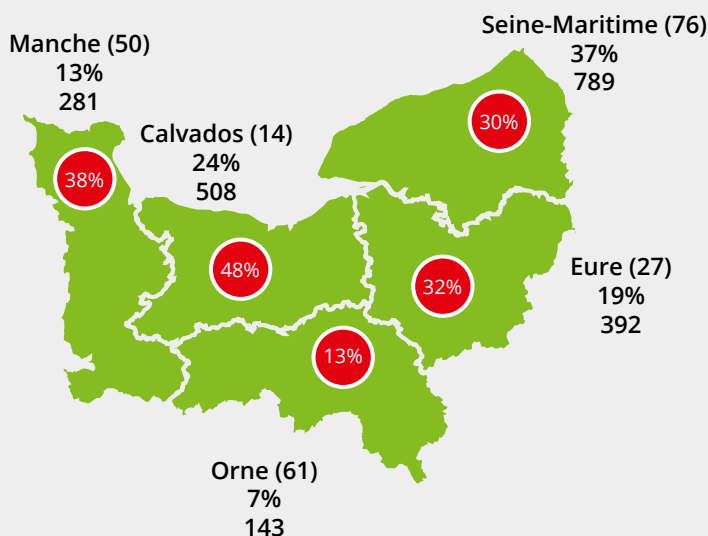
À noter une stabilité des procédures de sauvegarde par rapport à 2022 (63 procédures en 2023 et 2022).

En Normandie, le nombre de procédures ouvertes par des entreprises de moins de 50 salariés, représentant la grande majorité des procédures (99%), augmente de 33%. Cette augmentation est moins marquée que celle observée au niveau national. Dans le détail, il est constaté une augmentation de 34% des procédures pour les entreprises de moins de 10 salariés et 18% pour lesquelles le nombre de salariés est compris entre 10 et 49. Étant donné le nombre très faible d'entreprises en défaillances ayant plus de 50 salariés dans cette région (12), il est difficile de commenter la tendance.

En 2023, le département de l'Orne a enregistré la hausse la plus faible à hauteur de 13%, tandis que le département du Calvados a enregistré la hausse la plus importante +48%.

Données clés

- Démographie : 3 327 077
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
- Surface : 29 906 km²
- PIB 2022 : 107 192 M€ *(Insee)*
- Nombre d'entreprises : 201 207
(source : Insee 2020)
- Nombre de défaillances : 2 176
- Ratio de défaillances : 1,08%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R et L enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	36	34	35	63	63	-	-	3%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	709	348	227	411	527	116	28%	24%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	1 412	985	737	1 169	1 586	417	36%	73%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	2 121	1 333	964	1 580	2 113	533	34%	97%	56 200	36%	97%
Total	2 157	1 367	999	1 643	2 176	533	32%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	2 026	1 277	933	1 505	2 016	511	34%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	118	84	60	125	148	23	18%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	13	6	6	13	12	(1)	(8%)	1%	420	47%	1%
Total	2 157	1 367	999	1 643	2 176	533	32%	100%	57 729	3 414%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ETABLISSEMENTS POULINGUE	27	1967	56	48,8	RJ	2023-12	211	Travaux de charpente
2	AVENEL SAS	76	1967	56	41,7	RJ	2023-10	320	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
3	DE BIASIO	27	1983	40	13,6	RJ	2023-06	24	Construction d'autres bâtiments
4	COMPAGNIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS ET DE TRANSPORTS	76	1989	34	12,9	LJ	2023-04	65	Entreposage et stockage non frigorifique
5	GRAPH 2000	61	2010	13	10,1	*	2023-01	50	Autre imprimerie (labeur)
6	SA POLYCLINIQUE DE LA MANCHE	50	1961	62	9,4	RJ	2023-12	96	Activités hospitalières
7	N.M.A. GESTION	76	1999	24	9,0	RJ	2023-10	37	Activités des sociétés holding
8	DUCASTEL	76	1993	30	7,2	*	2023-11	68	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
9	NORMANDIE MER	76	2013	10	6,2	RJ	2023-01	26	Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques
10	AC2F NORMANDIE	76	2005	18	6,0	RJ	2023-10	30	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
Total 2023				34	165			927	
Total 2022				24	209			1 051	
Var. vs 2022 (%)				41%	(21%)			(12%)	
Var. vs 2022				10	(44)			(124)	

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Source : Altares

Le commerce (23%), la construction (25%), l'hébergement et restauration (14%) et les services aux entreprises (10%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire en 2023.

Compte tenu de la tendance haussière plus importante que celle observée au niveau national, tous les secteurs activités

enregistrent une évolution du nombre d'entreprises défaillantes. Certains secteurs ont connu une évolution supérieure à celle enregistrée au niveau national notamment la construction (56% vs 41% au niveau national), l'information et la communication (57% vs 44%), l'agriculture (13% vs 7%), les services aux particuliers (43% vs 38%), et l'hébergement et restauration (47% vs 44%).

RÉGION
NORMANDIE

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	63	69	74	61	69	8	13%	3%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	14	7	11	6	16	10	167%	1%	221	6%	0%
Culture	14	8	10	16	19	3	19%	1%	606	19%	1%
Élevage	35	54	53	39	34	(5)	(13%)	2%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	472	322	244	340	532	192	56%	25%	14 112	41%	24%
Bâtiment	393	262	188	291	435	144	49%	21%	11 710	40%	20%
Immobilier	79	60	56	49	97	48	98%	5%	2 402	43%	4%
COMMERCE	505	297	202	381	494	113	30%	23%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	80	59	52	80	97	17	21%	5%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	341	187	117	247	347	100	40%	16%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	84	51	33	54	50	(4)	(7%)	2%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	161	105	75	137	154	17	12%	7%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	84	42	25	66	82	16	24%	4%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	77	63	50	71	72	1	1%	3%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	34	31	25	30	47	17	57%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	22	22	19	25	41	16	64%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	12	9	6	5	6	1	20%	0%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	68	42	38	67	83	16	24%	4%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	46	27	22	45	66	21	47%	3%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	22	15	16	22	17	(5)	(23%)	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	15	10	7	17	25	8	47%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	215	145	110	189	209	20	11%	10%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	103	67	60	79	94	15	19%	4%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	112	78	50	110	115	5	5%	5%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	98	56	33	82	117	35	43%	6%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	13	6	5	12	15	3	25%	1%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	68	48	27	60	77	17	28%	4%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	17	2	1	10	25	15	150%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	353	181	103	202	296	94	47%	14%	7 967	44%	14%
Hébergement	15	11	10	7	13	6	86%	1%	380	36%	1%
Restauration	264	128	72	161	226	65	40%	11%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	74	42	21	34	57	23	68%	3%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	137	75	53	74	87	13	18%	4%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	36	23	7	13	24	11	85%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	39	25	25	34	27	(7)	(21%)	1%	922	11%	2%
Enseignement	40	19	19	18	26	8	44%	1%	916	30%	2%
Autres activités	22	8	2	9	10	1	11%	0%	291	29%	1%
Total	2 121	1 333	964	1 580	2 113	533	34%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures collectives en région Nouvelle-Aquitaine a augmenté de 38% en 2023, en ligne avec le niveau national (+36%). Cette tendance observée résulte de :

- La hausse de 37% du nombre de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires. Cette hausse résulte des variations suivantes :
 - les procédures de liquidation judiciaire ouvertes, représentant près de 68% des procédures de la région, ont augmenté de 35%, un niveau légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+31%) ;
 - cette tendance est accentuée par la forte hausse du nombre de procédures de redressement judiciaire ouvertes (représentant 27% des procédures de la région) de 42%, contre 49% au niveau national.
- La hausse de 59% des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 133 procédures à 211 procédures en 2023, est à un niveau supérieur au niveau national.

Cette hausse se reflète également sur toutes les typologies d'entreprises. Les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 93% des procédures, ont augmenté de 37%, contre 35% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de 42%, contre 43% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 65%, contre 47% au niveau national.

Concernant les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, la totalité enregistre une tendance à la hausse. À noter que les départements du Lot-et-Garonne (+17%), de la Creuse (+22%), de la Charente (+24%), de la Charente-Maritime (+25%) sont en dessous du niveau national.

Données clés

Démographie : 6 154 772
 (source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

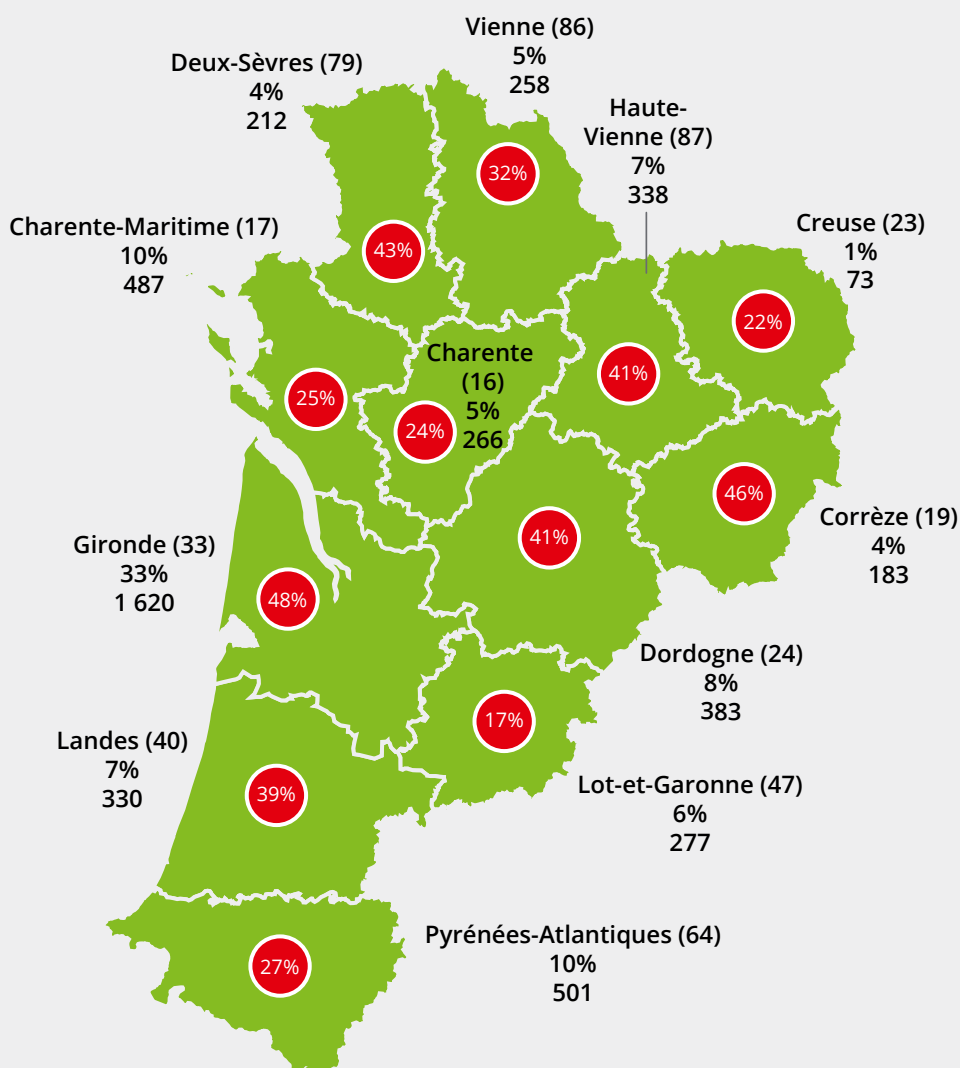
Surface : 84 036 km²

PIB 2022 : 199 575 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 484 684
 (source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 5 139

Ratio de défaillances : 1,06%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altarea



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	121	99	89	133	211	78	59%	4%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	1 541	766	569	996	1 410	414	42%	27%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	2 769	1 839	1 731	2 607	3 518	911	35%	68%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	4 310	2 605	2 300	3 603	4 928	1 325	37%	96%	56 200	36%	97%
Total	4 431	2 704	2 389	3 736	5 139	1 403	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	4 224	2 537	2 262	3 470	4 757	1 287	37%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	184	142	116	246	349	103	42%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	23	25	11	20	33	13	65%	1%	420	47%	1%
Total	4 431	2 704	2 389	3 736	5 139	1 403	38%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	17	1976	47	102,4	SVG	2023-10	22	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
2	LUCIEN GEORGELIN	47	1991	32	70,9	RJ	2023-07	232	Transformation et conservation de fruits
3	FONMARTY ET FILS	33	1964	59	42,1	RJ	2023-04	205	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
4	TRANSPORTS JAMMET	86	1998	25	34,7	*	2023-10	324	Transports routiers de fret interurbains
5	SECURITE PROTECTION	33	1988	35	31,6	RJ	2023-06	988	Activités de sécurité privée
6	FRUITS ROUGES DU PERIGORD	24	2001	22	28,1	RJ	2023-05	86	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes
7	MAISON LE STAR VIGNOBLES & CHATEAUX	33	1972	51	24,3	SVG	2023-05	69	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
8	SCOPELEC AQUITAINE	64	1977	45	24,1	LJ	2023-01	244	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
9	NAOS HOTEL GROUPE	86	2016	7	21,3	RJ	2023-11	26	Gestion de fonds
10	LCA BORDEAUX	33	2002	21	13,8	RJ	2023-11	25	Construction de maisons individuelles
Total 2023				34	393			2 221	
Total 2022				24	216			941	
Var. vs 2022 (%)				45%	82%			136%	
Var. vs 2022				11	177			1 280	

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire

Source : Altares

Le commerce (22%), la construction (22%), et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

La majorité des secteurs connaissent une augmentation du nombre de procédures supérieure au niveau national à l'exception de l'industrie (23% vs 29% au niveau national), et l'information et communication (25% vs 44% au niveau national).



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	291	212	240	267	315	48	18%	6%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	51	36	41	45	61	16	36%	1%	221	6%	0%
Culture	113	82	90	116	172	56	48%	3%	606	19%	1%
Élevage	127	94	109	106	82	(24)	(23%)	2%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	1 004	573	605	778	1 086	308	40%	22%	14 112	41%	24%
Bâtiment	830	432	454	650	842	192	30%	17%	11 710	40%	20%
Immobilier	174	141	151	128	244	116	91%	5%	2 402	43%	4%
COMMERCE	966	559	475	811	1 078	267	33%	22%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	171	94	105	157	187	30	19%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	613	356	272	525	718	193	37%	15%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	182	109	98	129	173	44	34%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	323	171	154	322	397	75	23%	8%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	134	70	52	167	198	31	19%	4%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	189	101	102	155	199	44	28%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	77	43	47	77	96	19	25%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	52	33	36	58	64	6	10%	1%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	25	10	11	19	32	13	68%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	100	59	45	85	123	38	45%	2%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	65	34	32	52	87	35	67%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	35	25	13	33	36	3	9%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	32	20	16	37	65	28	76%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	486	330	296	400	547	147	37%	11%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	225	153	142	177	238	61	34%	5%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	261	177	154	223	309	86	39%	6%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	177	120	86	149	220	71	48%	4%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	27	16	10	17	30	13	76%	1%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	107	82	55	101	152	51	50%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	43	22	21	31	38	7	23%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	588	353	198	490	738	248	51%	15%	7 967	44%	14%
Hébergement	44	34	16	34	57	23	68%	1%	380	36%	1%
Restauration	443	253	155	373	571	198	53%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	101	66	27	83	110	27	33%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	266	165	138	187	263	76	41%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	95	44	49	61	72	11	18%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	85	53	42	69	90	21	30%	2%	922	11%	2%
Enseignement	51	46	36	49	76	27	55%	2%	916	30%	2%
Autres activités	35	22	11	8	25	17	213%	1%	291	29%	1%
Total	4 310	2 605	2 300	3 603	4 928	1 325	37%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures collectives en région Occitanie a augmenté de 40% en 2023, 4 points de plus que le niveau national (36%). Cette augmentation des ouvertures s'explique par :

- La hausse importante des ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire (+40%) par rapport au niveau national (+36%) ; et
- L'augmentation des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 111 procédures en 2022 à 131 procédures en 2023.

Dans la région Occitanie, l'augmentation du nombre d'ouvertures se reflète sur toutes les typologies d'entreprises.

Les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 93% des procédures, ont augmenté de 39%, contre 36% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de 46%, contre 43% au niveau national. Concernant les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation est de 4%, contre 47% au niveau national.

Enfin, 47% des procédures ouvertes en 2023 proviennent du département de l'Hérault et de la Haute-Garonne. Ces deux départements enregistrent une hausse de 33% et 54% respectivement.

Données clés

Démographie : 6 154 772
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

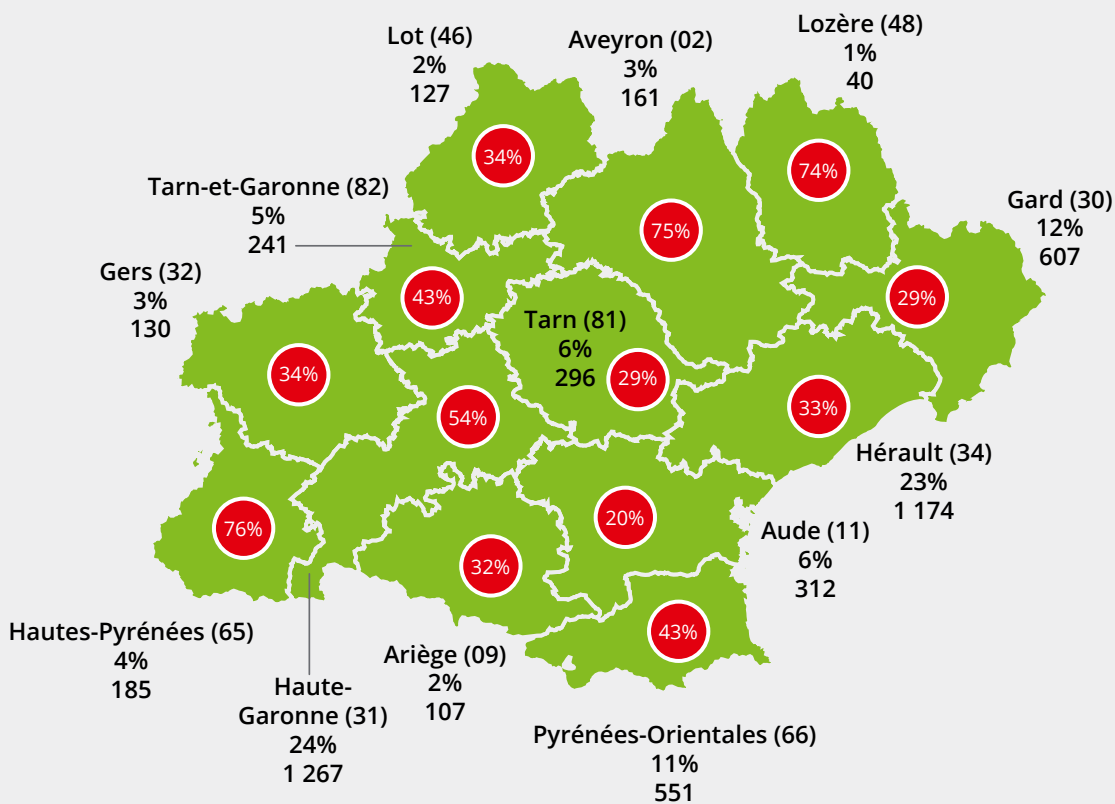
Surface : 72 724 km²

PIB 2022 : 193 064 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 529 686
(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 5 329

Ratio de défaillances : 1,01%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	96	54	53	111	131	20	18%	2%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	1 464	769	539	936	1 513	577	62%	28%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	2 951	1 881	1 682	2 772	3 685	913	33%	69%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	4 415	2 650	2 221	3 708	5 198	1 490	40%	98%	56 200	36%	97%
Total	4 511	2 704	2 274	3 819	5 329	1 510	40%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	4 249	2 568	2 136	3 557	4 957	1 400	39%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	231	117	129	237	346	109	46%	6%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	31	19	9	25	26	1	4%	0%	420	47%	1%
Total	4 511	2 704	2 274	3 819	5 329	1 510	40%	100%	57 729	1 412%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	MEGA ENERGIE	34	2017	6	92,0	RJ	2023-10	26	Ingénierie, études techniques
2	SA FRANCOIS FONDEVILLE	66	1991	32	53,2	*	2023-10	199	Construction d'autres bâtiments
3	OXYLIO	34	2004	19	48,1	SVG	2023-09	134	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
4	SOCARH DISTRIBUTION	34	1992	31	35,0	RJ	2023-01	72	Commerce de gros d'équipements automobiles
5	PORTAGEO	31	2006	17	29,5	SVG	2023-08	237	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
6	ENTREPRISE CARRE	31	1981	42	17,8	RJ	2023-09	97	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
7	MUZEUM	34	1982	41	14,0	RJ	2023-10	20	Travaux de peinture et vitrerie
8	SERCLIM	11	1991	32	11,9	SVG	2023-01	129	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
9	INGENIERIE ENERGETIQUE GLOBALE	31	2010	13	11,8	RJ	2023-10	20	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
10	MEDICOOP 66	66	2014	9	11,1	LJ	2023-04	1	Activités des agences de travail temporaire
Total 2023				24	324			935	
Total 2022				30	529			2 495	
Var. vs 2022 (%)				(19%)	(39%)			(63%)	
Var. vs 2022				(6)	(205)			(1 560)	

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Source : Altares

La construction (26%), le commerce (22%) et l'hébergement et la restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les défaillances en 2023.

La majorité des secteurs connaissent une augmentation du nombre de procédures supérieure au niveau national à l'exception

de l'hébergement et la restauration (+42%) en ligne avec le niveau national (44%), l'information et communication (32% vs 34% au niveau national), et les activités financières et d'assurance (15% vs 46% au niveau national).



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	149	103	88	118	142	24	20%	3%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	11	13	9	11	23	12	109%	0%	221	6%	0%
Culture	93	60	55	74	88	14	19%	2%	606	19%	1%
Élevage	45	30	24	33	31	(2)	(6%)	1%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	1 112	638	636	915	1 334	419	46%	26%	14 112	41%	24%
Bâtiment	958	505	514	773	1 107	334	43%	21%	11 710	40%	20%
Immobilier	154	133	122	142	227	85	60%	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	1 004	594	501	818	1 130	312	38%	22%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	223	109	109	171	249	78	46%	5%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	594	375	286	515	717	202	39%	14%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	187	110	106	132	164	32	24%	3%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	307	140	128	262	351	89	34%	7%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	134	72	45	119	169	50	42%	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	173	68	83	143	182	39	27%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	93	54	59	90	119	29	32%	2%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	71	39	43	65	85	20	31%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	22	15	16	25	34	9	36%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	102	74	62	112	148	36	32%	3%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	64	40	41	82	107	25	30%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	38	34	21	30	41	11	37%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	32	20	13	41	47	6	15%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	471	295	276	434	631	197	45%	12%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	217	141	133	205	286	81	40%	6%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	254	154	143	229	345	116	51%	7%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	173	104	92	158	248	90	57%	5%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	20	8	6	15	30	15	100%	1%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	123	77	65	111	178	67	60%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	30	19	21	32	40	8	25%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	676	413	235	545	772	227	42%	15%	7 967	44%	14%
Hébergement	44	25	20	22	39	17	77%	1%	380	36%	1%
Restauration	531	315	187	434	634	200	46%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	101	73	28	89	99	10	11%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	296	215	131	215	276	61	28%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	97	57	42	59	87	28	47%	2%	903	53%	2%
Activités récréatives	100	69	50	82	90	8	10%	2%	922	11%	2%
Enseignement	64	45	19	59	81	22	37%	2%	916	30%	2%
Autres activités	35	44	20	15	18	3	20%	0%	291	29%	1%
Total	4 415	2 650	2 221	3 708	5 198	1 490	40%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altarea

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre d'ouvertures de procédure dans la région Pays de la Loire est en hausse de 37% en 2023, un niveau en ligne avec celui relevé au niveau national (+36%). Cette hausse des ouvertures s'explique par :

- Une hausse des procédures de liquidation judiciaire de 29% au niveau régional contre 31% au niveau national, qui représentent 72% des ouvertures de 2023, compensée par la hausse plus importante des redressements judiciaires de 64%, contre +49% au niveau national.
- Une augmentation des procédures de sauvegarde passant de 44 procédures en 2022 à 70 en 2023 soit +59%, contre 36% au niveau national.

En région « Pays de la Loire », l'augmentation du nombre de procédures s'est ressentie sur toutes les typologies d'entreprises. Plus précisément, les entreprises dont le nombre d'employé est inférieur à 10 ont enregistré une hausse des ouvertures de 36% et celles dont le nombre est compris en 10 et 49, de 41%. Les entreprises de plus de 49 salariés ont également enregistré une hausse de près de 80%. Cette hausse est largement supérieure à celle observée sur le territoire national (+47%).

Concernant les départements de la région Pays de la Loire, deux tendances s'opposent :

- Les départements de la Loire-Atlantique (+43%), du Maine-et-Loire (+49%) enregistrent une augmentation des ouvertures des procédures plus importantes que celle du niveau national ; tandis que
- Les départements de la Sarthe (+24%), de la Mayenne (+20%) et la Vendée (+26%) connaissent en revanche une hausse inférieure au niveau national.

Données clés

Démographie : 3 926 389

(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)

Surface : 32 082 km²

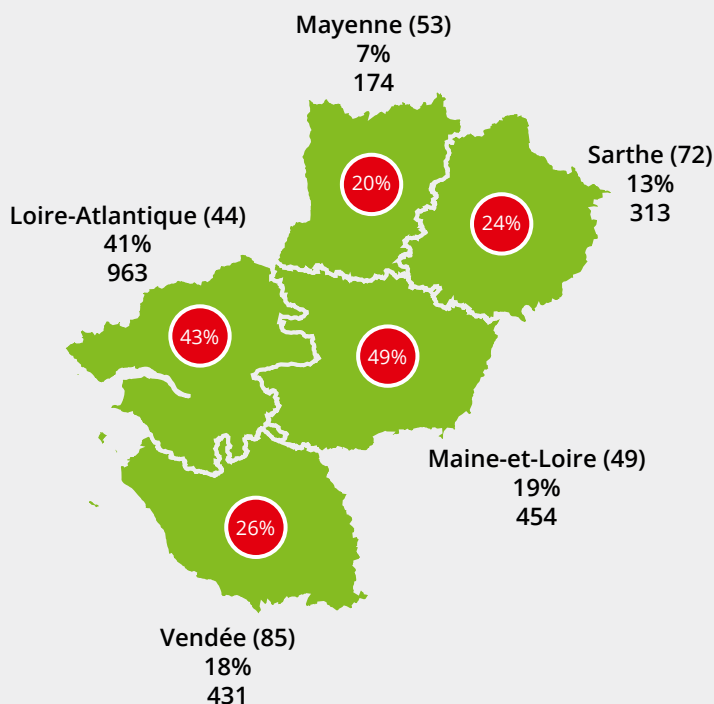
PIB 2022 : 137 051 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 246 323

(source : Insee 2020)

Nombre de défaillances : 2 405

Ratio de défaillances : 0,98%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de R et L enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	51	38	29	44	70	26	59%	3%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	762	309	262	363	596	233	64%	25%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	1 396	951	866	1 351	1 739	388	29%	72%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	2 158	1 260	1 128	1 714	2 335	621	36%	97%	56 200	36%	97%
Total	2 209	1 298	1 157	1 758	2 405	647	37%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	2 073	1 209	1 085	1 632	2 223	591	36%	92%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	105	77	63	116	164	48	41%	7%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	31	12	9	10	18	8	80%	1%	420	47%	1%
Total	2 209	1 298	1 157	1 758	2 405	647	37%	100%	57 729	1 412%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	TOLAZZI FRANCE	49	1975	48	91,1	RJ	2023-11	14	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
2	PROMOTAL	53	1998	25	17,8	RJ	2023-02	92	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
3	HABITAT PRO SOLUTIONS	85	2005	18	13,9	RJ	2023-09	121	Travaux d'isolation
4	SOC PLASTI TEMPLE	49	1965	58	10,3	*	2023-05	32	Fabrication de matelas
5	SLTS SAS	49	1977	46	10,3	RJ	2023-01	102	Découpage, emboutissage
6	VARIANCE TECHNOLOGIES	53	2012	11	10,2	RJ	2023-05	92	Fabrication d'autres équipements automobiles
7	MAISONS DOMINIQUE CHARLES	44	1985	37	9,8	RJ	2023-01	29	Construction de maisons individuelles
8	MULTITUDE TECHNOLOGIES	53	1994	29	9,7	RJ	2023-05	81	Fabrication d'autres équipements automobiles
9	ENTREPRISE LOCHARD BEAUCE	53	1987	36	8,6	RJ	2023-06	50	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires
10	RUEL BRUNO	72	1999	24	7,7	RJ	2023-03	45	Préparation industrielle de produits à base de viande
Total 2023				33	189			658	
Total 2022				19	152			769	
Var. vs 2022 (%)				78%	25%			(14%)	
Var. vs 2022				15	37			(111)	

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire

Source : Altares

La construction (23%), le commerce (21%), et l'hébergement et restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les ouvertures de procédure en 2022.

Plus précisément, le secteur de la construction a enregistré 219 procédures en plus par rapport à 2022 soit +67%. Cette tendance est largement supérieure à celle observée au niveau national (+41%). Ceux de l'hébergement et restauration (+52%) et

des services aux entreprises (+38%) ont également enregistré une tendance supérieure au niveau national (+44% pour le premier et +36% pour le second).

A contrario, le secteur de l'agriculture (-13%) a enregistré une baisse du nombre d'ouvertures au niveau régional alors que les tendances sont à la hausse au niveau national (+7%).

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	137	95	85	83	72	(11)	(13%)	3%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	8	9	4	5	3	(2)	(40%)	0%	221	6%	0%
Culture	32	18	14	19	25	6	32%	1%	606	19%	1%
Élevage	97	68	67	59	44	(15)	(25%)	2%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	511	276	333	329	548	219	67%	23%	14 112	41%	24%
Bâtiment	415	219	259	274	422	148	54%	18%	11 710	40%	20%
Immobilier	96	57	74	55	126	71	129%	5%	2 402	43%	4%
COMMERCE	450	237	217	408	501	93	23%	21%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	76	47	50	76	92	16	21%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	280	142	123	262	337	75	29%	14%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	94	48	44	70	72	2	3%	3%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	164	100	76	174	214	40	23%	9%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	51	40	25	65	88	23	35%	4%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	113	60	51	109	126	17	16%	5%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	50	29	31	53	69	16	30%	3%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	35	25	25	43	52	9	21%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	15	4	6	10	17	7	70%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	46	27	32	43	56	13	30%	2%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	32	17	19	22	43	21	95%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	14	10	13	21	13	(8)	(38%)	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	13	14	17	20	3	18%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	284	184	150	222	306	84	38%	13%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	135	82	78	116	145	29	25%	6%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	149	102	72	106	161	55	52%	7%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	86	48	33	64	97	33	52%	4%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	16	3	4	8	15	7	88%	1%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	51	30	20	40	67	27	68%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	19	15	9	16	15	(1)	(6%)	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	280	164	84	221	335	114	52%	14%	7 967	44%	14%
Hébergement	14	6	8	9	18	9	100%	1%	380	36%	1%
Restauration	196	120	59	170	239	69	41%	10%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	70	38	17	42	78	36	86%	3%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	136	87	73	100	117	17	17%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	27	18	20	21	34	13	62%	1%	903	53%	2%
Activités récréatives	54	29	37	37	41	4	11%	2%	922	11%	2%
Enseignement	40	26	11	33	30	(3)	(9%)	1%	916	30%	2%
Autres activités	15	14	5	9	12	3	33%	1%	291	29%	1%
Total	2 158	1 260	1 128	1 714	2 335	621	36%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



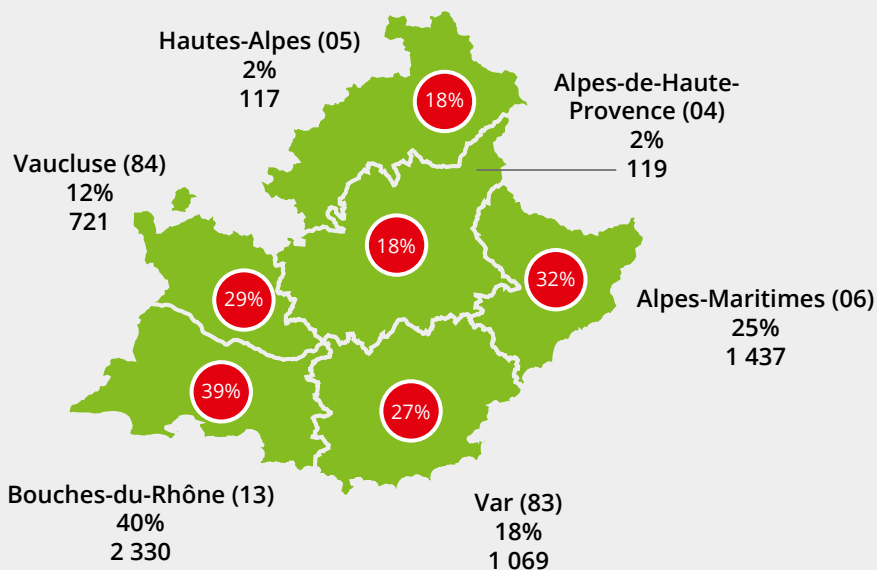
Le nombre de procédures en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 32% en 2023, soit une tendance haussière en ligne avec celle observée sur le territoire national (+36%). Cette tendance résulte notamment de la hausse des ouvertures de redressement judiciaire de 54%, contre 49% au niveau national. La hausse du niveau de liquidation judiciaire s'élève à 23% en 2023, tendance plus faible que celle constatée au niveau national (+31%). Quant aux procédures de sauvegarde, la hausse était de 21% (soit 27 nouvelles procédures), contre 36% au niveau national.

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la hausse du nombre de procédures s'est ressentie sur les entreprises de moins de 10 salariés, représentant près de 93% des entreprises défaillantes sur la période, avec une hausse de 31%, contre 35% à l'échelle nationale. Les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont connu, elles aussi, une hausse du nombre de procédures, en ligne avec le niveau national (+43%, contre +43%). Les ouvertures de procédures concernant des entreprises de plus de 50 salariés sont restées stables passant de 16 ouvertures en 2022 à 33 en 2023 soit une augmentation de 106% à la différence du niveau national qui augmente de 47%.

Concernant les départements de la région, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var représentent 83% des procédures et enregistrent des tendances relativement différentes. En effet, les deux premiers enregistrent une hausse du nombre d'ouvertures des procédures respectivement de 32% et 39%. Le département du Var, de son côté, a enregistré une hausse des procédures de 27% soit un niveau plus faible que l'augmentation nationale.

Données clés

- Démographie : 5 198 011
(source : Ined au 1^{er} janvier 2024)
- Surface : 31 400 km²
- PIB 2022 : 206 744 M€ *(Insee)*
- Nombre d'entreprises : 585 718
(source : Insee 2020)
- Nombre de défaillances : 5 947
- Ratio de défaillances : 1,02%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2023 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2022. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Nombre de sauvegardes	142	102	80	127	154	27	21%	3%	1 529	36%	3%
Nombre de RJ	2 131	1 317	1 171	1 398	2 154	756	54%	36%	15 115	49%	26%
Nombre de LJ	3 075	2 080	2 006	2 968	3 639	671	23%	61%	41 085	31%	71%
Nombre de RJ/LJ	5 206	3 397	3 177	4 366	5 793	1 427	33%	97%	56 200	36%	97%
Total	5 348	3 499	3 257	4 493	5 947	1 454	32%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
Moins de 10 salariés	5 086	3 313	3 078	4 206	5 528	1 322	31%	93%	52 990	35%	92%
10 à 49 salariés	232	171	164	270	386	116	43%	6%	4 319	43%	7%
50 salariés et plus	30	15	15	16	33	17	106%	1%	420	47%	1%
Total	5 348	3 499	3 257	4 492	5 947	1 455	32%	100%	57 729	1 185%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2023

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	MINELLI SAS	13	1997	26	84,0	RJ	2023-09	669	Commerce de détail de la chaussure
2	KAPORAL COLLECTIONS	13	1990	33	68,5	RJ	2023-03	32	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
3	SCOPELEC SUD-EST	83	2009	13	51,5	LJ	2023-01	330	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
4	KAPORAL STORES	13	2007	16	38,3	RJ	2023-03	368	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
5	AUTOMOTIV	06	2005	18	32,9	LJ	2023-04	-	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
6	G T C	13	1989	34	30,8	RJ	2023-06	3	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
7	ELLIPSE	06	1997	26	27,9	LJ	2023-05	-	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
8	RGB FRANCE BTP	13	2014	9	25,4	RJ	2023-11	80	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
9	GROUPE MURELLO CONSTRUCTION - G.M.C	83	2009	14	19,8	LJ	2023-05	62	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
10	EUURL FAURE	13	2014	9	18,1	RJ	2023-01	-	Travaux d'isolation
Total 2023				20	397			1 544	
Total 2022				26	294			1 226	
Var. vs 2022 (%)				(22%)	35%			26%	
Var. vs 2022				(6)	104				

Source : Altares

La construction (26%), le commerce (21%) et l'hébergement et restauration (15%) sont les secteurs les plus touchés par les ouvertures de procédures. Les secteurs de l'industrie (+58%), de l'hébergement et restauration (+48%), de l'information et communication (+45%), du

transport (+39%) et de l'agriculture (+11%) enregistrent une hausse des ouvertures entre 2022 et 2023 plus importante que le niveau national. Les autres secteurs connaissent des hausses moins importantes qu'au niveau national.



	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 23vs22			France		
						Val.	%	Poids 23	Total	23vs22	Poids 23
AGRICULTURE	66	60	69	93	103	10	11%	2%	1 288	7%	2%
Chasse, pêche, forêt	5	4	10	7	5	(2)	(29%)	0%	221	6%	0%
Culture	49	45	42	67	80	13	19%	1%	606	19%	1%
Élevage	12	11	17	19	18	(1)	(5%)	0%	461	(5%)	1%
CONSTRUCTION	1 377	894	884	1 110	1 486	376	34%	26%	14 112	41%	24%
Bâtiment	1 137	744	703	882	1 280	398	45%	22%	11 710	40%	20%
Immobilier	240	150	181	228	206	(22)	(10%)	4%	2 402	43%	4%
COMMERCE	1 131	714	693	988	1 210	222	22%	21%	12 408	32%	21%
Commerce & réparation de véhicules	184	121	165	191	231	40	21%	4%	2 359	26%	4%
Commerce de détail	689	447	357	551	731	180	33%	13%	7 645	35%	13%
Commerce de gros	258	146	171	246	248	2	1%	4%	2 404	28%	4%
INDUSTRIE	258	183	166	233	369	136	58%	6%	3 982	29%	7%
Industrie agroalimentaire	97	90	57	105	155	50	48%	3%	1 795	37%	3%
Industrie hors agroalimentaire	161	93	109	128	214	86	67%	4%	2 187	24%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	90	68	82	107	155	48	45%	3%	1 759	44%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	62	46	64	78	114	36	46%	2%	1 198	38%	2%
Autres activités information & communication	28	22	18	29	41	12	41%	1%	561	60%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	198	107	112	157	219	62	39%	4%	2 314	31%	4%
Transport routier de marchandises	108	62	62	103	143	40	39%	2%	1 507	40%	3%
Autres activités de transport	90	45	50	54	76	22	41%	1%	807	17%	1%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	37	21	20	43	51	8	19%	1%	666	46%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	655	473	437	606	768	162	27%	13%	7 561	36%	13%
Activités scientifiques et techniques	303	227	205	262	358	96	37%	6%	3 656	36%	6%
Services administratifs aux entreprises	352	246	232	344	410	66	19%	7%	3 905	36%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	205	114	131	196	260	64	33%	4%	2 640	38%	5%
Activités de réparation	16	12	9	17	28	11	65%	0%	257	44%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	149	83	82	154	184	30	19%	3%	1 935	38%	3%
Autres services à la personne	40	19	40	25	48	23	92%	1%	448	37%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	843	544	422	588	868	280	48%	15%	7 967	44%	14%
Hébergement	54	27	38	36	38	2	6%	1%	380	36%	1%
Restauration	676	440	339	487	721	234	48%	12%	6 449	45%	11%
Débites de boissons	113	77	45	65	109	44	68%	2%	1 138	42%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	346	219	161	245	304	59	24%	5%	3 032	29%	5%
Santé humaine & action sociale	86	69	37	67	94	27	40%	2%	903	53%	2%
Activités récréatives	111	64	54	75	78	3	4%	1%	922	11%	2%
Enseignement	90	52	47	70	99	29	41%	2%	916	30%	2%
Autres activités	59	34	23	33	33	-	-	1%	291	29%	1%
Total	5 206	3 397	3 177	4 366	5 793	1 427	33%	100%	57 729	36%	100%

Source : Altares

Grille de lecture

En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
 En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.

Deloitte.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. DTTL ne fournit aucun service aux clients. Pour en savoir plus, consultez www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services de pointe en matière d'audit et d'assurance, de fiscalité et de droit, de *consulting*, de *financial advisory* et de *risk advisory*, à près de 90 % des entreprises du Fortune Global 500® et à des milliers d'entreprises privées. Les résultats mesurables et pérennes de nos professionnels contribuent à renforcer la confiance du public dans les marchés de capitaux, permettent aux clients de se transformer et de prospérer, et ouvrent la voie à une économie plus forte, une société plus équitable et un monde durable. Fort de plus de 175 ans d'expérience, Deloitte est présent dans plus de 150 pays et territoires. Pour en savoir plus sur la manière dont nos près de 457 000 professionnels dans le monde *make an impact that matters*, consultez www.deloitte.com.

Deloitte France regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 7 990 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte France est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen.

Deloitte
6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex

© Mai 2024 Deloitte SAS – Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Tous droits réservés – Designed by dot.